

# Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :  
tout le cinéma  
et une sélection  
de sorties



55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16815 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

JEUDI 18 FÉVRIER 1999

FONDATION HISTORIQUE BELLEVUE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## L'affaire Öcalan, ou la malédiction kurde

- « Le Monde » raconte les quatre mois d'errance du chef du PKK jusqu'à sa capture à Nairobi
- Ce long voyage sans visa résume le sort d'un peuple oublié par les Occidentaux ● Abdullah Öcalan a été emprisonné en Turquie
- Les manifestations de colère des Kurdes se multiplient en Europe

**ENLEVÉ** au Kenya par les services turcs dans des circonstances encore mystérieuses, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a été conduit, mardi 15 février, selon la presse, dans l'île d'Imrali, en mer de Marmara. La capitale d'Abdullah Öcalan a été sauvée par l'ensemble de la classe politique à Istanbul, qui y voit une étape « historique » dans la lutte contre l'organisation séparatiste. Dans un entretien au quotidien espagnol *El Mundo*, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, estime, mercredi, que la capture d'*« Apo »* « sera une solution au problème kurde ».

**Le Monde** raconte les quatre mois d'errance d'Abdullah Öcalan, l'inévitables, jusqu'à sa capture, lundi 15 février au Kenya. A la fin d'octobre 1998, il avait été contraint de quitter son refuge en Syrie pour Moscou puis pour des destinations incertaines, dans un long voyage sans visa.

Frontière : dans la haute fonction publique les femmes sont marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les femmes sont

marginalisées

Frontière :

les

## **INTERNATIONAL**

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999

**PKK** Selon la presse turque, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a été conduit, mardi 16 février, dans une prison d'İmralı, une île presque dé-

serte de la mer de Masmara. Les circonstances de son enlèvement au Kenya par les services turcs restent mystérieuses. • A ISTANBUL, la classe politique s'est félicitée de l'ar-

restation de l'*«ennemi public numéro un*». Mais sa capture pourrait marquer un inféchissement de la politique à l'égard des Kurdes. ● EN GRECE, l'opposition conservatrice et

**la gauche ont critiqué le gouvernement de M. Simitis, jugé en partie responsable de l'arrestation d'Öcalan et des critiques formulées par les Kurdes. Des députés grecs ont parlé**

de « fiasco », voire de « honte nationale » et réclamé la démission du ministre socialiste des affaires étrangères, Théodore Pangalos. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

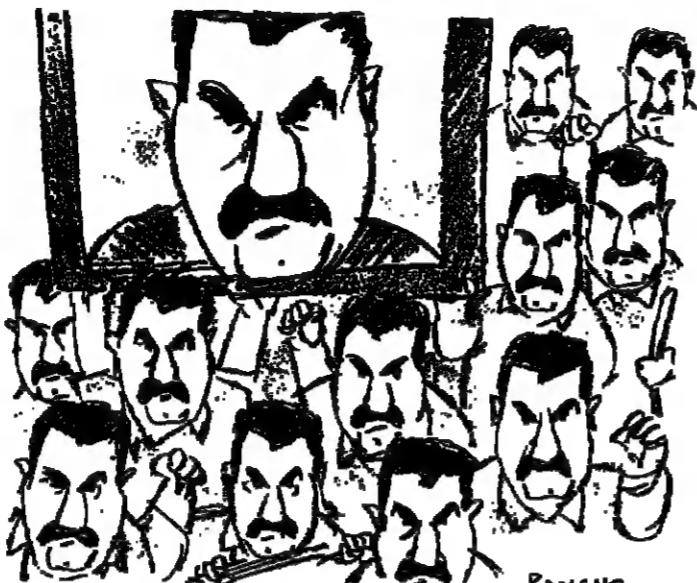
## Turquie : la capture d'Öcalan laisse entière la question kurde

A Istanbul, la classe politique a salué à l'unanimité l'enlèvement et l'arrestation « historique » du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan. Selon certains dirigeants, le régime a maintenant l'opportunité de « tendre la main » à la population du Sud-Est anatolien

İSTANBUL

*de notre correspondante*

Agé de soixante-treize ans, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, sentait personnellement qu'il s'agissait d'un moment historique et d'un succès retentissant. C'est donc d'une voix émue, l'air tendu, qu'il a annoncé, mardi matin, la nouvelle que de nombreux Turcs attendaient : « Depuis 3 heures ce matin, le chef de l'organisation séparatiste se trouve en Turquie. » On ne connaît pas les circonstances exactes de l'arrestation d'Abdullah Öcalan au Kenya. Seules certitudes : l'opération a été organisée dans le plus grand secret ; en Turquie, dix personnes seulement étaient au courant ; appartenant apparemment à l'industriel Cavit Caglar, l'avion privé qui a ramené Öcalan avait été choisi pour son absence de signes d'immatriculation turque.



PANCY

vêtu d'un costume sombre et la tête couverte, le chef du PKK aurait été embarqué sur une frégate de la marine turque, escortée par les Zodiacs des forces spéciales. Le lieu de détention d'« Apo » n'a pas été révélé. La presse turque affirme cependant qu'il pourrait se trouver à İmralı, une petite île presque déserte située près d'Istanbul sur la mer de Marmara.

avec un plaisir évident en Turquie, notamment par les familles des soldats tombés au combat. Dans certains quartiers, la population est descendue dans la rue, brandissant des drapeaux au son des tambours traditionnels. Certains exigeaient qu'« Apo » soit livré à la population pour une exécution sommaire. D'aucuns pensent qu'un simple séjour en prison se

l'Etat, mettra la Turquie sur la sellette. L'arrestation d'Ocalan va relancer le débat sur la peine de mort, qui sera certainement reprise, vu les lourdes charges retenues contre lui. Bien qu'elle n'ait pas été abolie, aucun prisonnier n'a été exécuté en Turquie depuis 1983.

L'arrestation d'Ocalan et l'affaiblissement évident du PKK pourraient fournir aux autorités, qui

avaient jusqu'ici refusé tout compromis, une occasion en or de tendre la main à la population kurde du Sud-Est anatolien. Bülent Ecevit a lancé un appel aux combattants du PKK, leur demandant de déposer les armes. « Vous êtes arrivés au bout d'une voie sans issue », a-t-il déclaré, suggérant que les autorités pourraient se montrer généreuses à leur égard.

**UN PROCÈS JUSTE**

Le président de l'Assemblée nationale, Hikmet Cetin, lui-même d'origine kurde, a suggéré une prolongation de la loi dite « pour les repentis », promulguée en 1995, qui n'est plus en vigueur et qui permettait aux militants n'ayant pas été condamnés d'échapper à la justice, pour autant qu'ils fournissaient des informations et renonçaient à la lutte armée. Ceux qui ont participé à des opérations ou qui ont été arrêtés pouvaient ainsi bénéficier de réductions de peine. Bien que le Parlement ait officiellement achevé ses travaux, à quelques semaines des élections du 18 avril, Hikmet Cetin a proposé une session extraordinaire pour adopter cette loi.

Dans le Sud-Est anatolien, les autorités devront transformer une politique jusqu'ici basée essentiellement sur la peur et la répression en une politique susceptible de convaincre la population locale, écrasée et appauvrie par des années de conflit, bref leur prouver que l'Etat turc est aussi à leurs côtés. Les élections d'avril seront donc un test important.

## **Wanda Bone**

## Désillusion et lassitude dominent à Diyarbakir

## **DIYARBAKIR**

*de notre envoyée spéciale*

### A Diyarbakir, « capitale » du Kurdistan de Turquie, une vingtaine

## **REPORTAGE**

---

---

du Hadep, le parti pro-kurde, qui fait pour eux office de place publique et de salon de thé. Pour la

plupart sans emploi, expulsés de leurs villages, ils attendent on ne sait trop quoi. C'était avant l'arrestation, lundi 15 février, d'Abdullah Ocalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste).

tenu la dissolution, en janvier 1998, du Parti de la prospérité (Refah ou RP, islamiste), vient de soumettre à la Cour constitutionnelle un dossier accusant le Hadep (Parti démocratique du peuple) d'avoir des « liens organiques avec le PKK » et demandant son interdiction.

« La procédure auprès de la Cour durera entre six mois et un an », explique Sezgin Tanrikulu, un avocat spécialisé dans les dossiers des droits de l'homme. « La loi permet au tribunal d'annoncer une décision préalable, qui empêcherait le parti de participer aux élections. Je doute qu'ils utilisent cette clause. »

**= COÛTE QUE COÛTE =**  
 Au siège du parti à Diyarbakir, ce nouveau procès ne fait que renforcer la détermination. Lors des municipales de 1994, le harcèlement des candidats avait forcé les Kurdes à se retirer du processus électoral. « Nous sommes habitués à ce genre de choses. Il n'y a rien de nouveau », raconte, résigné, le dirigeant local du parti, l'avocat Feridun Celik. « Cette année, nous sommes mieux organisés. Nous résisterons, jusqu'à la mort s'il le faut. Nous participerons aux élections, coûte que coûte. » Dix des dirigeants du parti, dont le président, Murat Bozak, se trouvent

moins et dévaste le Kurdistan turc. En Turquie, la population locale espère qu'à une chose : la paix. Ainsi militairement, le PKK ne domine plus la région comme au début des années 90 et le militantisme des habitants a succombé à des années de répression. « L'arrestation d'İmzîdin Sakık [le commandant en chef, numéro deux du PKK], au temps 1998, a porté un sérieux coup au moral des gens. Sakık était héros légendaire, intouchable. Aujourd'hui on le voit devant le tribunal, condamné et offrant des informations », que une ancienne militante.

ais la revendication culturelle eure : les petites antennes parques, omniprésentes sur les bal- t茅moignent de la popularit茅 RED-TV, une chaîne proche du qui diffuse des émissions en ue kurde et est interdite en Tur- « C'est notre langue, bien s茅r, nous regardons », explique Ali. s m茅thodes du PKK ne r茅sou- t rien, il faut une solution politi- au sein de la Turquie, poursuit- as nous ne voulons pas de limites s茅s茅s 脿 notre culture. »

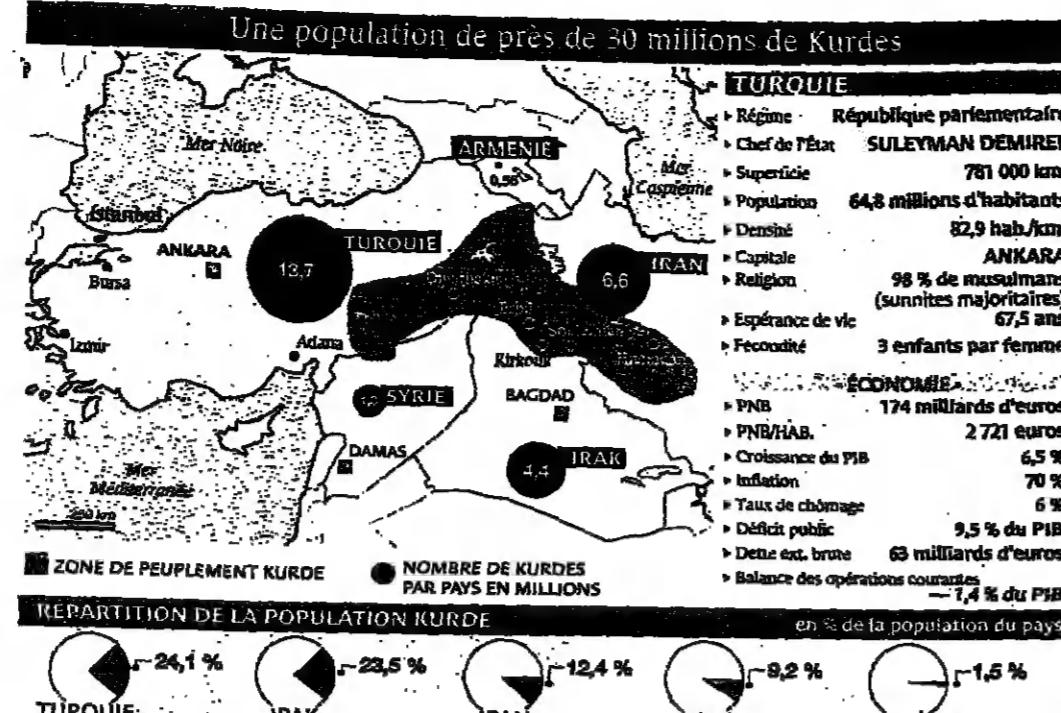
l'approche des élections législatives et municipales prévues pour le 1er avril, les autorités n'ont pas assuré leur position. Le procureur général Vural Savas, qui avait obtenu

N. P.

la question kurde

## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999 / 3



Une population de près de 30 millions de Kurdes

Des descendants de tribus persephones installées dans l'actuel Kurdistan plusieurs siècles avant Jésus-Christ, les Kurdes, nomades et rebelle, forment une population estimée à 25 ou 30 millions d'âmes. Répartie sur cinq Etats de la région : Turquie, Syrie, Irak, Iran et Arménie. Une diaspora forte de près de deux millions de Kurdes s'est installée ces dernières années en Turquie, au rythme des persécutions qu'ils subissent tant de Saddam Hussein, qui gaza des milliers de Kurdes en 1988, que de la part de la Turquie, qui mène contre eux une répression féroce depuis quinze ans, et qui, jusqu'en 1991, leur interdit jusqu'au droit de parler leur propre langue.

### Confusion totale sur les circonstances de l'enlèvement

LES CIRCONSTANCES de l'arrestation du dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, Abdullah Ocalan, demeurent toujours un mystère, mercredi 17 février, les gouvernements grec et kényan donnant des versions contradictoires. Deux faits seulement sont indiscutables : Apo avait bien trouvé refuge à l'ambassade de Grèce au Kenya le 2 février. Lundi 16 février, il est sorti de la chancellerie pour se diriger vers l'aéroport, où il devait prendre un avion pour une destination qui, selon certaines versions, aurait dû être les Pays-Bas, selon d'autres demeurait inconnue.

Le porte-parole du gouvernement grec, Dimitris Reppas, a déclaré, mardi, qu'Athènes n'avait « aucune responsabilité » dans l'arrestation d'Abdullah Ocalan (lequel « a décidé de quitter la résidence de l'ambassade grec à Nairobi » lundi). « Depuis ce moment, le gouvernement grec n'a aucune information ni aucune responsabilité » quant à la suite des événements, a ajouté le porte-parole, soulignant qu'il est de la responsabilité du gouvernement kényan de dire ce qui s'est passé.

Selon M. Reppas, Athènes avait trouvé un pays africain d'accueil pour le chef du PKK, à qui l'asile n'a été accordé à l'ambassade de Grèce au Kenya qu'à titre provisoire. « Il avait accepté la proposition grecque de s'installer dans un pays africain autre que le Kenya ; il serait aujourd'hui en toute sécurité », a ajouté M. Reppas, qui a aussi déploré que Abdullah Ocalan ait été à l'origine de fautes sur sa présence à Nairobi, Athènes n'ayant même pas informé de cette

présence ses partenaires de l'Union européenne.

La presse turque a évoqué plusieurs hypothèses concernant l'arrestation, indiquant notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope. Selon certains journaux, les Américains, qui depuis l'attentat contre leur ambassade à Nairobi, en août 1998, ont un système de renseignement efficace au Kenya, ont appris la présence d'Ocalan à l'ambassade de Grèce et en ont informé les Turcs. L'aide des Américains, toujours d'après la presse, expliquerait pourquoi le premier ministre turc, Bülent Ecevit, a administré une douche froide au vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, venu lui demander de ne pas autoriser les avions américains et britanniques à utiliser la base d'Incirlik pour leurs raids contre l'Irak.

D'autres journaux indiquent que les autorités kenyanes ont pris Abdullah « Ocalan de force à l'ambassade de Grèce au Kenya. Selon d'autres versions, elles auraient convaincu le chef du PKK qu'elles le feraienr partir pour les Pays-Bas et il serait volontairement sorti de son abri. Le ministre grec des affaires étrangères, M. Pangalos, a indiqué, lui, que le dirigeant séparatiste kurde ne s'est pas embarqué, comme prévu, à l'aéroport de Nairobi – mais pour quelle destination ? –, car la voiture à bord de laquelle il se trouvait « s'est écartée soudain du cortège et a disparu ».

Le ministre kényan des affaires étrangères, Bonaya Godana, a indiqué que l'ambassadeur de Grèce à Nairobi... se trouvait à bord de l'avion qui a assuré le transport d'Ocalan, ce qu'Athènes a démenti.

### Une affaire au cœur du triangle Ankara-Washington-Jérusalem

OPÉRATION secrète des services turcs ? Fuit d'une « indiscrétion » grecque ? Coopération triangulaire entre le renseignement de Turquie (MIT), d'Israël (Mossad) et des Etats-Unis ?

ANALYSE Les intérêts stratégiques pourraient expliquer une coopération tripartite

Unis (CIA) ? Il est certain que la capture du chef kurde Abdullah Ocalan, dit « Apo », lundi 15 février à Nairobi, après une cavale de quatre mois d'un roman d'espionnage de la guerre froide, arrange les trois pays. Même dans l'hypothèse où la solidarité entre la Turquie, Israël et les Etats-Unis a été limitée à sa plus simple expression, l'affaire Ocalan a contribué à renforcer leurs liens. Avant tout, elle redore le blason du nouveau premier ministre turc, Bülent Ecevit, à la veille des législatives anticipées du 16 avril. Elle rehausse aussi le prestige de ses services secrets, mis à mal par la révélation de sombres pratiques dans leur sein. Elle augmente enfin d'un soulagement pour l'économie turque, salué le jour même par une hausse des valeurs de 8 % à la Bourse.

Evocant une « mission secrète de deux jours », Bülent Ecevit, mardi 16 février, a affirmé qu'elle a été brillamment menée par le seul MIT. Si le mystère plane sur les détails du « rap » d'Apo, il semble pourtant peu probable que les services turcs aient pu agir seuls. Le MIT est peu courant des exfiltrations, et très peu présent en Afrique. A deux reprises, par le passé, il n'avait pu mener à bien une opération bien moins complexe qu'un enlèvement : deux tentatives d'assassinat, perpétrées alors qu'Abdullah Ocalan résidait en Syrie et au Liban, échouèrent.

Dotée, depuis la fin août 1998,

d'un nouveau chef d'état-major, le général Huseyin Kivrikoglu, la Turquie, quelques jours après la signature de l'accord entre Kurdes, menaçait la Syrie d'une guerre si celle-ci ne mettait pas fin immédiatement à son soutien au PKK.

« La Syrie doit saisir nos demandes. Sinon la terre tout entière s'écroulera sur sa tête », proclama Mesut Yilmaz, alors premier ministre. Damas obtint : Abdullah « Ocalan quitta son repaire syrien au début d'octobre ; et des officiels syriens signèrent à Ceyhan (sud de la Turquie) un engagement à ne plus soutenir le PKK. L'arrivée de Bülent Ecevit à la tête du gouvernement turc en janvier n'a fait que compliquer un peu plus les relations américano-turques, au moment où Washington, partisan de la manière forte envers Saddam Hussein, a plus que jamais besoin du soutien turc et de l'assurance de pouvoir utiliser la base aérienne d'Incirlik (sud du pays), où est stationnée sa force d'intervention rapide. Bülent Ecevit est peu apprécié des Américains. En 1974, son rôle de principal artisan de l'intervention armée turque à Chypre ne fut pas du goût du département d'Etat. Plus récemment, enfin, ses prises de position sur l'Irak ont également déplu à Washington.

Les gouvernements qui se sont succédé en Turquie ont tous émis des réserves quant à l'utilisation par les Américains de la base d'Incirlik, ayant préféré s'accommoder de Saddam Hussein plutôt que de voir s'installer un Etat kurde au nord de l'Irak. Bülent Ecevit, champion du nationalisme, n'a pas fait exception. Faisant monter l'enchaîne, lundi 15 février, il recevait à Ankara Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, venu « protester contre l'utilisation de la base d'Incirlik ». Le soir même, « Apo » était enlevé au Kenya et Bülent Ecevit faisait savoir aux Américains qu'Incirlik restait à leur disposition.

Marie Jego

### L'opposition et la presse grecques estiment que leur pays a été « ridiculisé »

#### ATHÈNES

de notre correspondant

Pour une fois, les Grecs sont tous d'accord : le pire des scénarios est devenu réalité. Abdullah Ocalan, le chef kurde, « ennemi numéro un d'Ankara, est passé des mains grecques aux menottes turques !

Pour un pays acquis à la cause kurde par sentiments antiturcs, il s'agit d'un incroyable fiasco et d'une honte nationale ».

Tout le monde s'interroge sur les circonstances de l'enlèvement par les services turcs d'Ocalan qui venait de passer, dans le plus grand secret, douze jours dans une résidence de l'ambassade de Grèce à Nairobi. Les Grecs se retrouvent accusés de tous les côtés : par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui a organisé l'occupation de multiples représentations diplomatiques grecques à l'étranger, par les Turcs qui ne peuvent que condamner l'aide apportée par Athènes à leur ennemi, par la communauté internationale et les partenaires européens tenus dans l'ignorance.

Au cours d'un débat parlementaire houleux, l'opposition conservatrice et la gauche ont tiré à boulets rouges sur les dirigeants socialistes. Le chef de la Nouvelle Démocratie, Costas Caramanlis, a dénoncé « une erreur colossale. Tout le monde est contre nous, c'est un naufrage pour la politique étrangère grecque », a-t-il lancé au chef de la diplomatie, Théodore Pangalos, qui fait figure de grand accusé. Plusieurs députés socialistes ont réclamé sa démission, une demande relayée, mercredi matin,

par l'influent journal *Eleftherotypia* (gauche indépendante). M. Caramanlis n'a pas exclu une éventuelle participation de la Grèce à l'arrestation d'Ocalan, ce qui serait, dit-il, « un déshonneur d'une immense ampleur ». La Grèce aurait dû « internationaliser l'affaire » au lieu de « se piéger elle-même », en essayant de la régler dans son coin, a-t-il estimé. Le président du Parti de la coalition de la gauche et du progrès, Nicos Constantopoulos, a dénoncé « l'épreuve et la tragédie historique ». « Le peuple grec a honte, le pays a été ridiculisé », a-t-il ajouté, en réclamant la formation d'une commission d'enquête parlementaire.

Le ministre des affaires étrangères, M. Pangalos, s'est contenté de relever que la question fondamentale était de savoir « si la Grèce devait ou non accorder l'asile politique à Ocalan : la réponse est non car cela aurait mis à la cause kurde, à la sécurité, à la stabilité et à la paix dans la région et aurait fait du problème kurde un différend gréco-turc ». « Waterloos », « Mardi noir », « Cyclone », la presse nationale pro-gouvernementale s'est déchainée, mercredi, contre la gestion de l'affaire par l'équipe au pouvoir. Le quotidien libéral *Kathimerini* estime que l'affaire Ocalan « déstabilise le gouvernement au moment même où toutes les énergies doivent être mobilisées en vue de l'adhésion de la Grèce à l'euro, le 1er janvier 2001 ». Le grand journal de droite *Eleftherios Typos* qualifie M. Simitsis de « truie », tandis que le quotidien du Parti communiste, *Risopastis*, accuse « le gouvernement Simitsis de tout donner pour servir les intérêts de l'OTAN et des Américains dans la région ».

Didier Kunz

### Israël dément toute implication, mais ses liens avec le Kenya et la Turquie sont très étroits

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Molins a deux heures après avoir été mis en cause par une agence de presse allemande, Jérusalem a « catégoriquement » démenti toute implication israélienne dans l'enlèvement du leader kurde, Abdallah Ocalan. Citant des sources émanant des « services secrets occidentaux », l'agence DPA avait affirmé, mardi 16 février, que le Mossad (les services de renseignement israéliens) avait joué un rôle « décisif » dans toute l'affaire.

Israël dément catégoriquement les affirmations de la presse, selon lesquelles nous aurions transmis des informations conduisant à la capture d'Ocalan », a rétorqué, en début d'après-midi, le porte-parole du premier ministre, Avi Buschinsky, invité peu après par son collègue du ministère des affaires étrangères.

Quelques heures plus tard, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, enfonce le clou, réaffirmant que, « contrairement à ce que disent certains journaux, Israël n'a absolument rien à voir avec cette histoire ». Les autorités ont cependant renforcé les mesures de sécurité autour de leurs représentations à l'étranger.

#### RAPPROCHEMENT SPECTACULAIRE

La difficulté avec ce genre d'affaire est que tout démenti est, a priori, perçu comme de la constance. Difficulté supplémentaire qui rend délicat le discours israélien : les services turcs, à tort ou à raison, ne sont pas considérés comme capables de mener une opération d'enlèvement en Afrique. Il en va tout autrement d'Israël, dont les relations avec le Kenya sont anciennes et fortes. Interrrompues au lendemain de la guerre de Kippour, en 1973, ces dernières ont formellement repris en 1989.

En réalité, elles n'avaient jamais cessé. Israël ayant toujours bénéficié au Kenya d'un préjugé très favorable, comme en témoigne l'aide que Nairobi apporta à la libération des otages d'Entebbe, le 4 juillet 1976, bien que les relations diplomatiques entre les deux pays aient été officiellement rompus.

Aujourd'hui leurs relations économiques et politiques sont très étroites, les plages et réserves animalières du Kenya très fréquentées par les touristes israéliens et Nairobi est sans doute le plus important poste diplomatique israélien en Afrique. Témoignage des liens privilégiés qui unissent les deux pays, Israël avait rapidement

dépêché une importante équipe de secours à Nairobi, lors de l'attentat à la voiture piégée perpétré, en août 1998, contre l'ambassade américaine.

Des relations encore plus étroites existent entre Israël et la Turquie. Non sans inquiétude la Turquie, alors voisins, les deux pays ont effectué depuis 1996 un spectacle rapprochement, ponctué d'échanges politiques, commerciaux et militaires. Alors que la Turquie autorise la chasse israélienne à s'ancrer dans son ciel, Israël collabore à la modernisation des avions de combat turcs et vient de participer, aux côtés des Américains, à des manœuvres communes avec la flotte d'Ankara.

Georges Marion

**One.Tel))**

**FAITES DES ÉCONOMIES**  
**7 jours/7**  
**24 heures/24**

**NOUVEAUX TARIFS**  
QUELQUES EXEMPLES DE PRIX INCROYABLES :

Algérie .....	2,10 F TTC/min
Australie .....	0,98 F
Autriche .....	1,66 F
Baïkal .....	1,00 F
Belgique .....	1,99 F
Brésil .....	1,25 F
Grèce .....	2,46 F
Grande-Bretagne .....	0,93 F
Portugal .....	1,69 F
Tunisie .....	2,03 F

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel))  
COMPOSER LE 01 32 32 0000  
CODE PAYS  
NUMERO D'APPEL

**AUCUN ABONNEMENT**  
**AUCUN PAIEMENT ANTICIPE**  
**AUCUN FRAIS D'INSTALLATION**  
**AUCUNE CONSO MINIMUM**

APPElez VITE LE  
**01 53 53 75 18\***

**One.Tel))**  
100% Télécoms.

C'est d'un appel vers Paris.  
Les tarifs sont valables le jour de leur publication.  
Valable aussi depuis et vers les téléphones portables.

1 ne  
2 n  
3 n  
4 n  
5 n  
6 n  
7 n  
8 n  
9 n  
10 n  
11 n  
12 n  
13 n  
14 n  
15 n  
16 n  
17 n  
18 n  
19 n  
20 n  
21 n  
22 n  
23 n  
24 n  
25 n  
26 n  
27 n  
28 n  
29 n  
30 n  
31 n

13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31

## Attentats meurtriers en Ouzbékistan

**TACHKENT.** Une série de six explosions, dont cinq voitures piégées, a fait quinze morts et plus de 150 blessés, mardi 16 février, à Tachkent. Ces actes terroristes sont les plus meurtriers depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan en 1991. Deux voitures piégées ont explosé à une centaine de mètres du siège du gouvernement où le président aurait dû se rendre pour présider une réunion du gouvernement. La télévision a diffusé des images montrant de profonds cratères creusés par les bombes, les carcasses noircies et tordues des voitures piégées ainsi que les centaines de vitres brisées d'immeubles avoisinants. Les autorités ont évoqué la piste d'un attentat islamiste contre le président Islam Karimov, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1991. Cinq fundamentalistes ont été condamnés en janvier à des peines allant de 2 à 12 ans de prison, convaincus d'avoir tenté de renverser le gouvernement et de créer un Etat islamiste en Ouzbékistan. - (Corresp.)

## Bill Clinton veut discuter des différends commerciaux avec Jacques Chirac

**WASHINGTON.** Le président Bill Clinton insistera lors de ses entretiens avec son homologue français Jacques Chirac, jeudi 18 et vendredi 19 février, à Washington, pour que la France use de son influence afin de faciliter le règlement de dossiers commerciaux transatlantiques brûlants. « Nous allons insister sur des préoccupations commerciales immédiates dont le premier est le système européen d'importation de bananes », qui est discriminatoire pour les exportateurs américains, a indiqué un responsable de la Maison Blanche. « Nous espérons que les Français aideront à persuader leurs collègues européens et la Commission de Bruxelles d'engager des négociations pour trouver un compromis à ce différend », a-t-il ajouté.

M. Clinton demandera également à M. Chirac d'user de son influence pour que l'Union européenne se conforme à la date fixée par l'Organisation mondiale du commerce sur le beauf aux hormones : la viande américaine et canadienne aux hormones fait l'objet d'un embargo de l'UE depuis douze ans. - (AFP)

## En dépit de la loi D'Amato, l'Iran conclut un nouveau contrat pétrolier

**TEHÉRAN.** L'Iran a annoncé mardi 16 février avoir conclu un nouvel accord avec un consortium pétrolier anglo-canadien. Cet accord constitue un nouveau défi à la loi D'Amato, une loi américaine qui prévoit depuis 1996 des sanctions contre les investisseurs étrangers qui s'engageraient en Iran et en Libye. Le contrat de 200 millions de dollars signé à Téhéran porte sur le développement et l'exploitation des gisements pétroliers iraniens de Balad, dans le Golfe. L'accord a été conclu avec les sociétés canadienne Bow Valley et britannique Premier Oil pour une durée de deux ans, suivant la formule du « buy-back », par laquelle l'opérateur étranger est remboursé sur une partie de la production. Bow Valley, associé à l'indonésien Bakrie Minarik, avait déjà conclu un accord pour 200 millions de dollars avec l'Iran. Ce contrat avait incité Total, associé au russe Gazprom et au malaisien Petronas, à conclure également un accord en 1997. - (AFP)

### DÉPÈCHES

■ **IRAN :** le gouvernement iranien du président réformateur Mohammad Khatami ne fera rien pour tuer l'écrivain britannique Salman Rushdie, a réaffirmé mardi 16 février le ministre de la culture Attaollah Mohajerani. La fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique « est une question religieuse mais le gouvernement ne fera rien pour l'appliquer », a assuré M. Mohajerani, un membre modéré du gouvernement. Cette mise au point intervient à la suite d'une campagne de pression de membres influents du clergé chiite en faveur de l'application de la fatwa de l'imam Khomeiny à l'occasion du dixième anniversaire de sa publication. - (AFP)

■ **COLOMBIE :** la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN, guérilliste) a annoncé, mardi 16 février, que ses conversations avec le gouvernement du président conservateur Andres Pastrana étaient « paralysées ». L'ELN reproche au gouvernement, dans un document envoyé à la presse, d'avoir « montre une attitude inflexible » et dénoncé le manque, selon lui, d'une « stratégie de paix ». Ce communiqué est publié au lendemain d'une rencontre du haut-commissaire pour la paix du gouvernement et du numéro deux de l'ELN, Victor Ricardo, à Caracas, qui a montré un blocage des entretiens. - (AFP)

■ **SIERRA LEONE :** un missionnaire italien a été enlevé par les rebelles, a annoncé mercredi 17 février à Rome l'agence des missionnaires Misra. Le Père Vittorio Moseli, soixante-trois ans, missionnaire sacerdote des Frères de San Francesco Saverio, a été enlevé par des rebelles du Front révolutionnaire uni (FUR) près de Kambia à une centaine de kilomètres au nord de la capitale, Freetown, a précisé la Misra dans un communiqué. - (AFP)

## L'amnistie est refusée aux policiers sud-africains impliqués dans la mort de Steve Biko

La commission Vérité et Réconciliation (TRC) a refusé mardi 16 février l'amnistie à quatre anciens policiers impliqués dans la mort du leader noir anti-apartheid Steve Biko en détention en septembre 1977. Les auditions, qui se sont tenues au cours de plusieurs sessions à partir de septembre 1997, n'ont pas réellement permis d'éclaircir les circonstances du décès du leader du Mouvement de la conscience noire, mort le 12 septembre 1977 à trente et un ans, après 26 jours de détention sans procès.

« Il n'y a aucun doute que la mort de Biko résulte de ses blessures à la tête, reçues le 6 septembre... pendant une confrontation avec ceux qui l'interrogent », note le TRC qui juge la version des policiers « improbable et contradictoire et qu'elle doit être rejetée comme fausse ». ■

## Tensions entre la Banque centrale européenne et les gouvernements français et allemand

Le remède à apporter au ralentissement conjoncturel doit-il être monétaire ou budgétaire ?

**La Banque centrale européenne, qui se réunit jeudi 18 février, ne devrait pas modifier ses taux d'intérêt, selon les analystes, malgré le ralentissement conjoncturel en Europe. La banque déplore les discours des gouvernements français et allemand, qui réclament une détentive monétaire et**

**menacent implicitement de creuser leurs déficits budgétaires. Tout comme la Commission européenne, la BCE les juge déjà trop importants.**

**LE MINISTRE des finances allemand Oskar Lafontaine assistera jeudi 18 février au conseil de la Banque centrale européenne (BCE), en tant que président en exercice du conseil des ministres des finances de l'Union européenne. Cette rencontre intervient tandis que les inquiétudes s'accumulent sur le ralentissement de la croissance européenne et notamment allemande. Comme les avis divergent sur les remèdes à y apporter, les relations entre la banque centrale et les hommes politiques se tendent à nouveau, notamment avec Oskar Lafontaine, ministre allemand des finances et président du Parti social-démocrate (SPD).**

**M. Lafontaine et son secrétaire d'Etat Helmut Flasbeck ont relancé la polémique lors du conseil de l'Euro du 8 février. Dans un mémo-randum, ils ont appelé à une nouvelle baisse des taux pour faire face au ralentissement de la conjoncture, qu'ils jugent particulièrement inquiétant.**

**« Le pensait que Lafontaine était devenu plus raisonnable. Apparemment, il fait une rechute », explique, perplexe, un haut dirigeant monétaire européen. « Malgré les 3 % de croissance enregistrés en 1998 dans l'Euroland, les gouvernements n'ont fait aucun effort de consolidation budgétaire », déplore-t-il. La Commission européenne a également vivement critiqué, mardi 16 février, le « programme de convergence » budgétaire de Bonn, qu'elle juge laxiste, comme celui de Paris d'ailleurs. Les partenaires européens ne sont pas plus enthousiastes : les propositions allemandes de relance ont été accueillies très froidement par les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal et les pays du nord de l'Europe.**

**BLUETTES VOLONTARISTES** Même le ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, s'est montré peu réceptif au projet allemand. Certes, Paris et Bonn militent pour une politique monétaire souple accompagnée d'une politique budgétaire stricte et non pour le dosage inverse : les deux capitales opposent volontiers le couple Greenspan-Clinton des années 90 à celui constitué par Volker-Reagan dans les années 80. Mais Bercy, sur la forme, a été féroce que les Allemands pré-

**sentent leur mémo-randum sans concertation préalable et, sur le fond, ne veut pas entendre parler d'un assouplissement de la politique budgétaire, du moins ouverte.**

**Kahn ont surpris à Francfort. Au siège de la BCE, on espérait que le ministre français était capable de concilier les exigences politiques intérieures et la nécessaire orthodoxie financière. On comptait sur lui pour instaurer des relations de confiance entre le pouvoir politique et le nouveau pouvoir monétaire européen et raisonner son homologue néokeynésien M. Lafontaine. La BCE croyait que les vives polémiques de l'automne 1998 avaient porté leurs fruits et que les gouvernements allaient désormais s'abstenir d'attaquer de front la politique de l'institut d'émission. Elle avait pensé que le ministre français s'était converti à la philosophie de Francfort qui veut que l'emploi dépende de mesures structurelles et non des taux d'intérêt. « La solution clé au problème du chômage n'est pas monétaire », a crié devant rappeler, mardi, M. Padoa-Schioppa, membre du directoire de la BCE.**

**Dans ce contexte heureux, les analystes ne croient pas que le conseil des gouverneurs choisisse d'abaisser ses taux directeurs lors de sa réunion du jeudi 18 février. Les incertitudes budgétaires, le conflit salarial dans la métallurgie allemande, la faiblesse de l'euro... et la présence de M. Lafontaine jeudi 18 février fournissent des excellentes prétextes pour choisir le statu quo.**

**Pierre-Antoine Delhommais et Arnaud Leparmetier (à Bonn)**

## M. Milosevic réitère son refus de troupes étrangères au Kosovo

**EN DÉPIT** des pressions exercées sur lui par les Etats-Unis, le président yougoslave Slobodan Milosevic a réitéré son refus de voir une force internationale se déployer au Kosovo pour veiller à la mise en œuvre d'un règlement de paix. C'est ce qu'il a signifié au médiateur américain Christopher Hill, qui avait quitté mardi 16 février le château de Rambouillet où ont lieu les négociations sur le Kosovo, pour Belgrade où les deux hommes ont eu dans la nuit plusieurs heures d'entretien.

**Mardi dans la journée, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright avait téléphoné à Slobodan Milosevic pour lui dire que la délégation des Albanais du Kosovo – avec laquelle elle s'est entretenue dimanche à Rambouillet – était prête, selon elle, à signer le plan de paix proposé par la communauté internationale et qu'elle attendait de Belgrade la même disposition.**

**Comme M. Albright, le médiateur Christopher Hill a rappelé au président yougoslave qu'il s'exposait à des frappes aériennes de l'OTAN si un accord n'était pas conclu à Rambouillet avant samedi 20 février à midi.**

**M. Milosevic est cependant resté opposé au**

**projet, contenu dans le plan de règlement international, d'un déploiement de 30 000 hommes au Kosovo, sous commandement de l'OTAN. « Notre attitude négative concernant la présence de troupes étrangères au Kosovo n'est pas seulement celle de la direction yougoslave, elle est aussi celle des citoyens de notre pays et c'est l'attitude unanime des représentants du peuple à l'Assemblée de Serbie, indépendamment de leur appartenance politique », a-t-il déclaré selon l'agence Tanjug.**

**A Rambouillet, la délégation serbe a pour la première fois remis mardi des amendements « détaillés et approfondis » aux propositions contenues dans le plan international. « Nous avons désormais une idée plus claire de ce à quoi la configuration politique du Kosovo pourrait ressembler, aussi le moment était-il venu de parler à Milosevic », a expliqué un diplomate occidental. L'Elysée a réaffirmé mardi l'unité du Groupe de contact qui encadre les négociations (Etats-Unis, Russie et quatre pays européens). « Le Groupe de contact est uni, personne ne doit s'y tromper ou faire une appréciation erronée à cet égard », a déclaré Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée, qui a exclu toute prolongation du délai.**

**Ces diplomates proches de la délégation de Rambouillet avaient déploré que la délégation**

**serbe doive en permanence en référer à Belgrade. Le président yougoslave a exprimé sa « ferme conviction », selon le communiqué, que la « question-clé » d'une solution durable pour le Kosovo est celle du « respect du principe d'égalité des communautés nationales et de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République de Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie ».**

**A Rambouillet, la délégation serbe a pour la première fois remis mardi des amendements « détaillés et approfondis » aux propositions contenues dans le plan international. « Nous avons désormais une idée plus claire de ce à quoi la configuration politique du Kosovo pourrait ressembler, aussi le moment était-il venu de parler à Milosevic », a expliqué un diplomate occidental. L'Elysée a réaffirmé mardi l'unité du Groupe de contact qui encadre les négociations (Etats-Unis, Russie et quatre pays européens). « Le Groupe de contact est uni, personne ne doit s'y tromper ou faire une appréciation erronée à cet égard », a déclaré Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée, qui a exclu toute prolongation du délai.**

## Romano Prodi bouscule le monde politique italien

### ROME

de notre correspondant

Quatre mois avant les élections européennes du 13 juin, le monde politique italien est déjà en effervescence. Ces turbulences se produisent essentiellement au sein de la majorité, en raison de la décision de Romano Prodi de lancer son propre parti.

L'ancien président du Conseil a manifestement pas digéré d'avoir été évincé du pouvoir au mois d'octobre 1998 à la suite du lâchage des néocommunistes de Fausto Bertinotti. Il a surtout considéré que le soutien apporté par l'ancien démocrate-chrétien Francesco Cossiga à la coalition de l'Olivier, dont il était auparavant le porte-drapeau, était une trahison du mandat des électeurs et le retour de la vieille « partitoricité » dont l'Italie a tant souffert par le passé, même si le gouvernement est aujourd'hui dirigé par le chef de file du plus important parti de la majorité, Massimo D'Alema (PDS, Parti démocratique de la gauche).

Contrairement à ce que tout le monde pensait, Romano Prodi n'est donc pas retourné à ses chères études. Il n'a pas attendu sagement l'hypothétique fauteuil de président de la Commission européenne. Il s'est lancé dans la bataille politique pour donner un fil à l'épingle.

« Il n'y a aucun doute que la mort de Biko résulte de ses blessures à la tête, reçues le 6 septembre... pendant une confrontation avec ceux qui l'interrogent », note le TRC qui juge la version des policiers « improbable et contradictoire et qu'elle doit être rejetée comme fausse ». ■

**d'un centre-gauche bureaucratique constitué de quartiers généraux sans troupes », pour « donner de l'espoir au pays et aux jeunes générations ». Il se défend de vouloir ajouter un nouveau parti à la cinquantaine de ceux qui existent déjà. Pour lui, son alliance – dont le nom pourrait être « démocrates pour l'Olivier » ou « démocrates pour l'Europe » – sera une force de renouveau destinée à substituer aux anciennes formations politiques qui, à ses yeux, se perdent en luttes stériles.**

### JEU PERSONNEL

**Cette coalition, qui a l'ambition de révolutionner la vie politique italienne, sera constituée par l'Italie des valeurs, le mouvement de l'ancien juge-védec de l'Opéra « mains propres », Antonio Di Pietro, ainsi que par un nouveau regroupement composé des maires de cent villes (cento città), dont Rome, Venise et Palerme. Romano Prodi n'a pas caché qu'il s'agit d'un véritable défi. « Il faut se compter pour compter », a-t-il lancé. Ces petites phrases ont été jugées comme une provocation par les partis de la majorité, notamment le Parti populaire (PPI) et le PDS. Les sondages créditent déjà d'au moins 10 % ce nouveau front qui risque de mettre sérieusement à mal la coalition de l'Olivier.**

**Romano Prodi explique que son but n'est pas de « donner une deuxième jambe à l'Olivier », mais de « gagner, car, ajoute-t-il, sans nous, il n'y a pas d'espoir de vaincre. On ne peut pas se présenter au scrutin avec une alliance constituée d'une part par le bloc du PDS et de l'autre par une série de forces fragmentées ». Contrairement à ce qu'affirme l'ancien chef du gouvernement, son initiative fait « sauter le toit commun de l'Olivier », ainsi que l'a déploré le nouveau secrétaire du PDS, Walter Veltroni. Car, bien évidemment, la stratégie de Romano Prodi va bien au-delà des élections européennes et constitue l'amarre d'une nouvelle donne politique. Par la même occasion, il se pose en rival direct de Massimo D'Alema et obligera donc le centre-gauche à une primaire afin de désigner le chef de file en cas d'élections générales.**

**Ce projet suscite des échanges peu amènes. D'un côté, Romano Prodi est accusé de mener « un jeu personnel », de vouloir détruire une alliance qui a porté ses fruits et se voit taxé de « populisme ». De l'autre, ses partisans estiment que, face à la démotivation de l'opinion publique envers les partis, face à l'impossibilité de mener à terme des réformes significatives pour l'avenir du pays et face à la sclérose des formations politiques incapables de se régénérer, la**

**seule solution est de tirer un trait sur celles-ci.**

**La proposition est ambitieuse et soulève un débat d'autant plus intense qu'un nouveau projet de loi électorale est en cours de gestation et qu'un référendum pourrait avoir lieu courant avril ou début mai pour abolir la partie de représentation proportionnelle (25 %) dans le scrutin.**

**Déjà, Achille Occhetto, ancien secrétaire général du PCI et artisan de la transformation de ce parti en PDS, a manifesté son intention de rejoindre Romano Prodi. Le président de la région Emilia-Romagne, Antonio La Forgia, figure respectée de cette « province rouge », a annoncé, lundi 15 février, qu'il quittait le PDS et rejoignait « Il professore ». Serait-il suivi par d'autres ? Telle est la question qui se pose à Botteghe oscure, siège du PDS à Rome.**

**La campagne pour les élections européennes s'annonce animée. Romano Prodi a repris son idée de la création de la coalition de l'Olivier et parcourra le pays en train (et non plus en autobus), alors que Walter Veltroni restera fidèle à l'autocar. Lequel des deux va le plus vite ?, ironisent les humoristes. Une chose est sûre : au lendemain du 13 juin, le paysage politique italien risque d'avoir changé.**

**Michel Boile-Richard**

**DETAILLANT GROSISSE VEND AUX PARTICULIERS**  
Recommandé par Paris et Chez Paris, Commerce...  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Toutes dimensions - Fixes cuir relevables SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS DUNLOPILLO - BULTEX - FIRELLI - ETC...  
**CANAPÉS, SALONS CLIC-CLAC**  
Cuir - Tissus - Alcantara - Steiner - Coulon - Divinor - Sufer - Etc...  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
247, rue de Belleville PARIS 19<sup>e</sup> Télécopie 59, avenue d'Italie PARIS 13<sup>e</sup> Pl. d'Italie 01.42.08.71.00 - 717

de centrale européenne  
français et allemand

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999 / 5

## Une fraction de l'armée algérienne soutient Abdelaziz Bouteflika

L'élection présidentielle divise les militaires

**LE MYTHE** de l'unité de l'armée algérienne est en train de voler en éclats au lendemain de la passe d'armes publique à laquelle viennent de se livrer le président Lamine Zeroual, général à la retraite, et son « parrain », le général Khaled Nezzar, lui aussi officiellement à la retraite.

Le vendredi 12 février, au cours d'une allocution télévisée prononcée sur un ton inhabituellement ferme, le président Lamine Zeroual invitait l'armée à rester neutre dans l'élection présidentielle anticipée prévue le 15 avril. « Personne ne peut s'arracher le droit de parler au nom des institutions d'Etat si n'est pas légalement et légitimement habilité à le faire », expliquait-il.

Applaudie par l'opposition, la mise en garde visait – sans le nommer – le général Nezzar. Celui-ci, ancien ministre de la défense du président Chadli qui l'a contraint ensuite à la démission, a eu le tort de prendre publiquement position en faveur d'Abdelaziz Bouteflika (après l'avoir traité, il est vrai, de « canasson » quelques semaines auparavant). Ce soutien est pour beaucoup dans l'étiquette de « candidat de l'armée » qui collé à la peau de l'ancien ministre des affaires étrangères du président Boumediène (alors que le patron actuel de l'armée observe une stricte neutralité).

Le général Nezzar n'a pas tardé à réagir aux propos présidentiels. Dans une lettre ouverte intitulée « Tendueusement votre », publiée mardi 16 février par la presse algérienne, l'ancien homme fort du régime refuse de se plier aux injonctions du président sortant. « Je continuerai à donner mon point de

vue à chaque fois que ma conscience me le dictera pour le bien du pays », écrit-il. S'il le fait, ajoute le général, c'est « pour défendre cette institution [l'armée] car, ajoute-t-il à l'intention du président Zeroual, sans elle, certains ne se permettraient pas aujourd'hui d'élever la voix en toute liberté ».

**ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE**

La neutralité de l'institution militaire risque d'être mise à mal par une seconde affaire révélée par *Le Comard enchainé*. Dans son édition du 17 février, l'hébdomadaire reproduit une écoute téléphonique récente au cours de laquelle le numéro deux de la sécurité militaire, le général Smaïn Lamari, demande à l'attaché militaire de l'ambassade d'Algérie à Paris, le général Ahmed Senhadji, de convaincre l'ancien ministre Sid Ahmed Ghazali de retirer sa candidature à la présidence car elle risque de gêner celle de M. Bouteflika. « Je lui ai parlé à Ghazali. Je lui ai expliqué que son cas n'est pas jouable du tout. Il m'a répondu qu'il allait analyser cela avec les journaux. Je n'ai pas envie de le recontacter parce que, normalement il aurait du comprendre (...). Le réserviste [M. Bouteflika] doit appuyer le titulaire [M. Ghazali] (...). Il y a de quoi porter (...). Il ne faut pas qu'il crée le doute ou qu'il foute la pagaille », dit ainsi le général Smaïn Lamari.

Interrogé par *Le Monde* mercredi matin, Sid Ahmed Ghazali a démenti avoir été contacté par l'attaché militaire de l'ambassade d'Algérie. « Je maintiens ma candidature à l'élection présidentielle en toute hypothèse », a-t-il confirmé.

Jean-Pierre Tuquoi

## La guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée s'est rapprochée d'Assab sur la mer Rouge

Des tranchées ont été creusées au milieu d'un désert sans nom

Troisième front de la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée, Bure se situe à 71 kilomètres d'Assab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer

Rouge. Ici, dans un désert de sable et de cailloux, les soldats des deux pays s'affrontent quotidiennement à la mitrailleuse ou au canon

Mig de l'aviation éthiopienne ont bombardé, mardi 16 février, des positions érythréennes à 20 kilomètres du port d'Assab.

**ASSAB**  
de notre envoyé spécial

Les débris calcinés de l'hélicoptère éthiopien gisent dans le no man's land du désert. « 71 ». Le soleil se couche entre les lignes ennemis. A cent mètres d'un côté, c'est l'Ethiopie ; à vingt mètres de l'autre, c'est l'Erythrée. Les tranchées, les combattants, les canons et mitrailleuses sont face à face, et s'affrontent chaque jour sur le front de Bure, position stratégique sur la route d'Assab, le port érythréen sur la mer Rouge.

L'hélicoptère Mi-24 de fabrication russe a attaqué à l'aube du 14 février, après trois heures de raids aériens éthiopiens et d'intenses tirs d'artillerie. Il n'a pas eu le temps de tirer ses roquettes : la défense antiaérienne érythréenne l'a cueilli en plein vol. Il s'est écrasé et enflammé immédiatement. Les corps des pilotes sont retrouvés, brûlés, entre les tiges. S'il y avait d'autres soldats à bord, leurs cadavres sont enfouis sous les cendres.

Soudain, joyeux et arrogants, apercevant des étrangers, les soldats érythréens émergent de leurs tranchées. Ils s'avancent vers leur trophée en criant et chantant, oubliant un instant que l'ennemi est à portée de fusil.

« C'est la première fois que nous abattons un hélicoptère, c'est une victoire », raconte le colonel Alamsaget Asafao, enlevé par ce fait de guerre. « Enfin, pas exactement, car nous ne sommes pas à la recherche de victoires, se rappelle-t-il. Nous n'avons pas voulu cette guerre et ne faisons que défendre notre pays. » Dans ce désert sans nom, appelé « 71 » parce que la

frontière est à 71 kilomètres d'Assab, il n'y a que du sable et des cailloux noirs à perte de vue. La première ligne est une tranchée rudimentaire, un labyrinthe de pierres protégé par une bâtie de sable. Tous les dix mètres, il y a une casemate ou une position de mitrailleuse. A l'arrière, dispersées, les combattants, les canons et mitrailleuses sont face à face, et s'affrontent chaque jour sur le front de Bure, position stratégique sur la route d'Assab, le port érythréen sur la mer Rouge.

**BOMBES AU NAPALM**

Dès que la nuit recouvre le désert, l'activité des combattants se fait plus intense. Des unités fraîches relèvent les soldats des premières lignes. Des colonnes fantomatiques avancent en silence le long des pistes. Des officiers montent au front ou en reviennent dans des jeeps roulant tous feux éteints, soulevant des nuages de poussière invisibles des éthiopiens. Les voitures sont entièrement couvertes de peinture noire afin que pas une seule parcelle de métal, pas une vitre, ne brille sous le ciel étoilé.

Le colonel Alamsaget Asafao pense que « cette guerre n'est pas un conflit frontalier ». La preuve, selon lui, est que l'armée éthiopienne a ouvert le front de Bure, au sud d'Assab, là où le tracé de la frontière entre les deux pays n'est pas contesté. « Addis Abeba veut renverser le pouvoir en Erythrée. L'Ethiopie veut Assab et tout le pays ! », dit-il.

La ville d'Assab ne vit pourtant guère à l'heure de ces affrontements guerriers. Comme partout en Erythrée, les gens déambulent paisiblement, travaillent, se retrouvent le soir pour boire le thé ou une bière. Pour Dawet, un ingénieur en travaux publics, « cette

guerre est bel et bien un conflit frontalier ». « Je n'imagine pas que les combats nous entraînent plus loin, confie-t-il. Les Ethiopiens ne veulent pas nous envahir. D'ailleurs, ils ne peuvent pas, car notre armée est forte et les Erythréens sont unis. Notre unité a été forgée par les trente années de guerre dont nous venons à peine de sortir. Nous sommes tous prêts à mourir pour ce pays qui vient de naître. Mais ce ne sera pas nécessaire, car le conflit ne peut pas être résolu par les armes. Un jour, il faudra négocier, et s'entretenir sur le tracé de la frontière. »

La conviction des habitants d'Assab que la guerre se limitera au désert n'a guère été éprouvée par le raid mené par les avions éthiopiens, mardi 16 février, dans les faubourgs de la ville, contre un réservoir d'eau qui n'a pas été endommagé.

Le colonel Alamsaget Asafao assure que l'aviation éthiopienne a utilisé des bombes au napalm, une affirmation qui conforte le témoignage des gens ayant vu le véritable brûlé. « Assab, la moitié de la population est éthiopienne, et la cohabitation est exemplaire. Après ce raid diabolique, les gens ont souhaité réaliser que la guerre est une réalité, raconte un responsable d'une organisation humanitaire occidentale. Toutefois, ils n'ont pas vraiment peur. Ils connaissent la guerre, pour l'avoir vécue trente ans. Ils ne craignent pas les luttes armées. »

**QU'ILS VIVENT EN PAIX !**

« Dans une guerre, la balle ne choisit pas l'homme qu'elle abat. A Assab, Erythréens et Ethiopiens vivent bien ensemble, car si une bombe s'abat ici, elle ne choisira

Rémy Ourdan

## 306 PEUGEOT, POUR ÉVOLUER AVEC SON TEMPS

PRIS SPECIAL  
11814,80 €  
soit 77 500 F TTC



ABS,  
DOUBLE AIRBAG,  
DIRECTION  
ASSISTÉE...



RÉSEAU PEUGEOT PARIS - ILE-DE-FRANCE

not  
ne  
ain  
ce  
ou  
squ  
n pa  
nati  
Inari

age 13  
18  
19  
22  
25  
25  
25  
25  
25  
25

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999

**FEMMES** L'Assemblée nationale a rétabli en deuxième lecture, mardi 16 février, le projet de loi constitutionnelle sur l'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions électives.

Le Sénat avait refusé le 26 janvier. La droite a voté comme la gauche pour ce texte, adopté avec seulement deux voix contre. Le débat a permis, toutefois, d'esquisser un

compromis avec les sénateurs, qui reprendront le texte le 4 mars. ● LE GOUVERNEMENT a, d'autre part, rendu au public, mercredi, un rapport commandé à Anne-Marie Colmou,

maitre des requêtes au Conseil d'Etat, qui établit l'existence d'inégalités au détriment des femmes dans les postes de responsabilité de la fonction publique. ● LIONEL JOSPIN

s'est engagé, à l'Assemblée nationale, à accentuer une politique volontariste de promotion des femmes dans l'administration, déjà engagée dans l'éducation nationale.

## L'Assemblée nationale met le Sénat en demeure d'accepter la parité

Gauche et droite ont voté le rétablissement du texte cosigné par Jacques Chirac et par Lionel Jospin et rejeté par la seconde Chambre. Le gouvernement et la majorité ont refusé de prendre à leur compte un compromis, que la droite sénatoriale devra donc proposer elle-même

DEUX FOIS : au cas où les sénateurs, majoritairement de droite, n'auraient pas encore compris la détermination des députés à inscrire l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives » à l'article 3 de la Constitution, l'Assemblée nationale a adopté pour la deuxième fois, mardi 16 février, par un vote à main levée et à la quasi-unanimité (deux voix contre), le projet de loi sur le parti. Hornis Christine Boutin (UDF, Yvelines) et Didier Julia (PR, Seine-et-Marne), droite et gauche confondues n'ont pas mis plus de trois heures pour s'accorder. Mieux : alors que, le 15 décembre 1998, seule une cinquantaine de députés, majoritairement des femmes, avaient participé au débat en première lecture (*Le Monde* du 17 décembre 1998), l'Hémicycle était, cette fois, bien garni – environ 170 élus – et franchement mixte.

Cette volonté d'affichage en faveur d'un texte soutenu à la fois par Jacques Chirac et par Lionel Jospin a pourtant suscité quelques débats en coulisses, notamment à droite. L'opposition devait trancher un cruel dilemme : soit afficher sa solidarité avec le Sénat, seul bastion où elle est encore majoritaire ; soit envoyer un signe aux femmes qui, de l'évitement des « jupettes », en 1995, au très faible nombre de candidates présentées par le RPR et l'UDF aux élections législatives de 1997, commencent à reculer devant un sexisme trop apparent.

Du côté du RPR, les choses ont été vues : le soutien au président de la République et la majorité du général de Gaulle, qui instaura le vote des femmes, l'ont emporté dans les discours. Dans la tactique, des contacts soutenus entre l'Elysée, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), et les groupes RPR du Sénat et de l'Assemblée ont convaincu chacun que les sénateurs gaullistes seraient prêts à évoluer. « Les sénateurs RPR veulent trouver une porte de sortie et, pour finir, ils la trouveront », confie ainsi le président du groupe RPR de l'Assemblée, Jean-Louis Débré. L'UDF croit aussi à une conversion du Sénat. Elle a

donc continué d'afficher son soutien à la parité. « J'ai toujours été pour », assure Philippe Doutreblay, tout en laissant Mme Boutin, farouche opposante du projet, ramasser la partie plus conservatrice de l'électorat.

Mardi matin, le groupe Démocrate libérale a dû, pour sa part,

constater une plus nette division sur la question. Mélant des considérations idéologiques – le véritable libéralisme consiste à laisser aux partis le soin de décider du profil et du sexe de leurs candidats – et stratégiques – le groupe libéral des Républicains et Indépendants, très hostile à la parité, pourrait devenir la force domi-

nante du Sénat –, il s'est déchiré entre partisans, adversaires et abstentionnistes. Déjà, en première lecture, il avait fallu toute la force de persuasion de Nicole Ameline et de Claude Goasguen, tout deux très favorables au projet, pour convaincre les opposants à la parité de... ne pas venir dans l'Hémicycle.

Ces deux-là ont donc recommencé leur lobbying, mardi. Alors que, le matin même, une demi-douzaine de députés DL voulaient voter contre la parité, M. Goasguen et Mme Ameline les ont convaincus de ne pas participer au vote. « De toute façon, les sénateurs devront manger leur cha-

peau, explique M. Goasguen, car le mouvement est irrésistible. Alors, évitons de passer pour les derniers ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé un amendement tendant à rétablir le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

un amendement tendant à rétablir

le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi « favorise », et non « détermine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire ringards de la société ! »

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé

Cherche l'info

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999 / 7

(Publicité)

e d'accepter la par

"Mon nom est James Dyson.

J'ai passé les vingt dernières années de ma vie à concevoir cet aspirateur révolutionnaire.

En Angleterre, le Dyson a conquis 55% du marché. En France, les ventes ont augmenté rapidement grâce au bouche à oreille, mais maintenant on veut me faire taire.

Les aspirateurs traditionnels utilisent un sac. Mais, dès la première utilisation, ses pores, bloqués par la poussière, se bouchent et la puissance d'aspiration chute. Le Dyson n'a pas [redacted]. A la place, il utilise [redacted] le Dual Cyclone™ qui sépare la poussière de l'air."



[redacted] Pas de perte d'aspiration.

Voilà les faits que mes concurrents, par le biais des tribunaux, voudraient m'empêcher de communiquer.  
Or, ces faits sont vérifiables.  
Vous devriez donc avoir le droit de les connaître, non?

James Dyson

Tél : 01 45 13 13 49

[www.dyson.com](http://www.dyson.com)

l'état  
l'ordre  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition  
l'opposition

ge 13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29

## Reconnaissance du génocide M. Pierret accepte des retouches au projet arménien : Matignon se décharge sur le Sénat

Le texte voté par les députés n'est pas à l'ordre du jour

**LA FRANCE reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915.** L'article unique de la proposition de loi, d'origine socialiste, que l'Assemblée nationale a adoptée à l'unanimité le 29 mai 1998, est devenu un « brûlot » parlementaire. L'embaras du gouvernement, redoutant les incidences que cette promesse de campagne de Lionel Jospin pouvait avoir sur les relations entre la France et la Turquie, est aujourd'hui partagé par le Sénat. Pour le gouvernement, en effet, ce texte d'initiative parlementaire relève des « niches » laissées à la disposition des deux assemblées du Parlement, et non de l'ordre du jour prioritaire dont décide l'exécutif.

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Jean-Pierre Masseret, avait pourtant affirmé que la proposition suivait son cours au Sénat. « Soyez rassurés et, entre nous, pas de mauvaise politesse ! », avait-il dit aux députés. Las ! Le 16 décembre, à l'Assemblée nationale, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, se bornait à constater que le Sénat disposait de « la possibilité d'inscrire à son ordre du jour complémentaire [séance mensuelle réservée à un ordre du jour fixé par chaque Assemblée] le texte voté par l'Assemblée nationale ».

**MANQUE D'AUTORITÉ**

Le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), a écrit au premier ministre, Lionel Jospin, pour lui demander de préciser ses intentions. Son courrier est resté sans réponse. Le 2 février, il indiquait qu'il comptait « réécrire à M. Jospin ] avant de prendre une décision ». En conférence des présidents (qui réunit les chefs des groupes parlementaires), M. Poncelet s'était montré prêt à répondre favorablement à la demande d'inscription émanant de la présidente du groupe communiste, Hélène Luc. « Calquant » sa position sur celle du gouvernement, le groupe socialiste avait décidé, lui, de ne pas présenter une telle demande, mais de laisser la possibilité à chacun de ses membres de s'exprimer à titre individuel. Parmi ceux-ci, Guy Alouche (Nord) « ne comprend pas pourquoi le gouvernement, qui a laissé faire à l'Assemblée nationale, bloque au Sénat ».

Les réserves des présidents de la commission des affaires étrangères, Xavier de Villepin (Union centriste), et de la commission

d'lois, Jacques Larché (Républicains et Indépendants), ainsi que du président du groupe RPR, Josselin de Rohan, qui a fait état de l'hostilité du président de la République Jacques Chirac, ont conduit M. Poncelet à proposer à ses collègues de réexaminer la question ultérieurement. Le sujet a été évoqué en commission des affaires étrangères, jeudi 16 février, lors d'une audition du ministre des affaires étrangères, Hubert Vedrine, qui a émis des réserves. En fin de semaine, on semblait s'acheminer vers l'inscription du texte, M. de Rohan estimant que le Sénat n'a pas à prendre à son compte le refus que le gouvernement n'exprime pas clairement.

S'disant à priori favorable à ce que son groupe ne participe pas au vote, M. de Rohan renvoyait la responsabilité de cette affaire au « manque d'autorité » du premier ministre sur sa majorité. « Jamais un tel texte ne serait arrivé sur le bureau de l'Assemblée du temps de Mitterrand ! », dit-il. « Le gouvernement aurait été sage de prendre ses responsabilités au début du processus », renchérissait M. Larché. Mardi 16 février, après l'annonce de la capture du dirigeant kurde Abdullah Ocalan (lire pages 2 et 3), M. de Rohan n'a pas risqué d'évoquer le sujet lors de la conférence des présidents du Sénat.

J.-B. de M.

L'Assemblée nationale a commencé, mardi 16 février, l'examen du projet de loi ouvrant à la concurrence le secteur de l'électricité. Face aux réticences des députés

FACE à la menace du groupe communiste de l'Assemblée de voter contre le projet de loi transposant la directive européenne d'ouverture à la concurrence du secteur de l'électricité, le cabinet du secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, a fouillé, dans les archives du ministère. Les conseillers de M. Pierret ont fini par y dénicher quelques citations de Marcel Paul, ministre communiste nommé par le général de Gaulle, et chargé, en 1946, du programme de nationalisation du secteur électrique.

Présentant son texte à la tribune de l'Assemblée, mardi 16 février, M. Pierret n'a pas insisé : aux allusions répétées à son lointain prédécesseur qui, « le mercredi 27 mars 1946, (...) évoquait l'œuvre du Conseil national de la Résistance, regroupant tous les grands partis, tous les mouvements de résistance et les grandes centrales ouvrières », il a ajouté d'autres cînes d'appuyer à destination des élus communistes. « EDF continue, EDF reste et restera une entreprise publique, EDF a vocation à rester à 100 % publique », a-t-il martelé, après avoir mis en garde les mêmes interlocuteurs : « Refuser ce projet de loi, ce ne serait pas défendre une conception plus exigeante du service public de l'électricité : ce serait grever, obérer, hypothéquer son développement ! Ne nous trompons pas d'enjeu : voter contre ce texte, ce serait porter un rude coup au service public ! »

M. Pierret a ainsi poursuivi dans

l'hémicycle un dialogue – à peine interrompu par le rejet de l'exception d'irrecevabilité défendue par François Goulard (DL, Morbihan) – commencé le matin même, lors de son audition devant le groupe déposé par Alain Bocquet. Si le député du Nord a préféré maintenir le suspense sur la décision finale de ses votes jusqu'au 2 mars, jour du vote solennel sur le texte gouvernemental, les bookmakers de la gauche « plurielle » pariaient, jeudi, sur l'abstention de la plupart des élus PCF. « Il y a des compromis qui peuvent se faire comme dans toute discussion parlementaire », avait estimé M. Bocquet, dans l'après-midi, en relevant que M. Pierret s'était montré « ouvert ». Faisant part, en fin de soirée, de l'impossibilité de la Gauche socialiste d'aller au-delà de la position arrêtée par le PCF, Yann Galan (PS, Cher) envisageait sérieusement d'abstenir.

Les avances obtenues par les communistes concernent tant le service public que l'organisation du marché de l'électricité. Les efforts porteront sur les clients les plus démunis. Des évolutions pourraient être apportées sur le système d'aide aux personnes en situation de précarité, avec la possibilité d'une tarification spéciale dite de première nécessité. Les pouvoirs publics tiendraient également l'idée de créer un observatoire national du service public qui serait chargé de veiller à l'application des missions définies dans la loi. Une modifica-

tion devrait être apportée concernant la vente de courant. Celle-ci serait réservée aux compagnies productrices, écartant ainsi toute possibilité de voir arriver sur le marché des « grossistes qui n'auraient pas d'autre activité que d'acheter de l'électricité pour la revendre aux clients éligibles », a expliqué André Lajoinie, président (PCF) de la commission de la production.

S'agissant de la durée des contrats de fourniture de courant entre les producteurs et les clients, et pour éviter que ces derniers passent d'un fournisseur à l'autre, au risque de désorganiser le marché de la production électrique – en particulier celui d'EDF –, les députés PCF demandent que les contrats d'approvisionnement respectent une certaine durée, pouvant aller jusqu'à cinq ans. « Sinon, c'est la planification qui sera mise en cause », affirme le porte-parole du groupe, Claude Billard (Val-de-Marne). De même, les élus communistes s'opposent à l'obligation faite à EDF d'acheter l'électricité produite par les centrales à cogénération de ses concurrents privés. Avant l'ouverture du débat, la CGT avait rassemblé à Paris plusieurs milliers d'électriciens, gaziers et métiers, contre le projet de loi, en réclamant un « service public nationalisé ».

Dominique Gallois et Jean-Baptiste de Montvalon

### La dérive extrémiste d'Antoine Waechter

UNE EXTRÊME CONFUSION règne dans les rangs du groupuscule écologiste, le Mouvement écologiste Indépendant (MEI) dont le fondateur, Antoine Waechter, est soupçonné de dérivation extrémiste. Son accusateur, Bruno Duval, un des quatre vice-présidents, aurait été exclu du MEI, selon Thierry Jaccaud, secrétaire national. Cette exclusion est toutefois démentie par la présidente du parti, Geneviève Anduzea.

Enfin, l'homme par qui le trouble est arrivé, l'écologiste Edward Goldsmith, frère du milliardaire Jimmy Goldsmith aujourd'hui déclaré, qui devait participer à la liste du MEI aux élections européennes et contribuer à son financement, a annoncé, mardi 16 février, que finalement ce projet n'était plus dans « ses intentions ». Exit donc la poule aux œufs d'or pour le mouvement.

Restent les accusations portées à l'encontre de M. Waechter. L'affaire remonte à l'automne quand, selon M. Anduzea, M. Jaccaud lui propose de contacter M. Goldsmith en vue de solliciter son soutien. Celui-ci, auteur de nombreux livres et directeur d'une revue, The

Ecologist, jout d'une notoriété dont M. Anduzea souhaite faire profiter son parti. En fait, les événements vont quelque peu lui échapper. Juste avant l'assemblée générale du 6 février, qui devait désigner la tête de liste aux européennes, un marché lui est proposé par un personnage qui se présente comme un intermédiaire de M. Goldsmith, Laurent Ozon. D'après ce dernier, M. Goldsmith accepterait d'apporter son soutien au MEI si M. Waechter était désigné tête de liste. Un marché inacceptabile pour la présidente. L'assemblée générale en décide autrement et, au deuxième tour du scrutin, M. Waechter est choisi. Cette élection marque le début de la crise.

Les premiers à pointer du doigt M. Waechter sont les représentant du parti fédéraliste, allié au MEI lors des élections régionales de mars 1998. Ceux-ci annoncent fin décembre, qu'ils rompent leur alliance et dénoncent « les positions « racialistes » d'Edward Goldsmith, qui sont proches de celles du groupe français Grece ». M. Anduzea et M. Duval mènent chacun de leur côté leur enquête sur MM. Goldsmith et Ozon. Ils découvrent que

tous deux fréquentent assidûment la Nouvelle Droite et le Grece d'Alain de Benoist : participation à des colloques et même à une université d'été pour M. Ozon ; publication d'articles dans les revues *Éléments* ou *Krisis* ; invitations régulières de M. de Benoist aux rencontres de l'association La Nouvelle Ecologie et dans la revue *Le Recours aux forêts*, animées par M. Ozon.

Ils s'aperçoivent également que M. Waechter accorde, depuis plusieurs années, des entretiens aux publications de M. Ozon ou à celle de M. de Benoist et qu'il a accepté, malgré leur mise en garde, de participer à une réunion de l'association de M. Ozon fin janvier. Interrogé, M. Waechter explique qu'il n'a pas pour habitude de refuser une invitation ou un entretien. Pour dénoncer la dérive de M. Waechter, ses deux opposants s'appuient enfin sur des analyses du spécialiste de la Nouvelle Droite, Pierre-André Taguieff, selon lesquelles M. de Benoist cherche, depuis 1993, une expression politique, via l'éologie.

Christiane Chombeau

### Le Medef veut peser de tout son poids sur la deuxième loi sur les 35 heures

LE MEDEF a confirmé, mardi 16 février, qu'il présentera, à la mi-mars, ses propositions sur la façon dont la seconde loi sur les 35 heures, « devrait être conçue ». « Les 35 heures viennent du secteur marchand, soumis à la concurrence et à la bonne gestion », a insisté son président, Ernest-Antoine Seillière, qui juge « particulièrement intolérable » de voir « la fonction publique donner des conseils sur la manière de travailler au moment où des rapports laissent à penser que celle-ci « reste à l'abri d'un monopole, animée par la mauvaise gestion et le laxisme ». M. Seillière s'est aussi prononcé contre « l'élargissement à 6 millions de Français de la gratuité totale des soins » avec le projet de couverture maladie universelle, déplorant qu'« encore une fois » se mette en place « une sorte de régime d'assistanat plus favorable que le régime de travail ». Le Medef a renouvelé les menaces de se retirer de la Caisse nationale d'assurance-maladie si les instances de cette caisse l'indiquent par « les voies stratégiques du rétablissement de la gestion ».

### La réforme de l'audiovisuel absente du calendrier du Parlement

DANIEL VAILLANT, ministre des relations avec le Parlement, a confirmé, mardi 16 février, que le projet de loi réformant le secteur audiovisuel n'est pas inscrit à l'ordre du jour du calendrier prévisionnel de l'Assemblée jusqu'à la fin de la session ordinaire. « À ce stade, la réforme de l'audiovisuel n'est pas inscrite (...). Tant que l'exercice de concertation, de bouclage, n'est pas terminé nous, ne l'inscrivons pas », a-t-il expliqué, affirmant que le ministère de la culture, Catherine Trautmann, « considère qu'elle a encore un travail à faire » (*Le Monde* du 16 février 1999). « Si cette discussion était achevée et que, politiquement, on puisse faire l'inscription, alors ce pourrait être pour le deuxième semestre de 1999 », a-t-il ajouté. Au ministère de la culture et de la communication, on n'exclut pas, mardi, que le projet de réforme puisse être présenté en conseil des ministres avant les élections européennes de juin.

La réforme de leur assurance-chômage inquiète les intermittents du spectacle

LES RÉALISATEURS, techniciens, ouvriers de la production cinématographique et audiovisuelle ont l'impression d'asseoir depuis peu à la rediffusion d'un mauvais film : leur régime spécifique d'indemnisation du chômage, réglé par les annexes 8 et 10 de l'Unedic, est une fois de plus dans la ligne de

l'œil du patronat. Depuis la création de ces annexes, dans les années 80, les intermittents bénéficient de prestations d'assurance-chômage à partir de 507 heures travaillées sur douze mois (3 mois à 39 heures par semaine) contre 676 heures sur huit mois dans le régime général. Estimant que le rôle de l'Unedic n'est pas de fournir un RM pour les artistes », le Medef, qui pousse actuellement l'Unedic, demande régulièrement, depuis six ans, une renégociation de ces annexes et la réduction de 50 %, en trois ans, du déficit de leur gestion (milliards de francs en 1997).

Le 20 janvier, un protocole d'accord, modifiant l'annexe 8 de l'Unedic, a été signé, sans certification et sous la pression du patronat, par le Medef – en accord avec la Fédération des employeurs du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel – et par quatre syndicats (CFDT, CFTC, CGC, CGD). La CGT, seule centrale résiduelle et représentative des salariés de la profession, a refusé de signer cet accord.

Parmi les nouvelles dispositions adoptées, la modification du calcul de l'indemnité, à partir des salaires réellement perçus et non plus en fonction des minima conventionnels de la convention collective nationale du cinéma, et ce qui intéresse le plus les intermittents. Sans avoir fait l'objet d'une négociation, ni aucune évaluation des services de l'Unedic, il revient à abaisser les indemnisations de professionnels qui travaillent souvent au-dessous des salaires conventionnels, en raison même de la dérégulation accélérée du secteur. « D'un seul trait de plume, les plus mal payés d'entre nous – techniciens, réalisateurs, souvent d'un cin à un dépendant, plus fragile – voit leur indemnisation baisser de 30 % à 50 % », explique le réalisateur Bertrand Bouthé. A très court terme, ce sont tous ces films que nous ne ferons plus et que nous ne verrons, lui. »

#### OPÉRATIONS « COUP DE POING »

Paradoxalement, le protocole signé le 20 janvier prévoit aussi l'augmentation d'allocation potentielle par l'introduction de nouvelles listes de fonctions dans l'annexe 8 – comme celles de « responsable d'unité de programmation », de « traducteur » ou de « téléphoniste d'émission » – n'ayant rien de spécifique à la production cinématographique et audiovisuelle. Parce que comme « une destruction systématique du travail permet d'en un secteur où il n'intervient : ce va devenir la règle », cette mesure contredit le principe des économies : annoncées « L'objectif est de faire exploser l'annexe 8 en démontrant, lors de la renégociation du cadre général de l'Unedic, à la fin de l'année, que le déficit s'est creusé », anal Anita Pérez, du Syndicat national des réalisateurs et techniciens (SGT). Cet objectif, qui vise à nous exclure du champ de l'assurance-chômage interprofessionnelle, met en cause notre statut de salariés pour nos transformes en travailleurs indépendants. »

A l'automne 1996, la tentative de modification des annexes 8 et 10 avait entraîné un conflit de plusieurs mois entre les travailleurs précaires du spectacle vivant et de l'audiovisuel et les représentants du patronat. Il avait été suivi par de nombreuses manifestations, occupations de lieux publics et interventions « coup de poing » sur les chaînes de télévision. A l'appel de la CGT et d'autres syndicats autonomes, les intermittents devaient se réunir, jeudi 18 février, devant le siège du Medef, pour tenter de convaincre la commission paritaire de l'Unedic de s'opposer à la transcription du protocole d'accord signé le 20 janvier : dans les annexes 8 et 10.

Alexandre Garcia

VIENT DE PARAITRE LE CATALOGUE 1999  
DU MONDE DES AMÉRIQUES

101 suggestions d'itinéraires et toutes les clés pour réussir votre voyage en Amérique Latine

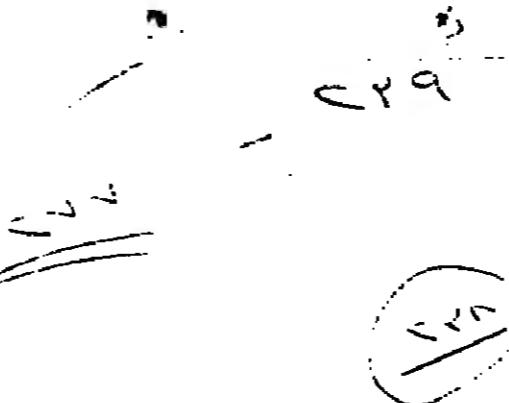
- PEROU : 111 740 F, circuit 12 jours
- RIO - CARTHAGÈNE - MEXICO EN ESCAPEAU D'UNE SEMAINE : 3 950 F à 5 300 F, vols et hôtels compris
- GRAND FORUM: MEXIQUE, samedi 13 mars
- VOL SEUL AIR LIMA : 3 480 F - MEXICO : 3 160 F - RIO : 3 480 F
- VOYAGES INDIVIDUELS SUR MESURE

3, rue Cassegrain ( métro St-Sulpice) 75006 PARIS  
Tél. 01 53 62 12 40  
Fax 01 42 64 22 28

info@mondedesamericques.com  
www.mondedesamericques.com  
Lic. 075 94 02 72

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

désire recevoir  
 le catalogue 1999  
 Voyages en Amérique latine  
 l'agenda des activités culturelles



aches au projet  
e l'électricité

## PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999

### Le professeur Roux dénonce la responsabilité de l'administration pénitentiaire

Pour l'ancien directeur général de la santé, la décision d'augmenter les prélèvements dans les prisons en 1984 a été une « catastrophe ». La mauvaise information des ministres par leurs cabinets a été une nouvelle fois soulignée lors de débats mieux dirigés par le président Le Guehec

**LES TROIS JOURS** de repos, comme les juges parlementaires, ont porté conseil. Mardi 16 février, la Cour de justice de la République s'offre un président, semble-t-il, transformé. Un président qui préside, sans trop gaffer. Et qui expose un dossier qu'il paraît avoir travaillé. Sans tarder, Christian Le Guehec fait donc entendre le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé.

En 1992, alors qu'il écopait, dans le « premier procès du sang », d'une condamnation à quatre ans de prison avec sursis pour « non-assistance à personne en danger » (ramenés à trois ans en appel), Jacques Roux avait été soutenu par le Parti communiste français, dont il était membre du comité central. « Le condamner, entendait-on, c'est tenter de protéger les trois ministres concernés. »

**Sous-estimation totale** Mais les temps ont peut-être changé. « J'ai été sévère pour les gens du cabinet, dira bientôt Jacques Roux, pas pour les ministres. » L'ancien président de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soixante-seize ans, se dit d'abord « saturé ». Comme les docteurs Michel Garreta et Jean-Pierre Allain, il a été deux fois jugé, deux fois condamné, à nouveau mis en examen « au mépris de l'autorité de la chose jugée ». Il accepte de témoigner, mais sans prêter serment.

Le professeur à l'œil malin et aux allures de médecin de famille, qui a porté son cartable à la barre, est l'ancien haut fonctionnaire qui signa la circulaire du 20 juillet 1983 préconisant la sélection chez les donneurs de sang. « La première circulaire officielle au monde », dit-il, concernant ce sujet. « J'ai été agoni d'injures, traité de fasciste. » Il explique combien la mesure, par

la communauté médicale, avait été mal ressentie : « Le sida était sous-estimé. On ne comptait, en France, qu'une quinzaine de cas. Beaucoup disaient que c'était une histoire qui concernait les hommes parisiens. »

Et de taper, direct, dans la fourmilière : « En janvier 1984, la directrice de l'administration pénitentiaire (NDLR : Myriam Erratzy) a émis une circulaire qui allait directement contre la mienne en autorisant jusqu'à cinq prélèvements par détenu et par an. Ça a été la catastrophe. J'en ai beaucoup voulu à Mme Erratzy, devenue par la suite première présidente de la Cour d'appel de Paris, parce que celle-ci

n'a jamais dit la vérité. » Décidément, depuis quelques jours, devant la Cour, le nom de Mme Erratzy se fait récurrent. Le président Le Guehec, en homme de justice courtois, tente une explication. Concernant « cette décision imprudente », « on peut supposer que la directrice de l'administration pénitentiaire ait été mal informée ». Il s'interroge : ne pouvait-on suspendre, par un arrêté interministériel, les collectes dans les prisons (qui ont représenté 0,37 % des dons seulement en 1985, mais 25 % des contaminations) ? Réponse du professeur, sans appel : « Il a été refusé par le ministère de

la justice. » Et si l'on insiste : « La chancellerie n'a pas donné suite. »

A défaut d'avoir jamais instruit sur son éventuelle responsabilité dans l'affaire du sang contaminé, la justice passe donc au morceau de choix : la mise en place du dépistage systématique – dont elle est saisie. Le professeur Roux nie pas : « Nous avons retardé (le test Abbot) de quinze jours. Mais nous avions les motifs pour faire pression ! » Il mentionne des doutes sur la fiabilité du test américain – « La Croix-Rouge avait choisi Diagnostics Pasteur depuis mars 1985 » –, il évoque la nécessité de ne pas avoir sur le marché

« un test hégémonique » et il stigmatise plus généralement la concurrence commerciale, notamment aux États-Unis où le test français eut des difficultés à obtenir son agrément. Et d'affirmer : « Abbot menait une propagande invraisemblable. Ils ont même, par un intermédiaire, essayé de m'acheter ! »

Peu troublé par les événements qui ont précédé l'annonce par le premier ministre Laurent Fabius du dépistage systématique, le professeur, en revanche, fait par de sa « surprise » quant à l'attitude du ministère de tutelle d'alors, les affaires sociales, chargé de mettre en œuvre financièrement la mesure et où semblait régner, selon lui, « une sous-estimation totale de la situation ». « Le cabinet de M. Dufaux n'était pas du tout pressé de prendre les décisions [qui s'imposaient] », estime-t-il. « S'il y a retard, c'est à ce moment-là qu'il a eu lieu. » « Baudry (NDLR : conseiller technique en charge des questions d'assurance-maladie) avait systématiquement les cré-dits. »

Peu troublé par les événements qui ont précédé l'annonce par le premier ministre Laurent Fabius du dépistage systématique, le professeur, en revanche, fait par de sa « surprise » quant à l'attitude du ministère de tutelle d'alors, les affaires sociales, chargé de mettre en œuvre financièrement la mesure et où semblait régner, selon lui, « une sous-estimation totale de la situation ». « Le cabinet de M. Dufaux n'était pas du tout pressé de prendre les décisions [qui s'imposaient] », estime-t-il. « S'il y a retard, c'est à ce moment-là qu'il a eu lieu. » « Baudry (NDLR : conseiller technique en charge des questions d'assurance-maladie) avait systématiquement les cré-dits. »

Nouveau rejet de parties civiles

Une quinzaine d'avocats de victimes de l'affaire du sang contaminé ont tenté, en vain, mardi 16 février, de se constituer partie civile devant la Cour de justice de la République. Comme il l'avait déjà fait mardi 9, à l'ouverture du procès, en rejetant une demande de l'Association française des hémostrophiles, le président Christian Le Guehec a repoussé, en vertu de ses « pouvoirs de police », la demande formulée par M. François Honorat, conseil de l'Association française des transfusés.

Le procureur général, Jean-François Burgevin, a appuyé la position du président en soulignant que le Conseil constitutionnel avait déjà validé l'interdiction pour les victimes de se constituer partie civile contenue dans la loi organique ayant instauré, en 1993, la Cour de justice.

Un directeur des Hôpitaux de Paris, ne témoigne tous deux de l'absence de « sentiment d'urgence » ou de « drame », telle qu'ils l'avaient vécue à l'époque. Marie-Thérèse Pierre, ancienne adjointe du directeur général de la santé, est interpellée sur sa lettre du 10 mai 1985, dans laquelle elle indiquait que, « parallèlement au dépistage systématique », le chauffage des produits antihémostrophiques deviendrait une « nécessité urgente ».

« Vous l'avez envoyée au ministre ?, demande le procureur général. - Je l'ai envoyée selon la formule « Pour le ministre, à l'intention de son conseiller », en l'occurrence, M. Weisselberg. - Vous pensez que le ministre a dû en prendre connaissance ? - ne sais pas comment fonctionne un cabinet. Normalement, oui ! »

« Je n'ai pas eu personnellement connaissance de cette note », répond Edmond Hervé, qui explique qu'il a été saisi par son conseiller de la seule question du dépistage et non de celle du chauffage. Quelques heures auparavant, l'avocat général Roger Lucas avait résumé : « La faute essentielle des ministres est qu'ils ont laissé se forger un écran avec un entourage rapproché qui a fonctionné comme une membrane imperméable, qui a fait que les informations techniques ont été bloquées au niveau des cabinets. »

Jean-Michel Dumay

Dessin : Noëlle Herrenschmidt



« Ce n'est pas une faute politique, c'est un crime », témoigne une femme contaminée

ELLE PARLE, ils regardent. Impassible, ils ne la quittent pas des yeux. Sylvie Roux, trente-cinq ans, l'une des sept victimes dont la Cour de justice a retenu la plainte, a trié les ministres, quitté sa chaise roulante, s'est installée devant la barre des témoins. Elle fit un texte. « Pour moi, le moment est important. Allongée sur un lit d'hôpital, j'ai revu plusieurs fois le film de ma vie. »

Le 2 août 1985, lors de son premier accouchement, cette jeune femme blonde au visage rond, actuellement sous thérapie, a été contaminée par le virus du sida à la suite d'une transfusion – « qui n'était pas vitale » – reçue en raison d'une légère anémie (*Le Monde* du 9 février). « Mon fils se sent responsable de tout ça », prévient-elle. Et pour lui, ces premiers mots : « Tu vois, ce n'est pas toi qui es sur le banc des accusés. »

Elle a tout noté, tout consigné. Les dates, les lieux, le numéro des lots. Le poche 1058, son malheur : le sang d'un donneur séropositif prélevé le 13 juillet 1985, par une équipe mobile de transfusion, à Remières (Loiret). « Le plasma a été mélangé à un pool n° 8047229, de huit donneurs. Il y a eu un test pour la syphilis, l'hépatite B. Pas pour le VIH [virus de l'immunodéficience humaine]. Le PTS [poste de

transfusion sanguine] de Montargis n'avait pas les moyens d'effectuer ce dépistage. Il n'y a donc pas de faute, à mon sens, de la part du PTS », précise-t-elle. Le produit a ensuite cheminé jusqu'à l'hôpital d'Evy, où Sylvie Roux a accouché.

**APPARISME** Le 1er août 1985, la veille de son accouchement, le dépistage du virus du sida chez les donneurs de sang a été rendu obligatoire, conformément à la décision du premier ministre, Laurent Fabius, annoncée le 19 juillet à l'Assemblée nationale. Cependant, lors de sa mise en œuvre, personne, tant au niveau administratif que médical, ne songea à ordonner soit la destruction, soit la vérification des stocks existants. Elle regarde Laurent Fabius : « Ce n'est pas une faute politique, c'est un crime. »

Elle dit ensuite les courriers. Un responsable transfusionnel lui a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une erreur, qu'elle avait été transfusée avec les derniers lots de sang non testé. Il a écrit : « Nous nous sentons humanièrement responsables. » Elle commente : « M. Dufaux (alors ministre des affaires sociales) ne pourra

raffiner : « Si ce n'est pas une erreur, c'est donc volontaire. C'est criminel ! » Et elle saisit les trois prévenus : « M. Dufaux, M. Hervé, (alors secrétaire d'Etat à la santé), M. Fabius, pourriez-vous aujourd'hui me dire que vous ignorez que l'Organisation mondiale de la santé recommandait le dépistage systématique ? Je suis victime de l'affairisme commercial. »

Alors, à Laurent Fabius : « Il était le complice de la magie du sang dominée par les vampires de la médecine. Votre défense me fait penser à celle de Papion. Vous voulez vous faire passer pour un incompris. Vous rêvez d'être encore près de vous acquitte. Je n'ai aucune haine contre vous, mais je ne veux pas de votre compassion. » Puis à Georgina Dufaux : « Vous placez devant moi comme un bouclier votre Dieu. » Et à Edmond Hervé : « Vous êtes enfermés dans vos certitudes. » Elle précise avoir été surveillée de prison. « Ne vous sentez-vous pas coupable de toutes les collectes dans les prisons ? » Elle termine, face aux juges : « Avant de vous prononcer, pensez à Sylvie Roux et à ces centaines d'yeux qui vous regardent au-delà de la mort. »

« Nous sommes tous ici solidaires devant votre souffrance », reprend le procureur général Jean-François Burgevin, qui invite les ma-

nistres à parler. Laurent Fabius se lève, grave. « Il n'y a pas de commentaire à faire devant cette souffrance profonde. L'objet de ce procès est de faire apparaître la réalité des causes et des responsabilités (...) pour que chacun puisse être juge de la vérité. » Georgina Dufaux répond : « Il est juste que ce qui se dit soit dit en votre présence. » Elle explique avoir été « attentive », avoir agi en ministre, c'est-à-dire « en serviteur ». « J'espère que la Cour comprendra [elle se repose], se tourne vers Sylvie Roux, que vous comprendrez [...]. Votre présence et votre souffrance sont présentes en moi. Je me rends compte combien c'est difficile de pouvoir expliquer. »

Edmond Hervé se lève à son tour, voix tendue : « Je vis tous les jours avec ce drame. En août 1986, j'ai accompagné ma mère pendant des heures et des heures sur le chemin de la mort. Elle disparaît à la suite d'une transfusion sanguine qui lui avait communiqué l'hépatite C. »

Deux infirmiers émèrent rapidement Sylvie Roux. Tandis que sur les bancs du public bruit la coulée de victimes, que la peine de ceux qu'ils plaignent pour responsables indiffère.

J.-M. Dy

### Trois experts reviennent sur les stratégies préventives qui s'offraient aux pouvoirs publics

**A LA FIN** de 1984, grâce à des tests artisanaux reposant sur la technique de l'immunoélectrophorescence, mise au point par le docteur Jacques Leibowitch, le docteur François Pinon, de l'hôpital Cochin, mettait en évidence deux données alarmantes : sur mille donneurs de sang parisiens, cinq se révélaient séropositifs ; et chaque receveur de sang d'un donneur positif était également testé positif, établissant un lien de contamination certain entre donneurs et receveurs.

« Dès lors, explique le docteur Pinon, mardi 16 février à la barre des témoins, nous, responsables de la transfusion sanguine, étions convaincus de la nécessité d'un dépistage biologique. » Il était alors possible, dit-on, de développer en petites quantités ces tests par immunofluorescence. « Mais partout, on nous disait qu'un test [NDLR : industriel] était en cours. J'ai eu l'impression qu'on voulait gagner du temps. Or quand on crée

au feu, on n'attend pas que les seuils soient disponibles. » Convaincu, par son enquête, de l'inefficacité de la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection chez les donneurs de sang, comme en attestent les comparaisons internationales, dans les pays qui eurent appliquer la mesure.

« Puis, rédiant à un règlement de comptes à peine masqué, genre ragots de laboratoire, le docteur Leibowitch épingle ceux qu'il nomme les « Mousquetaires conseillers » de la santé : le professeur Willy Rozenbaum, dont il évoque la rémunération d'autant à sa découverte du virus du sida, le docteur Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé (alors secrétaire d'Etat à la santé), accusé d'avoir empêché une journaliste de télévision de faire son travail, et le docteur Jean-Baptiste Brunet, épidémiologiste en charge du sida à la direction générale de la santé.

Mais, la défense de Laurent Fabius (alors premier ministre) s'ar-

reinte un instant sur le cas de ce témoignage remuant, qui se reconnaît sans fard « expert-consultant » de la société Abbott et qui s'indigne du peu d'écho donné à ses cris d'alarme au premier semestre 1985.

#### LE CALME ET LA TEMPÊTE

Des cris d'alarme ? Au congrès d'hématalogie de mai 1985 à Bruxelles, notent les avocats, les résultats de l'enquête Cochin sont présentés sur un poster par une « collaboration ». Nulle communication. Et en juillet 1985, dans *L'Express*, le docteur Leibowitch évoque la rémunération d'autant à sa découverte du virus du sida, le docteur Bruno Brunet, un sous-groupe étant plus spécifiquement chargé de la validation des tests. Son rapport sera remis fin mai au cabinet d'Edmond Hervé.

Le 12 mars, Jean-Baptiste Brunet a transmis au directeur général de la santé, Jacques Roux, une note indiquant que statistiquement il était « probable que tous les lots [de produits antihémostrophiques] étaient contaminés ». Il explique : « Nous savions déjà depuis longtemps que la technique du poolage présentait ce type de risques. Ce qui a évolué, c'est la prise de conscience progressive du danger. »

Puis il indique comment, selon lui, il n'était pas totalement dé-

posé à imaginer une stratégie de lutte contre la transmission du sida par transfusion, comme au Danemark, qui ne reposait pas sur l'utilisation de tests (avec mesures en amont de la transfusion, sélection stricte des donneurs, chauffage des produits antihémostrophiques). Il sait que le propos a pu être jugé « provocant », mais il rappelle que le sida transfusionnel représentait 3 à 4 % des contaminations en 1985 (1 jour sur 100) et que le mode essentiel de transmission était et reste génital.

Le 12 mars, Jean-Baptiste Brunet a transmis au directeur général de la santé, Jacques Roux, une note indiquant que statistiquement il était « probable que tous les lots [de produits antihémostrophiques] étaient contaminés ». Il explique : « Nous savions déjà depuis longtemps que la technique du poolage présentait ce type de risques. Ce qui a évolué, c'est la prise de conscience progressive du danger. »

Puis il indique comment, selon lui, il n'était pas totalement dé-

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999

**LOGEMENT** Une circulaire publiée au *Journal officiel* du 17 février précise les conditions de mise en œuvre de la réforme de la procédure d'expulsion locative prévue par la loi

contre les exclusions. L'objectif consiste à aider les locataires en difficulté à apurer leur dette avant la décision judiciaire d'expulsion. ● LES PRÉFETS sont chargés d'organiser

des mesures préventives avant toute assignation devant le tribunal. ● LES JUGES D'INSTANCE, qui ne pouvaient jusqu'à présent que constater la résiliation du bail, peuvent accorder des

délais de paiement. ● DES ASSOCIATIONS participent déjà, comme à Bordeaux, à des dispositifs permettant d'empêcher les expulsions dans deux cas sur trois. ● LA LOI contre les ex-

clusions comprend une cinquantaine de mesures sur le logement : réforme des procédures d'attribution des logements sociaux, réquisitions et lutte contre le saturisme.

## De nouvelles dispositions protègent les locataires contre les expulsions

Une des plus importantes mesures sur le logement contenues dans la loi contre les exclusions est entrée en vigueur. Elle vise à prévenir les expulsions, qui ont touché 88 000 locataires en 1997, en les aidant à apurer leur dette

DEPUIS le vote de la loi contre les exclusions, les locataires menacés d'expulsion bénéficient d'une meilleure protection. Neuf articles de la loi du 29 juillet 1998 sont consacrés à la prévention des expulsions locatives, ces dernières représentant 82 % des affaires introduites par les bailleurs - propriétaires privés ou organismes HLM - devant les tribunaux d'instance. Une circulaire adressée aux préfets, publiée au *Journal officiel* du mercredi 17 février, détaille la mise en œuvre de la nouvelle procédure.

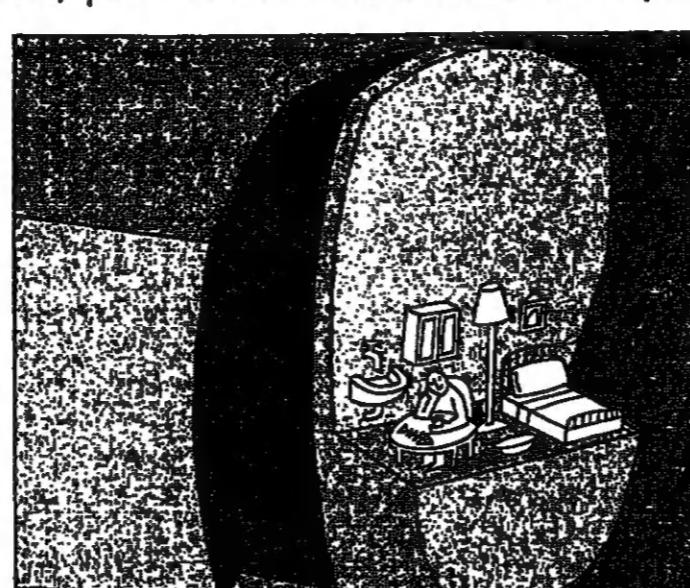
Chaque année, 250 000 à 300 000 « commandements à payer » sont délivrés par les huissiers. En 1997, 113 000 procédures ont été engagées pour impayés de loyer, selon le ministère de la Justice. Quant au nombre des locataires en situation d'impayé d'au moins deux mois, il était de 325 000, dont 211 000 dans le parc HLM, selon la dernière enquête sur le logement réalisée par l'Insee en 1996.

La loi contre l'exclusion impose désormais aux préfets et aux bailleurs d'activer un dispositif de prévention entre la première alerte - le commandement à payer - et l'assignation du locataire devant le tribunal d'instance. A tous les stades de la procédure, le nouveau texte renforce le pou-

### SOLUTION AMIABLE

Avant le vote de la loi, pour obtenir des délais, le locataire faisait l'objet d'un commandement à payer devant lui-même, et à ses frais, saisir le juge d'instance dans les deux mois. Faute de quoi, la procédure suivait son cours. Or une infime minorité - moins de 2 % en 1996 - saisissait cette opportunité, l'absence d'information et l'obligation paradoxale de devoir saisir un juge par le biais d'un huissier rendant, pour des ménages fragiles, la situation très difficile. Une fois la procédure lancée, au stade de l'audience, le juge n'avait que le pouvoir de constater la résiliation du bail, prévue, de plein droit, dans tout contrat de location.

Sans attendre le vote de la nouvelle loi, certaines juridictions



comme celle de Bordeaux (*lire ci-dessous*) avaient mis en place un dispositif de prévention des impayés et, à l'audience, accordaient un sursis aux locataires généralement en accord avec le propriétaire. Mais cette attitude - très minoritaire - a été sanctionnée par la Cour de cassation en 1994. En outre, le juge ne pouvait guère se soucier à la décision d'expulser qu'à la demande et en présence du

locataire concerné. Or seuls 40 % des ménages assignés au tribunal pour dettes de loyer se présentent à l'audience ou se font représenter. La réforme est donc importante puisque, même si ce stade ultime, le juge peut désormais accorder, d'office, des délais de paiement sans résilier le bail.

En amont, dans le parc social, une phase précontentieuse, placée sous la responsabilité du préfet,

devient obligatoire. En outre, les aides au logement (AL et APL) ne peuvent plus, comme c'est le cas aujourd'hui, être suspendues dès le signalement d'impayés. Au contraire, elles sont maintenues pendant une première période de trois mois « durant laquelle il convient prévoir la circulaire, de mettre en place une solution amiable afin d'éviter la saisine du juge ». Dès l'approbation d'un plan d'apurement de la dette - et la saisine éventuelle du Fond de solidarité logement (FSL) -, les aides au logement sont maintenues « sans délai ».

Pour tous les locataires, du privé comme du parc HLM, le préfet devient responsable de la démarche de prévention. Les assignations lui sont, « sous peine d'irrévocabilité », remises par les huissiers de justice. C'est lui, enfin, qui doit obligatoirement transmettre au juge, dans le délai de deux mois prévu avant l'audience, de quoi alimenter sa décision d'ordonner l'expulsion ou, au contraire, d'accorder des délais pour qu'un plan d'apurement soit mis en place.

Christine Garin

## A Bordeaux, la prévention permet de régler deux dossiers sur trois

L'EXPÉRIENCE mise en place avec succès par l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL) de Gironde a largement inspiré le dispositif de prévention proposé par la loi. Depuis deux ans, l'ADIL 33 agit, à la demande des propriétaires ou des juges du tribunal d'instance, pour assister les ménages menacés d'expulsion, avant l'assignation ou, à l'ultime stade de l'audience de référé. Dans un premier temps, la situation financière du locataire est étudiée et le montant de sa créance vérifié. Ensuite, l'association établit un contact avec le propriétaire ou l'organisme HLM ainsi qu'avec les travailleurs sociaux pour la mise en place d'un plan d'apurement de la dette. Pour les locataires du parc HLM, la suspension de l'aide personnalisée au logement (APL), systématique, est mise à profit par l'ADIL pour établir le contact.

« L'objectif est de traiter la difficulté le plus en amont possible », résume André Barbe, directeur de l'ADIL 33, pour éviter qu'une procédure soit engagée. Lorsqu'un ménage est, néanmoins, assigné par son propriétaire, il est primordial d'accompagner les personnes pour les aider à maîtriser au mieux les conséquences. »

Depuis 1997, l'association a traité 1 500 dossiers correspondant à 95 % des situations d'impayés de loyer dans le département. Ce sont d'abord les tribunaux d'instance qui alertent l'ADIL sur la situation des locataires (40 % des cas) puis

et, à égalité (12 %), d'une « mauvaise gestion » du budget familial et une séparation du couple.

Sur 1 000 dossiers traités en Gironde en 1997, 300 ont pu faire l'objet d'une intervention avant l'envoi d'un commandement à payer. Après contact avec les services sociaux, la dette a été payée et le risque d'expulsion écarté dans deux cas sur trois. Pour 400 autres ménages, contactés par l'ADIL une fois le commandement délivré, un plan d'apurement de la dette a pu être conclu dans la moitié des cas. Enfin, 250 dossiers ont fait l'objet

d'une assignation devant le tribunal d'instance. Dans ce cas, affirme l'association, 80 % des résiliations de bail ont été évitées. Une ombre au tableau, toutefois : ces chiffres concernent surtout les locataires du privé. Estimant « qu'ils ont déjà entrepris, avant la saisine du juge, toutes les démarches nécessaires », selon les mots de Françoise Grus, présidente du tribunal d'instance de Bordeaux, les organismes HLM, qui ont refusé de faire appel aux médiateurs de l'ADIL.

Ch. G.

### Cinquante mesures

● La loi contre les exclusions comprend une cinquantaine de mesures sur le logement, la attribution de logement sociaux et l'amélioration des conditions de vie dans l'habitat (lutte contre le saturisme, contre les marchands de sommeil, protection des habitants de meublés). La loi a instauré dans 700 communes de l'île grise des agglomérations une taxe sur les logements vacants pour inciter les propriétaires à remettre leurs biens en location (Le Monde du 24 décembre 1998).

● Cinq décrets déjà parus concernant le supplément de loyer de solidarité dans le parc HLM, le

financement de la médiation locative par les associations et la taxe sur les logements vacants. ● Neuf autres décrets sont en cours d'examen au Conseil d'Etat, dont un texte sur le saturisme infantile, un autre sur la modernisation de la réquisition (allongement de sa durée de six à douze ans et désignation d'un « attributaire » chargé de la gestion locative), un autre, enfin sur la consultation des associations à propos des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées.

● Quatre décrets sont en concertation, sur les modalités de fonctionnement des Fonds de solidarité logement (FSL), la réforme des attributions de logements sociaux et la mise en place des conférences intercommunales du logement que la loi rend obligatoires.

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, quelques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et du diagnostic prénatal.

« En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 âgées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (trisomies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédiagnostic, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pas accepté.

En 1996, une violente polémique avait opposé au thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'amio-acentose associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, quelques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et du diagnostic prénatal.

« En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 âgées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (trisomies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédiagnostic, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pas accepté.

En 1996, une violente polémique

avait opposé au thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'amio-

acentose associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, quelques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et du diagnostic prénatal.

« En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 âgées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (trisomies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédiagnostic, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pas accepté.

En 1996, une violente polémique

avait opposé au thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'amio-

acentose associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, quelques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et du diagnostic prénatal.

« En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 âgées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (trisomies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédiagnostic, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pas accepté.

En 1996, une violente polémique

avait opposé au thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'amio-

acentose associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, quelques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et du diagnostic prénatal.

« En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 âgées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (trisomies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédiagnostic, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pas accepté.

En 1996, une violente polémique

avait opposé au thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'amio-

acentose associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, quelques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et du diagnostic prénatal.

« En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 âgées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (trisomies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédiagnostic, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pas accepté.

En 1996, une violente polémique

avait opposé au thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'amio-

acentose associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs

marqueurs biochimiques du risque de trisomie, ces derniers permettant d'identifier les femmes *a priori* à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue méd

# Un magistrat toulonnais jugé pour avoir transmis au Front national des procès-verbaux d'audition

**Une peine d'interdiction d'exercer est requise contre le juge André Fontaine**

**Le juge Fontaine a comparu pour violation du secret professionnel, mardi 16 février, devant le tribunal de grande instance d'Avignon.**

**ADIX-EN-PROVENCE**  
de [ ] correspondant régional  
Juge des enfants à Toulon au  
moment [ ] faits, André Fontaine  
a comparu pour violation du  
secret professionnel, mardi [ ] le  
tribunal de grande [ ] d'Aix.  
Il [ ] soupçonné d'avoir [ ]  
en [ ] des responsables du  
Front national, dont il était  
membre, des procès-verbaux d'au-  
dition d'un adolescent qui [ ]  
sénateur-maire de l'époque,  
François Trucy (DL), partie civile,  
d'actes [ ] pédophilie [ ] son en-  
contre. La rumeur, ravageuse, a  
parcouru la ville durant [ ] an-  
nées, [ ] qu'aucun élément [ ]  
lidle, alors [ ] depuis, [ ] viende ja-  
mais l'étayer. Si [ ] n'est [ ]  
d'un jeune homme mani-  
festement dérangé, [ ] amis,  
[ ] et [ ] ses dires reconnaissent qu'il man-  
quait [ ] crédibilité.  
Pour le procureur [ ] le juge  
[ ]

Beaume, la chronologie de la violence professionnelle prochée au juge Fontaine. En possession des procès-verbaux d'audition, le magistrat - auquel la hiérarchie avait pourtant dit que les accusations contre ce jeune homme « ne tenaient pas » - a voulu « faire émerger ce que les mécanismes judiciaires normaux n'avaient pas fait émerger ». Il a interrogé ses amis du FN, afin qu'ils utilisent la supposée tension dans la machine électorale. C'est dans ce but qu'il s'est rendu au domicile de Jean-Marie Le Pen. Dès l'accueil, M. Beaume s'est alors retourné vers les membres du FN en compagnie avec le futur maire, qu'ils étaient Jean-Marie Le Pen.

Le procureur rappelle encore les repas pris par le juge Fontaine avec les élus du FN, Bernard Lefèvre et Jacques Gérardin, ainsi que l'assassinat de Jean

alors maire de Toulon, dans une affaire de pédophilie. Infondée, cette mise en cause avait nourri les rumeurs sur sa véritable identité.

■ = déclaré « de plusieurs » Le Chevalier, alors, pourtant-là ■ se affirme que le jours à tout professionnel du violé ». C'est, a-t-il rappelé, l'enquête sur la mort de l'adojoint au maire Jean-Claude Poulet-Dachary, en juillet 1995, qu'ont appris les deux reprochés à juger

Fontaine. Le magistrat [ ] selon lui [ ] cat, une [ ] du FN, dont il [ ] en 1993. « Ces gens-là [ ] leurs clans, [ ] battent [ ] leurs [ ] d'extrémistes [ ] la ru [ ] - Puisqu'il n'y [ ] « pas d'élément matériel dans [ ] dossier », a-t-il ajouté, c'est « la parole [ ] certains individus qui [ ] passions politiques, [ ] politiques » contre celle d'« un homme [ ] soixante ans, compétent et crédible ». Le doute [ ] profiter à [ ] homme, [ ] honneur lui [ ] Le dernier mot est [ ] à l'accusé : « Le mal est fait. » Jugement le 17 [ ]

## **Une information judiciaire ouverte sur les marchés publics de l'UGAP**

**LE MINISTÈRE DES FINANCES** a-t-il entériné les ~~missions~~ du ~~commissaire~~ publics délégués au sein de l'Union des groupements d'entreprises publics (UGAP) par l'Inspection générale des finances (IGF) lors de son enquête, évoquée ~~à~~ même il y a un an (*Le Monde* du 28 février 1998) ? Le parquet de Paris, destinataire des conclusions du rapport de l'IGF, a décidé d'ouvrir, lundi 15 février, une information judiciaire ~~à~~ pour « favoritisme, recel ~~à~~ favoritisme, faux ~~à~~ de faux », pour répondre à la question. Au terme de l'enquête, l'IGF a constaté que l'UGAP avait non seulement passé, entre 1994 et 1997, une partie de ses marchés en toute irrégularité, mais que cette pratique aurait perduré ~~à~~ la suite des autorités de la ~~procédure~~ déjà ~~à~~ à Toulon,

visant des marchés de l'UGAP, au cours de laquelle son ancien président, Alain Hespel, a été mis en examen, devrait être transmis à Paris et jointe à cette nouvelle instruction.

Gérant les achats pour le compte des nombreuses collectivités et administrations, l'UGAP a concentré près de 10 % de la commande publique sur son chiffre d'affaires annuel à hauteur entre sept et huit milliards de francs. La justice paraît estimer que cette réussite commerciale n'aurait pu naître si la législation sur les marchés publics avait été respectée. La mise en place de règles de concurrence a conduit, en 1995, à l'interdiction définitive des marchés négociés. Or, à cette époque, l'UGAP recourait à cette procédure dans 90 % des cas. En 1998, plus de la moitié des appels d'offres fonctionnait en

core de la [redacted] centrale des marchés (CCM) au ministère des finances chargé de contrôler l'UGAP, a, semble-t-il, dans certains cas, entraîné le non-respect des tentes en vigueur.

Echangés, les 27 juillet et 11 août 1994, entre la présidente de la [redacted] - aujourd'hui directrice du personnel à Bercy - et le directeur de cabinet d'Edmond Alphandéry, [redacted] ministre des finances, des courriers sur un marché de 3,8 milliards de francs (579,306 millions d'euros) destiné à l'achat de voitures [redacted] ministère [redacted] attestent que la solution des marchés

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt de changer. A l'inverse, l'Audi A4 a connu quelques évolutions notables, par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles assises et un volant multifonctionnel qui vous permet de conserver à tout moment les mains sur le volant. Au fait, si cela peut vous rassurer, dites-vous bien que la météo peut se tromper.



**Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ■ parlions que du temps**

#### **Nouvelle gamme Audi A4.**

Bestellnr. vom Lieferanten: Aude  
Bestellnr. vom Lieferanten: Aude

The Audi logo consists of four interlocking rings above the word "Audi".



Aleksander Giersz

Chambre 150

13

## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999

# La chute des « ripoux » de la viande à Bordeaux

Bêtes malades vendues comme saines, morceaux décongelés ■ grands jets de Karcher... Plusieurs affaires retentissantes secouent le milieu de la boucherie en Aquitaine. Dans une région qui s'appauvrit, certains acteurs n'ont trouvé que la fraude pour s'adapter aux mutations de la filière

### BORDEAUX

■ nos envoyées spéciales  
La dame en cité blanc l'admet à demi-mots : depuis que les « environs » se sont abattus sur « la maison Brunet », elle-même, longtemps fidèle à la célèbre boucherie du quartier des Capucins, a changé de boutique. « Ils injectaient des sucs dans la viande pour la rajeunir », souffre la cliente, dégoûtée. Sur la place du marché, gaffée par la pluie froide, le magasin Brunet a pourtant fermé ses portes. Le nom de la boucherie, récemment rachetée par Laurent Spanghero de la célèbre famille rugbymen -, a été effacé du fronton. Mais la plaie est vive. La honte, intarissable.

Libérés de prison en février, après trois mois de détention provisoire, les fils Brunet, Michel et Guy, soupçonnés de « tromperie sur l'origine et la qualité de la marchandise vendue », n'ont pas encore été jugés. « Les Brunet, c'est une grande famille, cathédrale d'un grand tonnage, près de 100 employés », souffre le président de l'Union des professionnels de la viande (UPMV), André Gonzales. Le fait qu'une des épouses Brunet, adjointe municipale UDF, soit mariée par l'ancien premier ministre et maire de Bordeaux, Alain Juppé, pour être supplante aux législatives de 1997, n'est sans doute pas pour rien

■ Les faits de scandale. ■ La famille Brunet, c'est brisé un tabou. La famille Brunet, le vieux quartier des Capucins, tout ça, c'était le système Chaban-Delmas. Que François Juppé n'a pas changé grand-chose », assure Pierre Blazy, de l'Association pour la défense de l'alimentation et l'environnement, à l'occasion de la conférence régionale à ironiquement baptisée « la maison Brunet ». La famille Brunet a été, dans le passé, l'un des piliers de Chaban. Il l'a appuyé pour conquérir la ville, en particulier son petit commerce traditionnel.

ABATS REVIGORISÉS CHIQUEREMENT  
Quoi qu'il en soit, dans la boucherie des Bordelais, le nom de Brunet se conjugue désormais à l'imparfait. Mais il n'est plus le seul. En l'espace de six mois, quatre grosses affaires, mettant en cause des grands noms de la filière viande, ont éclaté en Aquitaine. Moutres du doigt : les Damour, patrons de la société Aquitaine-Périgord-Viandes, interpellés fin juillet, qui avaient eu entre autres flâcheuses manies, celle de transformer la viande de laitiers normande en exquise (et coûteuse) bœuf. Mais aussi Max Baney, président du syndicat des négociants en bœuf de la Gironde, ancien président de l'in-

terprofession bovine régionale, membre du conseil d'administration de l'abattoir de Bordeaux et de celui du Groupement d'économie sanitaire (GES) en Gironde (GDSB), mis au examen, en juin 1998, pour « faux », « usage de faux » et « infraction sur la loi sanitaire vétérinaire ». Ou encore Pierre Harmoniquy, patron de la filière du même nom, l'un des champions de la filière française de viande chevaline, mis en examen début février, pour « faux », « usage de faux », « escroquerie » et « tromperie sur la qualité et l'origine de la viande vendue ». Un feu d'artifice dont l'heureux se sont montrés passables.

L'UPMV, dont 1000 adhérents, dont 100 membres, ne cache pas son « inquiétude » devant le discrédit jeté sur la profession. « Les actes de ces dernières années, Jacques Borderie, l'UPMV vice-président de la filière, se portent partie dans les affaires Brunet et Harmoniquy, « afin d'avoir accès aux dossier ». Même embarras au siège du GDSB, dont l'un des employés a, en prime, été mis en cause dans l'affaire Max Baney. Faute bien en évidence dans la salle d'entrée, alors qu'il prévoit d'après réunion du bureau, le 15 juillet 1998, d'être à nouveau mis en cause pour ne plus délivrer de document à une personne connue que le propriétaire de l'élevage, a préféré décliner son identité

■ sa fonction, « pièces justificatives » à la Chambre Prudente et même à la police.

■ On est l'un des deux plus gros abattoirs de France : en Gironde, il n'y a jamais eu de telles anomalies », souligne, à Paris, le délégué général de l'Interprofession (Interbeef), Jean-Louis Bignon. De quoi frotter un chat : « Les quelque 1000 contrôles opérés, depuis 1996, par la répression des fraudes, ont permis de relever environ 100 infractions. C'est marginal », assure le dirigeant d'Interbeef. La filière viande, en pleine mutation, n'a pas fini de souffrir. Et les quelques 800 entreprises d'abattage de viande en gros qui compte en France, « une centaine font », seules, 60 % du marché. Beaucoup sont condamnées à mourir. Ou à frauder ? « Il y a des borderlines partout, soupire M. Bignon. Certaines entreprises passent la barre ; d'autres, trop pressées de grossir, la dépassent. »

■ Des bœufs qu'on vend comme saines, des vaches allongées devant les échelles, un passe-passe informatique, un logiciel qu'on revigore en plongeant dans l'eau à 10 ° d'argile (produit utilisé pour nettoyer les sols), des viandes qu'on décongèle « en express », les grands jets de Karcher : la

### Une production peu nombreuse mais diversifiée

■ Selon une étude du conseil économique et social d'Aquitaine, le cheptel bovin régional (870 000 têtes de bétail) ne représente que 4,2 % du cheptel national (chiffres de 1996). L'Aquitaine est au 12<sup>e</sup> rang des régions françaises pour la nombre de vaches allaitantes, à 12<sup>e</sup> rang pour celui des laitières. La production bovine intéressée 40 % des exploitations agricoles, soit 22 700 unités, souvent d'exploitation complémentaire, dans le Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques. Le nombre de ces structures a baissé de près de 60 % en vingt ans. Cette production est peu nombreuse mais diversifiée et de qualité, avec différents labels et plusieurs marques réputées, comme la Blonde d'Aquitaine, la Limousine ou la Bazadaise. La région est importatrice de viande de bœuf et exportatrice de veau. La Gironde est déficiente pour ces deux types de produits. Les livraisons régionales en viande bovine atteignent 1,8 milliard de francs (277,2 millions d'euros), soit 4,9 % des livraisons nationales.

■ Ces derniers temps, d'un peu de problème d'identification du bétail. Boucher comme son père, élevé depuis 1960, M. Godrie est un homme du métier. « Au coup d'œil, je sais si la viande est bonne. ■ même, je reconnaissais la race ! », avoue-t-il fièrement. Sauf qu'aujourd'hui, comme il le dit lui-même, « quand on a une viande, on a tout le papier » ; et que la mortification à marche forcée de la viande bœuf a entraîné des milliers d'élevages sur le carreau. « En ce moment, le nombre des bœufs est de 12 % dans le département. Qu'est-ce que vous voulez, conclut-il, les gens, ils en ont marre, prêts à décliner leur identité, elles ne touchent plus à la Gironde. »

■ MOURIR EN FRAUDER  
La « bonne entente », apparemment exceptionnelle, entre les services vétérinaires, la répression des fraudes, la gendarmerie et la justice, explique-t-elle, à elle seule, cette honte exception bordelaise ?

■ Si l'on voulait gratter ailleurs, comme on l'a fait en Gironde, trouverait-on dans chaque région, une ou deux entreprises où existent des anomalies », souligne, à Paris, le délégué général de l'Interprofession (Interbeef), Jean-Louis Bignon. De quoi frotter un chat : « Les quelque 1000 contrôles opérés, depuis 1996, par la répression des fraudes, ont permis de relever environ 100 infractions. C'est marginal », assure le dirigeant d'Interbeef. La filière viande, en pleine mutation, n'a pas fini de souffrir. Et les quelques 800 entreprises d'abattage de viande en gros qui compte en France, « une centaine font », seules, 60 % du marché. Beaucoup sont condamnées à mourir. Ou à frauder ? « Il y a des borderlines partout, soupire M. Bignon. Certaines entreprises passent la barre ; d'autres, trop pressées de grossir, la dépassent. »

■ Dans le quartier de Bordeaux, quelques pas de la place de la Comédie, une foule déboule de l'entrée d'un restaurant. Le menu est unique, l'entrecôte goûteuse et le prix modéré : depuis deux ans, l'endroit ne désespère pas. Le samedi, affublé les habitués, la débordé : « jusqu'au troisième étage du Grand Théâtre ». En dépit des scandales, de Brunet, de Damour, Max Baney : « il n'y a que les cantines et les gogos pour acheter de mauvaise viande », sourit un bon client, plein d'assurance. Comme on le dit, dans les couloirs feutrés de l'administration bordelaise, « la première vague de purges est passée ». Au moins en Aquitaine.

Christine Léviot et Catherine Simon

### TROIS QUESTIONS À... RÉGIS LESEUR

1 Vous êtes directeur de la brigade nationale d'enquêtes vétérinaires. Une cascade d'affaires vient d'secouer le milieu de la viande en gros à Bordeaux. Y a-t-il, dans ce domaine, une exception bordelaise ?

La région a connu une belle série d'opérations, vrai. Mais l'on devait dresser une cartographie des « affaires », on voit que l'Aquitaine n'est pas plus mal que les autres régions. Simplement, à Bordeaux, les choses se sont passées de manière spectaculaire. Les autorités judiciaires ont frappé fort. Des mises en détention provisoire ont été prononcées à l'encontre de gens connus - les Brunet -

Peut-être, aussi, faut-il garder en tête le contexte historique : la région bordelaise s'est appauvrie. L'élevage a diminué. La compétitivité analytique, première grande ré-

volution du marché de la viande, a généralisé à la fin des années 60, bouleversant les traditions. L'ouverture du marché unique, en 1992, a aussi changé la donne. Mais la dernière grande mutation, devenue vitale avec le thème de la viande folle, n'est pas le seul. L'élevage, qui permet d'assurer chaque tête de bétail, de la naissance à la mort, n'existe plus. Dans la région de Limoges comme ailleurs, les vieux bœufs de foie gras ont vu s'arrêter leur parcours en raison de leur culture. Seulement là, on est longtemps resté dans un état, je ne dirai pas archaïque, mais... Beaucoup d'entreprises n'ont pas résisté.

2 Avec ces « révoltes » successives de nouveaux types de viandes, de nouveaux types de fraude sont-ils apparus ? Autrefois, on travaillait sur le terrain, sur la bête, si j'ose dire. Aujourd'hui, le marché de la viande n'est plus un marché physique : on travaille sur des documents et sur le lien qu'il y a - ou

pas - entre ces documents et la denrée, viande ou bœuf. C'est là que se concentre l'habilité du fraudeur. Les vétérinaires, les vieux bœufs de foie gras ont vu s'arrêter leur parcours en raison de leur culture. Seulement là, on est longtemps resté dans un état, je ne dirai pas archaïque, mais... Beaucoup d'entreprises n'ont pas résisté.

3 La coordination marche bien entre pays européens ?

Il faudrait l'espérer. Les fraudeurs, eux, vont très vite. Au début des années 90, sont nées, mais des réseaux organisés. Ensuite, un responsable des services vétérinaires belge a été assassiné, en France. L'autre, les noms de leurs auteurs restent : Irlande, Espagne, Belgique. En France, il est fait son travail : globalement, il va bien. La sécurité alimentaire est bonne - c'est l'une des meilleures au monde.

Propos recueillis par Catherine Simon

L'legrand®

### Résultats consolidés 1998

Le conseil, réuni sous la présidence de M. François Grappolet, a arrêté les comptes de l'exercice 1998.

#### Comptes consolidés certifiés

	1998	MF	1997	MF
Chiffre d'affaires	2 177	14 278	1 130	13 018
Résultat opérationnel	351	2 302	313	2 051
Marge opérationnelle	16,1%		15,8%	
Bénéfice net	193	1 269	162	1 065
Marge nette	8,9%			

En dépit du ralentissement intervenu lors du dernier trimestre, notamment en décembre, le chiffre d'affaires est en croissance de 4,2% à structure et taux de change constants ; les données courantes, l'augmentation est de 9,7% après intégration de la division éclairage de sécurité URA Sofi et de la société américaine Optronics spécialisée dans le prééclairage des réseaux voix, données, images.

La progression des résultats et des marges prouve la capacité du groupe à tirer le meilleur parti de ses marchés ; c'est ainsi qu'en deux ans le résultat opérationnel aura progressé de 42% et le bénéfice net de 37%.

Le conseil proposera à l'assemblée générale réunie à Limoges le 26 mai 1999 la distribution d'un dividende net de 1,55 francs par action ordinaire et 2,48 francs par action privilégiée (ADP), soit respectivement environ 10,17 francs et 16,27 francs, en progression de 13% par rapport à 1997. Après déduction de l'acompte versé le 1er février, le solde, soit 0,85 euro par action ordinaire (environ 5,58 francs) et 1,36 euro par ADP (environ 8,92 francs) sera mis en paiement à compter du 14 juin 1999. Comme pour l'acompte sur dividende, les actionnaires dont le compte est tenu en francs recevront une somme en francs correspondant au montant total du solde converti au taux de 6,55957 francs pour 1 euro.

INFORMATION FINANCIÈRE - Tél : 49 72 53 53 - MINTEL : 3615 CLIFF et 3615 COB/BDC (039/039)

INTERNET : www.legrandelec.com

LES TRAVERSÉES  
L'HIVER  
FAITES COMME TOUT LE MONDE.  
PARLEZ AU SKI.

Vacances de février

A/R 5 JOURS à partir de 900 f

tarif stand valable au 30/09/99  
N'Azur 0801 63 63 01

SEA FRANCE SEALINK DES TRAVERSÉES QUI VALENT LE VOYAGE

plutôt  
et il ne  
tut au  
France  
de cé-  
IO, né-  
ce ou-  
conquis  
d'un pa-  
confie-  
miant

page 13  
dim 18  
mer 19  
jeu 20  
vend 21  
sam 22  
dim 23  
lun 24  
mar 25  
mer 26  
jeu 27  
vend 28  
dim 29

## HORIZONS

ENQUÊTE

**L**e 5 février, à Bonn, M. Britta Boehler, l'avocate d'Abdullah Ocalan, semblait, pour la première fois, réellement abattue. Elle qui suivait à ses pérégrinations de son client depuis son expulsion d'Italie. Le 16 janvier, il voyait plus de solution. Une une, les portes fermées. Ni Paris, ni Bonn, ni Oslo, ni même Athènes n'en voulaient. Moscou, Minsk, avaient dit non. Depuis trois semaines, l'Europe, pour le chef des indépendantistes kurdes Turquie, était devenue le continent sans visa. Il probable, craignait M. Boehler, qu'Ocalan devra finalement retourner à Turquie. « Ce serait la fin, il n'y survivrait pas. »

La prédition de l'avocate allemande s'est réalisée. Ankara s'est emparé de « l'ennemi numéro un », en depuis cinq mois. De droite à gauche, laïque ou islamiste, la classe politique turque, ou presque, honnit Abdullah Ocalan. Elle ne voit en lui qu'un « chef terroriste » aux mains du sang 30 000 morts – tués, leur immense majorité, par l'armée turque – depuis le début de l'insurrection kurde qui mène en Anatolie le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, depuis 1984. Personne, en Turquie, n'imagine que ces procès puissent conclure autre chose que la mort, quand les intellectuels sont condamnés à des dizaines d'années de prison pour des simples écrits « séparatistes ». « Cinq mois d'errance, » Apo « – l'Onclie », comme l'appellent ses partisans – ne les imaginaient pas dans les pires cauchemars lorsque, fin septembre 1998, l'armée turque massacra 40 000 soldats à sa frontière syrienne. Depuis quinze ans, Ocalan dans un confort douillet, planifiant de Damas les opérations de ses militaires en Syrie ou à travers l'Europe. D'autre faire, l'homme est arrivé très près. Mais alors fois, il comprend que le message de l'armée turque est clair. Avec Ankara, il a tout contentement. L'un porte sur l'autre, conclue entre la Turquie et Israël, l'autre sur les barrages construits par les Turcs sur le Tigre et l'Euphrate, est épine assez grosse pour ne pas y ajouter la question kurde.

Pour que l'orgueil syrien ne soit pas trop bafoué, le président attendra un mois. Il dit que son fils, Bachar, n'aurait pas été le moins heureux de se débarrasser d'Ocalan, qui lui permettait de porter un coup à la branche des services spéciaux syriens dans laquelle le chef kurde menait maints trafics. Fin octobre, celui-ci donc s'exfiltrera de Damas par des membres du FSB, le KGB soviétique. Direction Moscou. Vladimir Jirnovski, l'imprévisible ultranationaliste, se démentira beaucoup à la Douma, sans succès, pour lui obtenir l'asile. Le premier ministre Evgeni Primakov étudie, peu soucieux de son ombrageux voisin turc s'envenimer. Le 12 novembre, il intime l'ordre à Ocalan de quitter son territoire. Lequel informe son homologue que « le paquet dans l'avion ». Alors que pour destination, Apo pouvait penser avoir fait le bon choix A

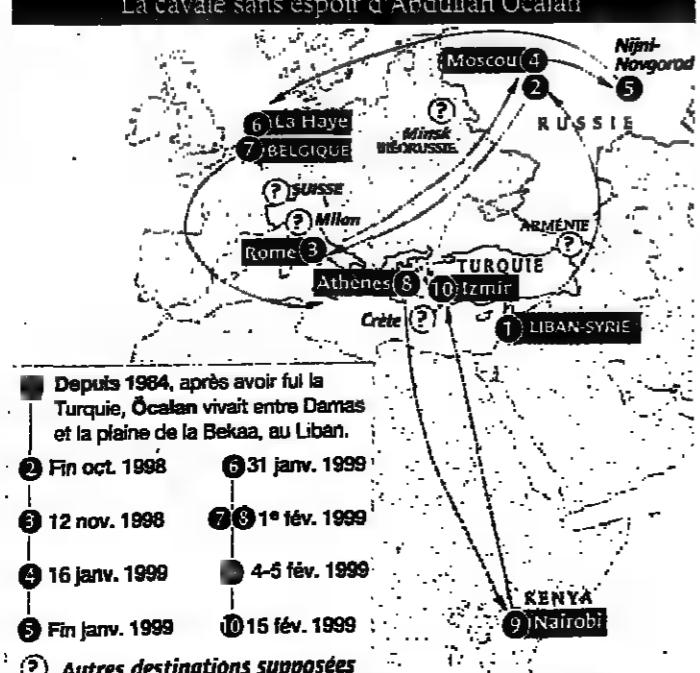
l'automne 1998, une session du Parlement kurde « edi » s'y était tenue. L'arrestation, le préteur ministre Massimo D'Alema (PDS) explique qu'il n'a aucune intention de l'extrader vers la Turquie : l'affaire Ocalan, dit-il, constitue « une opportunité importante pour rechercher une solution pacifique, l'unique possible à la douleur question kurde ».

O CALAN va être déclaré : le gouvernement italien est soumis aux pressions de tous bords. Les Turcs, qui ont portefeuille. Américaines, ensuite. La « solidarité européenne » qui Quintz s'apprête à la porte de l'Europe ; le contentieux grec-turc, notamment autour de Chypre, est épine assez grosse pour ne pas y ajouter la question kurde.

L'Allemagne, la première, s'estimera millions de Turcs vivent sur son sol, dont 500 000 Kurdes. Un mandat d'arrêt international a été lancé par les autorités contre le chef du PKK, pour un rôle dans divers attentats au territoire allemand. Mme Uwe-Karla Heye, porte-parole du gouvernement, affirme que ne demandera pas son extradition. Mieux, les Allemands « refoulent » leur mandat d'arrêt : les charges contre Ocalan sont aggravées, mais sa mise en détention reste... au seuil de l'Allemagne. Lave les mains de la présence du chef kurde en Italie. Le 27 novembre, Gerhard Schröder admet que si refuse à juger le chef kurde par « craintes de troubles à l'ordre public ».

Alors que Ocalan l'asile politique, le juger sur place, attendre la constitution d'un hypothétique tribunal international, ou européen ? Trois durant, les autorités et

La cavale sans espoir d'Abdullah Ocalan



## L'errance d'Apo, l'indésirable

**Fin octobre 1998, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Ocalan, dit « Apo », était contraint de quitter son repère syrien pour Moscou. Commençait une errance aux destinations incertaines, à mesure que se fermaient les frontières de l'Europe**

justice italiennes tergiverser, s'engager. Une chose sûre : l'Italie sera pour prendre la décision. Peu à peu, l'idée de débarquer de la « patate chaude » Ocalan s'impose. Le 20 décembre, à Rome, les négociations s'engagent sous égide américaine. Les Turcs comprennent que l'Italie peut accepter une extradition pure et simple vers Ankara. Ils proposent un « renvoi vers un pays tiers », et ne s'opposeraient pas à ce que ce soit l'Albanie ou D'Alema tente sa solution. « Apo » ne veut pas entendre parler. Ankara entretient d'excellentes relations Tirana-Yer. Ce serait, pour la Turquie, le moyen d'envoyer un commando pour « déliminer ». Les Turcs se tournent alors vers Tripoli. Sans plus succès. Le département fait savoir que l'envoi du « chef terroriste » en Libye constituerait un casus belli diplomatique.

Le personnage, lui, suscite la sympathie. Longtemps « ML » (marxiste-léniniste), admirateur de Mao et d'Enver Hodja, le culte de la personnalité a été misé sur de son parti. L'autocritique a été prise pour la moindre peccadille, la critique amère facilement devant un « tribunal national ». Mais il y a pire. La féroce de la répression turque au Kurdistan, avec ses centaines de villages rasés, 15 000 militants emprisonnés, 3 millions déplacés, ont engendré chez Ocalan et ses proches une forme de paranoïa aiguë, et une violence consubstantielle leurs activités. Aux Loups gris d'extrême droite et aux milices de villages mises en place par l'armée, l'appui de féodaux kurdes, qui terrorisent la population, le PKK use d'une contre-terreur qui, parfois,

dique chronique à Rome, un nouveau gouvernement, pour parfaitement l'extrader sans préavis vers la Turquie. Le 16 janvier, deux policiers viennent le cueillir dans sa ville de Rome, sur un aéroport militaire. Ocalan monte à bord d'un petit appareil non identifié à couleur blanche, sans signe distinctif sur sa carlingue. « Je quitte l'Italie de mon propre chef », assure-t-il, ajoutant que la liste du peuple kurde en phase plus difficile. La seconde demande de la Grèce, en Russie et en Italie, confirme l'urgence. À ce moment, Ocalan est très certainement au Kenya. Le lendemain, son avocate adresse au ministère des Affaires étrangères néerlandais une demande urgente d'asile pour raisons humanitaires. Le pays où réside Ocalan, affirme-t-elle, menace de le livrer à la Turquie. La cavale de la Haye : le chef du PKK est classé « indésirable » dans l'ensemble de l'espace Schengen.

Le 14, l'état se resserre. L'agence Dem, en Allemagne, fait savoir qu'Ocalan ne se sent pas en sécurité dans son lieu de réfugié Apo, qui a déposé une nouvelle demande d'asile à la Grèce, en Russie et en Italie, confirmé l'urgence. Il se déplace pour que sa vie personnelle garde jusqu'à ce qu'il en sache plus. Il est appelle aussi à Paris et Bonn, à qui il reproche d'avoir « criminalisé », pour que « ils veulent nous juger, cela [soit] fait sur la base du droit international, [qui] procurant toute garantie pour [sa] vie ». Le chef présente que l'échéance est proche.

Le lundi 15, une source autorisée grecque, annonce PAP, indique qu'« Athènes s'efforce de avec plusieurs de ses partenaires européens un lieu pour le leader turc Abdullah ». Duplicité ou faux diplomatie ? A l'heure où dépêche s'inscrit sur les écrans, le dirigeant nationaliste kurde est peut-être déjà entre les mains de ses ravisseurs. Sinon, il sur le point l'être. Le lendemain, M. Boehler affirmera que le transfert de son client de Kenya, où il s'était réfugié à l'ambassade de Grèce depuis environ dix jours, vers la Turquie, n'a pu se faire sans l'information ou la participation des Grecs.

Les Turcs, eux, exultent. « Où qu'il traquerons », assène le ministre de la justice d'Ankara le 23 décembre. La traque est finie. « Apo » sera incarcéré à Izmir pour interrogatoire et, déjà, Sir Nigel Rodley, rapporteur spécial de la commission de l'ONU sur les hommes, craint qu'il n'ait « l'objet tortures ou de mauvais traitements ». Le ministre turc de la justice a promis un « procès transparent ». Pour commenter, il a immédiatement interdit ses avocats de rencontrer Ocalan. Si « Apo » était condamné à mort, a déclaré mardi soir à Helsinki Cemal Deniz, un représentant du Front de libération nationale du Kurdistan, la partie du PKK, « ce serait la fin du monde ».

Près de l'ambassade grecque à La Haye (Pays-Bas), une femme kurde exprime sa colère devant un portrait d'Abdullah Ocalan, après l'arrestation du leader séparatiste kurde.

huit heures. Il serait, à ses dires, parti. Plusieurs députés confirment qu'« Apo » serait bien arrivé à l'aéroport d'Athènes le 1er février, mais, d'après eux, les autorités ne l'ont pas autorisé à descendre de son appareil, dans l'attente d'un pays d'accueil où il pouvait se rendre. Ce pays, l'évidence, n'existe pas. Le 3 au soir, « à la demande du ministre des affaires étrangères », la police belge rebrousser chemin à un petit Piper PA-42 privé en provenance de Brindisi, en Italie. Ocalan s'y trouvait-il ? La rumeur se répand. D'autant que c'est l'OTAN qui informe de l'éventuelle présence à bord d'un fugitif kurde.

C OMMENTANT l'épisode, l'avocate d'Ocalan, Britta Boehler, affirme qu'il n'a pas d'odyssee au-dessus des nuages. Mais elle ajoute que, désormais, son client « ne peut pas partir ». Nous le 5 février, lorsque M. Boehler envisage de la fin, infinie de la cavale de son client.

« refuge quelque part en Europe », Apo « a été le 7 février, un appel à la Grèce, l'Union européenne, la Russie et la Turquie pour la convocation d'une conférence internationale, organisée pour Kosovo, afin de sauver les Kurdes du génocide ». Le 12 février, l'éditorial allemand Der Spiegel affirme qu'« Apo », au désespoir, envisage de rendre aux autorités allemandes. Bonn rejette cette éventualité. À ce moment, Ocalan est très certainement au Kenya. Le lendemain, son avocate adresse au ministère des Affaires étrangères néerlandais une demande urgente d'asile pour raisons humanitaires. Le pays où réside Ocalan, affirme-t-elle, menace de le livrer à la Turquie. La cavale de la Haye : le chef du PKK est classé « indésirable » dans l'ensemble de l'espace Schengen.

Le 14, l'état se resserre. L'agence Dem, en Allemagne, fait savoir qu'Ocalan ne se sent pas en sécurité dans son lieu de réfugié Apo, qui a déposé une nouvelle demande d'asile à la Grèce, en Russie et en Italie, confirmé l'urgence. Il se déplace pour que sa vie personnelle garde jusqu'à ce qu'il en sache plus. Il est appelle aussi à Paris et Bonn, à qui il reproche d'avoir « criminalisé », pour que « ils veulent nous juger, cela [soit] fait sur la base du droit international, [qui] procurant toute garantie pour [sa] vie ». Le chef présente que l'échéance est proche.

Le lundi 15, une source autorisée grecque, annonce PAP, indique qu'« Athènes s'efforce de avec plusieurs de ses partenaires européens un lieu pour le leader turc Abdullah ». Duplicité ou faux diplomatie ? A l'heure où dépêche s'inscrit sur les écrans, le dirigeant nationaliste kurde est peut-être déjà entre les mains de ses ravisseurs. Sinon, il sur le point l'être. Le lendemain, M. Boehler affirmera que le transfert de son client de Kenya, où il s'était réfugié à l'ambassade de Grèce depuis environ dix jours, vers la Turquie, n'a pu se faire sans l'information ou la participation des Grecs.

Les Turcs, eux, exultent. « Où qu'il traquerons », assène le ministre de la justice d'Ankara le 23 décembre. La traque est finie. « Apo » sera incarcéré à Izmir pour interrogatoire et, déjà, Sir Nigel Rodley, rapporteur spécial de la commission de l'ONU sur les hommes, craint qu'il n'ait « l'objet tortures ou de mauvais traitements ». Le ministre turc de la justice a promis un « procès transparent ». Pour commenter, il a immédiatement interdit ses avocats de rencontrer Ocalan. Si « Apo » était condamné à mort, a déclaré mardi soir à Helsinki Cemal Deniz, un représentant du Front de libération nationale du Kurdistan, la partie du PKK, « ce serait la fin du monde ».

Sylvain Cyph

# Entreprises publiques : les 35 heures sous pression

**APRÈS** Air France et EDF-Gaz de France. La Poste devait signer mercredi 17 février avec quatre syndicats un accord sur les 35 heures, alors que les négociations se poursuivent à France Télécom, à la SNCF et à la RATP. Mais, pas plus que dans le secteur privé, les accords signés ou en cours de négociation dans les entreprises publiques ne sont aisément comparables. Certains, comme ceux de la compagnie aérienne ou du producteur d'énergie, sont clairement offensifs. L'accord d'Air France prévoit 4 000 créations d'emplois sur trois et celui d'EDF indique que 18 000 à 20 000 agents éventuellement

agents statutaires seront embauchés, ce qui revient à créer environ 3 000 à 5 000 emplois.

direction refuse de demander l'aide de l'Etat. En revanche, la direction de la SNCF évoque, elle, la possibilité de créer 10 000 emplois sous statut, et ses propos sur les aides publiques sont ambigus. ■ La Poste, malgré les 20 000 recrutements annoncés, l'accord ■ davantage défensif. Les syndicats signataires reconnaissent que leur objectif est de parvenir, au minimum, ■ préserver l'emploi dans une entreprise qui en supprimait en

**OBtenir la paix sociale**  
France Télécom est dans une situation paradoxale : ses 15 milliards de francs de bénéfices et son marché en pleine expansion devraient permettre, à première vue, à cette entreprise de créer des emplois. C'est

syndicats et, semble-t-il, les pouvoirs publics. Mais, soucieux de ne pas déplaire à ses actionnaires privés, Michel Bon, président de France Télécom, a annoncé dans un premier temps que l'entreprise continuerait de succomber près de lliorer ■ conditions de travail des agents, créer de l'emploi et revoir les organisations pour moderniser le service public ■ ■ fonctionnement ■ entreprises. ■ ■ ■ ■ amplitudes ■ ■ ■ ■ figurent qu'en effet.

communiqué de supplément près de 11 d'emplois. Devant le tollé syndical, la direction fait marche arrière. Elle évoque désormais, dans ses entretiens avec les syndicats, 0,9 % « seulement » de pertes d'emplois ; les syndicats espèrent bien parvenir, au moins, à stabiliser les effectifs.

Sur le plan social, la direction

A la RATP, les directions entendent réduire le temps de travail des seuls agents qui revanche, à la SNCF, la direction a accepté d'accorder environ dix-sept jours de congés supplé-

Comme par hasard, la chronologie de la signature des accords correspond au degré d'urgence dans lequel se trouvaient les directions de faire valider leur stratégie par les syndicats et d'obtenir une certaine paix sociale. Afin d'être crédible face aux investisseurs, Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France, avait besoin d'un accord avec les salariés de la compagnie avant l'ouverture du capital. A EDF, François Roussey devait, quite en payer le prix fort, rassurer les syndicats et leur montrer que l'ouverture à la concurrence à partir du 19 février n'allait pas s'accompagner d'une politique sociale régressive ni de l'abandon du sacro-saint statut. Claude Bourmaud et Martin Vial, les dirigeants de La Poste, ont également besoin d'un horizon social dégagé pour se pré-  
parer à la concurrence. Cela explique pourquoi, dans les deux derniers cas, les accords ont été signés dans l'immédiat, alors que les deux directions ont été tenues à établir un plan de travail pour les salariés qui, légalement, travaillent moins de 35 heures. Contrairement à ce qu'en disait Louis Gallois, le président de la Caisse nationale publique les rapports de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'emploi (Anact) qui indiqueraient que le temps effectif des cheminots est largement inférieur aux indications officielles. Comme l'a dit un dirigeant d'entreprise publique : « Si les cheminots travaillent effectivement moins de trente heures par semaine et s'arrêtent de travailler 10 ans, leur durée de travail tout au long de la vie est près de deux fois inférieure à celle d'un cadre du secteur privé. »

A EDF, un article passé inaperçu indique que la direction peut proposer des formules te-

La SNCF devra également pour se préparer à la concurrence introduite en catimini en marge du projet de loi de Dominique Voynet sur l'aménagement du territoire.

En revanche, à France Télécom, les grandes réformes sont passées puisque l'ouverture du capital a commencé en octobre 1997. À la RATP, aucune réforme de fond n'est en vue. La SNCF est dans une situation difficile : aucune réforme de structure n'est en vue mais la direction peut difficilement s'offrir une nouvelle grève. D'où les concessions accordées.

Il propose « des formules de départ en compte des années supplémentaires afin de permettre aux agents entrés tardivement dans les entreprises d'anticiper leur départ en inactivité ». Au moment où le débat sur les avantages des entreprises publiques, le moins que l'on puisse dire est que les concessions sont dans le sens de l'histoire.

Seul point commun entre les accords : ils reposent sur un accroissement de l'activité économique générant une meilleure utilisation des ressources humaines.

**A CONTRAIRENS DE L'HISTOIRE**

Une lecture attentive des accords permet de voir à quel point la pression syndicale a pesé sur les directions. A EDF-GDF, l'accord de 1997 sur les 35 heures, accord que la CGT n'avait pas signé, commençait par deux chapitres consacrés au développement de l'entreprise. Dans l'accord conclu en janvier, 35 sont abordées dès le chapitre, qui commence par la phrase : « La réduction du temps de travail ».

augmentation rendez-vous, les directions peut-être gagné leur pari l'on pourra dans entreprises où l'emploi garanti, la réduction du temps est contrepartie à la flexibilité nécessaire. En cas contraire, les 35 heures contribué à ver situation. Le pari est d'autant moins qu'une fois l'accord signé, la flexibilité annoncée n'est pas toujours au rendez-vous.

# Entre l'Iran et les Etats-Unis

**VESTIGES D'UN ANCIEN IRAN**

Les amis de M. Khatami ne sont plus non plus convaincus que la thèse américaine selon laquelle des missiles tirés par les aviations américaine et britannique sur l'Irak se sont «égarés» en territoire iranien. Malgré leur profonde aversion envers l'Irak, ils jugent intolérable la guerre que lui mènent les Etats-Unis depuis décembre 1998, qui ne fait qu'accroître les tensions dans la région. Ce ne sont là que les derniers vestiges d'un ancien Iran.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que leur révolution a été déclenchée par l'assassinat d'un général iranien à Bagdad, et que leur révolution a été financée par un million d'euros, soit 440 millions d'euros, par un millionnaire iranien exilé aux Etats-Unis, lequel a été tué par un commando américain dans une fusillade à Paris, l'an dernier.

quelques exemples. Les amis de M. Khatami peuvent donc difficilement empêcher la rhétorique anti-américaine. « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! », faisait scandier l'autre jour un meneur à un auditoire de douze mille adolescentes adolescents, selon le président de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, Abbas Abdi, aujourd'hui la presse réformatrice, déclare : « Ce que j'ai fait est tout à fait juste. Je ne le regrette pas. » D'autres initiatives doivent être prises pour ne pas blesser l'Iran.

**CAISSE DES DÉPÔTS**  
La photo du projet lauréat pour l'immeuble de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) a été inversée dans l'article que nous avons consacré à ce concours du quartier Austerlitz, au nord de la zone d'aménagement Seine-Rive droite. Merci de nous excuser.

Le Monde

**21 ■ RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05**  
■ 01-42-77-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 206 806 F  
Tél. relations clientèle ■ 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

---

ÉDITORIAL

---

**D**ANS la catégorie des petites nations qui sont systématiquement bafouées, mieux vaut ne pas être kurde. Mieux valoir être kosovar ou palestinien. Aux yeux des Etats-Unis ou de l'Union européenne, les Kurdes ne comptent pas. Ils sont vingt-cinq à trente millions, répartis sur quatre pays, parlent la même langue, ont autant de droits à l'économie ou à un début de représentation étatique que les Palestiniens ou les Kosovars et sont largement autant, si non plus, martyrisés qu'eux. Mais,

tion plus, martyrisées qu'ent. Mais, parce qu'il n'entre dans l'intérêt d'aucune grande puissance d'appuyer leurs justes revendications, parce que, pour leur malheur, les Kurdes de Turquie dépendent d'un Etat allié des USA et membre de l'OTAN, jugé essentiel à l'équilibre stratégique de la région, il n'y aura pas pour le peuple kurde Conférence de Madrid, d'accords de Dayton ou de Rambouillet. C'est une petite minorité condamnée par les grandes à vivre sous la botte. Déni de justice, flagrant, brutal, violente

Dans ce monde-là, il n'y a donc pas eu de visa pour Abdullah Öcalan. Le chef séparatiste kurde de Turquie était [ ] depuis plus de deux mois, chassé de Syrie, puis d'Italie et d'ailleurs. Il vient d'être arrêté - enlevé ? - au Kenya et remis à la Turquie, qui a, immédiatement, interdit [ ] avocats l'entrée sur son territoire. M. Öcalan est sans doute le chef d'une organisation, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, qui pratique le terrorisme, l'assassinat et le meurtre.

Avec la capture de M. Öcalan, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, porte un rude coup au PKK. Il peut exploiter la situation pour chercher enfin une solution politique à la guerre que connaît le Kurdistan de Turquie. Il peut [ ] par les armes turque velléité d'autonomie dans cette région. L'Union européenne devra [ ] fermer ses [ ] la Turquie, aussi longtemps qu'il le faudra. Car, même dépourvue d'une forte [ ] politique, l'Europe contemporaine doit affirmer le refus de régler [ ] le sort des Kurdes.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombeau  
Directoire : Jean-Marie Colombeau ; Dominique Aliby, directeur général ;  
Hervé-Jean Berges, directeur général Adcom

Délégué de la rédaction : Sidney Pastan

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Revault, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomme

Directeur artistique : Dominique Reyniéte

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont

Rédacteurs en chef :

Alain Frachon, Eric Izquierdo (éducatrice et enseignante) ;  
Laurent Grelon (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Koltsoff (D�ens) ;  
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Lemaire (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blanckin (Entreprise) ;  
Jacques Boiss (Aujourd'hui) ; Isabelle Savigneau (Culture) ; Châdian Massol (Secrétaire de rédaction)

\_\_\_\_\_ en chef technique : Eric Alau

Médiateur : Robert Solé

Délégué extérieur : Eric Paillassé ; directeur délégué : Anne Chassebourg

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;  
partenaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Marc, président ; Michel Nobécourt, vice-président

\_\_\_\_\_ directeurs : Hubert Berne-Méry (1944-1969), Jacques Fauvel \_\_\_\_\_  
André Laurens (1962-1965), André Rotondi (1965-1971), Jacques Lassus (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 965 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde,

Association Hubert-Berne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde Entreprises, Le Monde \_\_\_\_\_

LEADER

## Le travail en musique

**ON PARLE** beaucoup depuis quelque temps du « travail en musique ». On cite des statistiques à l'appui, que partout où l'on travaille ouvriers et employés en écoutant sur leur poste symphonies ou chansons rendent leur rendement s'accroît de manière saisissante pour l'entreprise.

On assure toujours à l'appui – que la musique « fonctionnelle » a pris en Amérique et en Russie « une place primordiale ». En 1947, elle comptait aux Etats-Unis plus d'installations pour l'emploi : Pour l'usine qui fait travailler une seule équipe pendant quarante heures par semaine, de 8 heures du matin à 16 h 45, avec une interruption de trois quarts d'heure pour le déjeuner, les périodes de fatigue situent de 10 h 30 à 11 heures de plusieurs équipes prévoit généralement un programme suivant : de 8 heures à 8 h 15 : musique d'ouverture ; de 10 h 45 à 11 h 07 : musique de fatigue [sic] : de 12 heures à 13 h 45 : musique au déjeuner ; de 15 h 30 à 15 h 44 : musique de fatigue ; à 17 heures, un nouveau cycle reprend la nouvelle équipe. »

Ailleurs les émissions sont continues. Elles durent que dure le travail. Les auteurs que « la musique dans l'industrie améliore les relations entre employeurs et employés, le moral diminue la fatigue ». La ponctualité du personnel est plus grande ; les bavardages moins nombreux. Bref, la musique à l'usine bien que les bureaux produirait, selon les partisans, meilleurs résultats.

**Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS**

*Le Monde* sur CD-ROM : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
*Le Monde* sur microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Films | [Télé](#) | [province](#) | 08-36-68-03-78

# L'atrophie industrielle, talon d'Achille des Etats-Unis

par Jean-Luc Gréau

**J**USQU'ICI, l'insolente prospérité américaine suscitait l'admiration. Elle fait maintenant naître un mystère. Au mépris de la crise asiatique et de son prolongement russe, les Etats-Unis sont entrés dans leur huitième consécutif de croissance. Cependant, la croissance de l'économie américaine au virus asiatique fait éclater le déséquilibre fondamental qui n'a cessé d'accompagner depuis vingt ans sa marche vers le plein emploi : un marché commercial chronique. Vingt années d'excédents font des Etats-Unis le premier débiteur du monde. Et, tandis qu'ils éclatent à saut d'appareil, le Japon, premier créancier, s'enfonce dans la déflation tout en subissant, l'oreille basse, la leçon de morale et son principal débiteur.

À la réalité américaine, le Francs contemporain connaît une autre attitude publique que le rejet dans les ténèbres extérieures d'une société fondée sur un système protégé par principe l'initiative et les droits individuels. Toujours, du point d'vue économique, les Etats-Unis présentent une image violente et contradictoire. Ce pays est un paradis pour les agents fondamentaux de l'économie : l'entrepreneur, l'actionnaire et le consommateur. Ces intérêts deux premiers nommés entrent en conflit, mais le troisième sort objectivement les deux autres, mais au prix d'un endettement.

Les Etats-Unis sont un paradis pour l'entrepreneur. Des ingénieurs et scientifiques français prennent chaque jour le chemin du pays pour participer aux créations d'entreprise. Ils ont pris conscience de formidable décalage entre le statut matériel moral de l'entrepreneur d'outre-Atlantique, toujours bienfaisant, dans la réussite comme dans l'échec, et celui de l'entrepreneur français, légitimé par la seule réussite et, dans ce cas, sommé d'enrichir. Mais, plus encore que la progression boursière, l'endettement est un facteur central pour l'expansion de l'économie américaine, car ses dépenses financières permettent l'augmentation des richesses tandis que les trillions de dettes se réduisent. Chaque Américain entre à la Bourse, il aide les actionnaires plus aisés à s'enrichir. Mais, plus encore que la progression boursière, l'endettement est un pilier de la société américaine.

Mais les Etats-Unis sont aussi un paradis pour l'actionnaire. Malgré ce qu'un Américain sur deux, au pire, aimerait faire, c'est qu'en raison du poids des grands actionnaires sur les directions d'entreprise. Première contradiction : la sacralisation de l'entrepreneur abruptement transformée par la dictature du capital institutionnel. L'Amérique reconnaît ses entrepreneurs comme des hé-

ros que pour mieux les subordonner aux préteurs-bureaucrates « fonds mutuels » - nos amis de l'échelle américaine - et des fonds de pension.

Enfin, les Etats-Unis sont un paradis pour le consommateur. Deux Américaines superposent : celle qui place une épargne croissante et celle, plus modeste, qui s'endette de façon également croissante pour faire face à ses besoins.

Cela explique simplement pourquoi les riches sont de plus en plus riches tandis que les travailleurs de rang moyen se rapprochent de dettes. Chaque Américain entre à la Bourse, il aide les actionnaires plus aisés à s'enrichir. Mais, plus encore que la progression boursière,

Toutefois, la boussole du consommateur et la direction des actionnaires favorisent un déséquilibre extrêmement dangereux pour l'économie mondiale. Le

déséquilibre extérieur des Etats-Unis émane d'un déséquilibre structurel intérieur. Les chiffres favorables de l'activité et de l'emploi, qui s'expliquent par la progression des services, masquent le pétrolier de l'industrie.

Cela peut être attribué en première instance à l'exigence de rentabilité financière imposée par les grands actionnaires. Il interdit aux entreprises de prendre des risques qui pourraient dégrader leur

## La boussole du consommateur et la dictature des actionnaires favorisent un déséquilibre croissant finalement dangereux pour l'économie américaine et la stabilité mondiale

de rentabilité. Or, plus le ratio est élevé - et c'est aux Etats-Unis qu'il atteint son sommet -, moins il permet aux entreprises de s'étendre vers d'autres marchés ou d'autres produits. Les actionnaires pressent, au contraire, les managers de céder les activités qui ne leur apparaissent pas strictement indispensables à l'exercice de leur principal.

Au mieux, les productions nouvelles seront réalisées par les en-

treprises nouvelles ou les entreprises étrangères installées sur le sol américain. Au pis, elles seront laissées aux soins des importateurs. L'industrie américaine ainsi moins vite qu'elle ne pourra.

On peut aussi incriminer le conjonction du grand marché américain et du marché mondial conféré au dollar. La première cible des exportations est l'Europe « émergente » de l'économie américaine. Leur pr

es placent l'économie américaine sous la menace précise d'un retournement conjoncturel.

Le premier réduit le réservoir d'emprunteurs solvables. Le deuxième fait courir un risque tant matériel que psychologique : une prolongation des actions, rendue plus un plus probable par l'évolution des marchés de profits, entraînerait une liquidation des portefeuilles, la faillite de nombreux individus et, par-dessus tout, un accroissement des anticipations des consommateurs, qui sont, aux Etats-Unis, rigoureusement aux perspectives de la Bourse. La troisième implique une réduction du taux d'investissement, strictement limité au taux de profit de l'industrie.

La fuite en avant de la réserve fédérale peut accentuer le double déséquilibre intérieur et extérieur des Etats-Unis et des marchés supplémentaires offerts aux pays qui exportent aux Etats-Unis. Ce rapport n'a cessé de se dégrader au long de la phase de croissance de la présente décennie. Le nombre des faillites personnelles s'accroît constamment. En dépit du plein emploi et de l'augmentation des salaires dans un contexte favorable aux salariés, près d'un million quatre cent mille Américains, chiffre record, ont invoqué les protections de la loi sur les banqueroutes personnelles entre juillet 1997 et juin 1998.

Par surcroit, les ménages ont

des dettes pour acheter

mier souci : l'acquisition de dollars pour rembourser leurs emprunts immobiliers en dollars ou financer leurs achats.

De cette situation relative de l'industrie américaine la vulnérabilité américaine. Plus les Américains consomment, plus le déficit creuse, mais aussi plus la dette intérieure gonfle. La récession de la prospérité américaine signifie donc, en dernière instance, sur la faculté des ménages à rembourser leur dette puis de rembourser celle exigée le maintien d'un rapport raisonnable - à l'échelle américaine - entre les ménages et les revenus des particuliers.

Or ce rapport n'a cessé de se dégrader au long de la phase de croissance de la présente décennie. Le nombre des faillites personnelles s'accroît constamment. En dépit du plein emploi et de l'augmentation des salaires dans un contexte favorable aux salariés, près d'un million quatre cent mille Américains, chiffre record, ont invoqué les protections de la loi sur les banqueroutes personnelles entre juillet 1997 et juin 1998.

Par surcroit, les ménages ont

des dettes pour acheter

très nombreux Basques à Bayonne (...), les vieux Bayonnais et une importante partie de la population n'ont rien de basque.

Cette limite entre « Pays basque », où s'appliqueraient inévitablement des mesures discriminatoires, et les pays voisins du sud de la Gascogne poseait plusieurs dizaines de problèmes bien concrets qui pourraient dégénérer en petits Fouras, à la belge (...).

En revanche, la vieille idée d'une région Adour-Pyrénées est beaucoup plus raisonnable. Elle permettrait à trois « pays » à forte identité, le Pays basque, le Béarn et la Bigorre, qui se sentent cubiques et très éloignés de leur capitale régionale (Bordeaux et Toulouse) et qui ont toujours vécu en grande proximité, d'exister à l'échelle européenne au sein de notre commune nation française, sans repli identitaire ni tentation centrifuge.

Jean Hourcade  
L'Etang-la-Ville (Yvelines)

## PASSAGE DU TÉMOIN

Au moment où se prépare dans l'industrie automobile la proposition de conventions articulées pour embaucher un grand nombre de jeunes, il sera important de proposer à ceux des personnels susceptibles de bénéficier de cette mesure, et qui désiraient, de choisir une formule de transition progressive d'activités pour assurer la mémoire de leur entreprise.

Moyennant un complément pédagogique, ces personnels qui ont vu progresser leur entreprise pendant plusieurs décennies sauront transmettre aux jeunes nouvellement embauchés leur enthousiasme, leur passion de travail bien fait, la mémoire de l'évolution de l'entreprise et les exigences de qualité des relations humaines que cela implique au quotidien.

Le surcroit de coût de ces personnels serait relativement faible face à l'ampleur des enjeux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui : une insertion dans la vie active à favoriser, des motivations à recréer et une éducation citoyenne à renouveler (...).

François Harsany  
Illkirch-Graffenstaden  
Bas-Rhin



Société Générale et Paribas forgent dorénavant leur avenir en commun. Ensemble, elles donnent naissance à la 4<sup>e</sup> banque mondiale par le total de ses fonds propres. SG Paribas, leader sur ses marchés, possède un fort potentiel de croissance.

Quelques jours après la naissance de l'euro, créant un marché de 300 millions de personnes, SG Paribas, puissante et diversifiée, devient la 1<sup>re</sup> banque française et la 1<sup>re</sup> banque de la zone euro par le total de ses fonds propres.

Une référence pour les clients : des services encore plus efficaces à travers tous les modes de distribution, y compris ceux qui offrent les plus récentes technologies ; des produits toujours plus performants et plus

Un atout pour les actionnaires : une rentabilité de 15 % sur fonds propres à l'horizon 2000 ; un bénéfice net par action en croissance de plus de 15 % par an en moyenne sur 3 ans.

Une ambition pour les collaborateurs : un dynamisme accru, gage d'avenir et de croissance tant en France qu'à l'international.

**SG PARIBAS**

## Deux Chili, deux langages

Suite de la première page

Mais qui sont ceux qui ont éprouvé ce séisme dans leur mémoire, qui sont ceux qui ont enterré ces images ? Ils ont écrit et je sais qu'un des plus indigents pourront rendre collectivement, par procédés de style, une intentionnelle des choses, parce que cela nous conduit à un autre immoral sur lequel il est : « C'est celui qui paie qui commande » que l'on peut lire ici : « C'est celui qui

Les victimes de la dictature n'ont pas oublié et moins enterré les images de l'horreur qui s'est déchaînée à partir du 11 septembre 1973. De plus, il y a au Chili beaucoup de jeunes qui n'ont pas oublié que, durant la présidence de Pinochet, il y a presque dix ans de démocratie surveillée, on a privés de droit historique. Ils connaissent plus que la justice espagnole le juge Garzón, que l'on veut diaboliser - la partie dans un éventuel procès Pinochet, un procès qui devrait s'étendre sur les responsables de l'horreur de la terreur.

Edwards s'affole en disant : « Je le cite intégralement, pour ne pas souffrir de phrases hors de leur contexte : « Le problème du procès de Londres existe, mais sa complexité et ses conséquences désastreuses pour nous, pour la conscience internationale s'est vu bombardé de faits de témoignages, d'images horribles, très difficiles à décrire. Je ne demande pas si personne ne s'était rendu compte des conséquences inévitables que cette affaire avait sur la classe militaire ou évidemment sur le monde. Je demande dans quel monde vivait, quel délit, quelle irréalité. Aujourd'hui, il fait d'un enchainement compliqué de circonstances, nous sommes obligés de regarder en arrière, de fouiller notre passé récent, à notre défendant. »

Pour les uns,  
la justice  
s'appelle justice ;  
pour les autres,  
elles s'appelle  
conséquences  
imprévisibles  
pour le modèle  
économique

Rien ne pouvait plus aider la société chilienne à récupérer son caractère démocratique que le « problème » de Londres. Et seul un procès du tyran et de ses complices démontrera aux Chiliens que la démocratie n'est pas seulement un circonstanciel, un événement, un état, mais une valeur qui se fonde sur le courage civil, civique, civilisé.

Pour comprendre l'inquiétude d'Edwards concernant les effets que le « problème » de Londres pourraient avoir parmi les civils et les militaires pinochetistes, il faut savoir non seulement il y a deux langages au Chili, mais qu'il y a aussi deux pays : l'un, celui des vainqueurs qui, soit ont profité d'un pays en confisquant leurs droits, droits sociaux, droits du travail, pour faire la loi, emprisonner, assassiner, exiler, soit sont contents des miettes qu'on leur accorde, à charge pour eux, en échange, de brouiller des euphémismes tels que régime militaire, excès, autoritarisme, et dans les cas les plus lamentables, de jouer aux proptétés qui avaient prévu, dès le gouvernement Allende, la faille des institutions.

L'autre Chili est celui des perdants, celui qu'on décrit des écrivains remarquables tels que Baldomero Lillo, Nicomedes Guzmán ou Manuel Rojas, le Chili des ceux qui ont rêvé de leur petite révolution, l'ont payée très cher, mais dont les survivants continuent de rêver d'une justice libre d'euphémismes, avec le droit d'appeler un chat un chat.

Il n'est pas d'être plus méprisable que celui qui est capable de proclamer qu'il n'a jamais été ni avec les vainqueurs ni avec les

vaincus et qui s'obstine à le répéter l'unique tribune possible, c'est-à-dire comme bouton au banquet des vainqueurs. À cette époque d'individus qu'appartient Enrique Lafourcade, dont Edwards nous dit qu'il est « un des auteurs les plus prolifiques et les plus doués de [sa] génération ». À la fin de 1973, il a publié un chapitre d'histoires intitulé *Salvador Allende*, un hybride mêlant plusieurs genres : il tentait d'expliquer qui était Salvador Allende ce qu'était le gouvernement de l'Unité populaire. L'auteur, qui n'a jamais été ni avec les vainqueurs ni avec les vaincus, présente le président martyr comme un ivrogne invétéré qui, de plus, abusait de l'alcool. Tout cela pour soutenir que la responsabilité de la faillite des institutions chiliennes incombe à la pathologie psychique d'Allende. Lafourcade n'a jamais été un proche d'Allende. Le camarade président, un intégrité politique humaine n'ont pas été défendus, mais moi qui l'ai connu, puisque je m'en suis participé à son niveau personnelle. Le GAP, terribles, sanguinaires, anthropophages, l'hystérie pinochiste, l'auteur en question, je crois que dans le fond il a prétendu qu'il portait son nom et sa morte.

Allende, il me semble, a été l'un des livres volontiers Lafourcade : il appréciait les femmes. Il buvait du Chivas de douze ans d'âge. Il aimait les glaces à la noix de coco. Il lisait les poèmes de Neruda et admirait, par exemple, ceux de Léon Felipe. Il avait l'habitude de dire que le vrai vin est rouge et que les autres sont des imitations. Il collectionnait les cravates italiennes. Il était amateur de bonnes pâtes, remarquable cavalier, et il aimait le culte de l'amitié. Il pensait que tout le temps pour être proche du Gramsci que Marx. Et une génération, qui a donné de grandes quantités industrielles des auteurs prolétaires, a été détruite, a été perdu en faveur de la classe moyenne, marginalisée par rapport à ce bassement à transformer une société dont l'injustice était flagrante. Si je parle de trahison, c'est parce que cela me fait toujours mal de voir qu'un homme publiquement son manque de trahison.

Personne ne peut ni ne doit se sentir au-delà du bien et du mal, et encore moins nous, qui avons la responsabilité de la parole écrite. C'est ce qu'ont cru pratiquement tous ceux qui, au lieu de « s'abstenir prudemment en conscience », étaient engagés en sachant qu'ils pouvaient y rester. Je pense, par exemple, à Oscar Lagos qui m'a remplacé dans le GAP, à combattre aux côtés d'Allende au palais de Moneda avant de fuir, à vingt et un ans, dans les cachots du régime Tacha de Santiago. Le cas d'Oscar Lagos est un de ceux qui grossissent le dossier du juge Garzón et empêchent de dormir militaires et civils pinochetistes, « obligés aujourd'hui de regarder en arrière » et de voir leur main ensanglée tandis que l'autre volait les biens de leurs victimes.

Le Chili, un pays divisé et deux langages. Pour les uns, la justice s'appelle justice ; pour les autres, s'appelle conséquences imprévisibles pour le modèle économique. Pour certains, la campagne est le lieu familial où on passe l'été ; pour d'autres, elle est la terre où, on s'est tué au travail. Il y a ceux qui parlent de flexibilité de l'emploi, les autres subissent l'exploitation et l'absence de droits.

Je n'aime pas troubler le sommeil de quiconque, mais il est bon que ceux qui, aujourd'hui, sont si atrocement préoccupés par le sort du satrape à Londres sachent qu'ils continueront à avoir des insomnies, quel que soit l'arrêt des Lord, et que nous ne lâcherons pas tant que Pinochet ne sera pas sur le banc accusé. Notre cauchemar n'est pas terminé. Le vôtre commence seulement.

*Luis Sepulveda*  
(Traduit de l'espagnol  
par François Maspero)

• País

DRIVE 150

HORIZONS-DÉBATS

LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999 / 17

## Pour un nouveau droit à la banque

par François-Xavier Bordeaux

Imaginons

Le lien social précède le lien économique, ce qui explique que sa destruction déclenche un déclin progressif de la précarité sociale. La vraie porte de la déchéance et de la marginalisation s'ouvre à partir de la suppression de la relation bancaire. C'est alors pour beaucoup un point de non-retour, malheureusement plus en plus fréquent, pour deux raisons : l'impitoyable sélectivité commerciale des banques, qui rejettent les clients les moins rentables et les plus fragiles, et la tendance irrésistible à la concentration internationale, qui conduit les établissements de crédit à arbitrer pour le global contre le local. En d'autres termes, au bilan des grandes banques, la finance sociale.

Sur le crédit est vital, au même titre que l'accès au logement. Si l'Etat perd une partie substantielle de sa souveraineté dans l'autonomie quand il dépend financièrement, il en est de même pour un banquier ou une femme dans la banque. Or, aujourd'hui, pour la distribution du crédit (entre 50 000 F et 150 000 F) pour financer l'emploi, l'emprunteur de projets. Il y aurait, à côté, une nouvelle activité de crédit à la consommation, destinée aux exclus de la banque et qui serait l'héritier moderne du crédit sur gage, une autre forme d'intérêt social. Sa mission serait de financer l'achat de maisons préfabriquées (literie, machine à laver le linge, etc.). Il y aurait, enfin, la collecte locale d'une épargne solidaire, en vue de fournir les ressources nécessaires à ces activités de crédit.

Un enjeu est donc de regagner une partie du terrain abandonné

institutionnelle. Ce mouvement se caractérise par son utilité non lucrative. Il faut lui donner droit à cette place qui lui revient : la périphérie du système bancaire, tout en maintenant des attaches et des passerelles afin de prolonger plutôt que de concurrencer ou de s'y opposer. Il convient en effet de ne pas modifier les règles de sécurité et d'autorité du marché de l'argent, de façon à exiger des nouvelles banques rigueur et professionnalisme.

Les solutions pour parvenir à la collecte des partenaires qui doivent être organisées à l'échelon local de façon à recréer un véritable face-à-face entre l'épargnant et le porteur du projet, qui pourrait être par l'intermédiaire d'un produit d'épargne standard et populaire. C'est, fort modestement, l'indispensable contrepartie à la globalisation bancaire.

Reste la collecte des partenaires qui doivent être organisées à l'échelon local de façon à recréer un véritable face-à-face entre l'épargnant et le porteur du projet, qui pourrait être par l'intermédiaire d'un produit d'épargne standard et populaire. C'est, fort modestement, l'indispensable contrepartie à la globalisation bancaire.

Il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles banques traditionnelles. Une mobilisation de l'économie marchande qui se réaccueille dans le monde des hommes et des femmes qui en sont exclus. Des expériences ont montré que, si possible, il faut maintenant franchir une autre étape en donnant les moyens d'agir sur l'ensemble du territoire. Pour que ce droit à la banque nous demeure de référence à l'Europe.

François-Xavier Bordeaux, président de la Caisse sociale et développement local de Bordeaux.

## Participez

à la création de la banque  
n° 1 en France  
n° 1 dans la zone euro.

## 8 actions Paribas pour 5 actions Société Générale

Les actions Paribas apportées à l'échange bénéficieront du dividende Paribas versé au titre de l'exercice 1998.

Société Générale et Paribas unissent leurs forces, leur culture, leur dynamisme et leur ambition.

**SG Paribas** : 1<sup>re</sup> banque française, 1<sup>re</sup> banque de la zone euro et 4<sup>re</sup> banque mondiale par le total de ses fonds propres.

**SG Paribas** : 21 milliards d'euros de fonds propres, 15,8 milliards d'euros de revenus, 2,1 milliards d'euros de résultat net, 220 milliards d'euros d'actifs gérés, 1<sup>er</sup> portefeuille européen de participations industrielles.

**SG Paribas** : 80 000 collaborateurs au service de 10 millions de clients et une présence dans 80 pays.

SG Paribas dispose de tous les atouts et s'affirme dès aujourd'hui comme un leader.

Offre publique  
d'échange sur les  
actions Paribas

Du 12 février  
au 18 mars 1999 inclus

Paribas Actionnaires  
0800 05 17 88

Pour toute  
information, adressez-vous à votre banque  
ou à votre intermédiaire financier

Une note d'information (n° 005 99-116) est  
disponible gratuitement sur simple demande  
aux dépositaires, aux intermédiaires financiers et aux sièges  
de Paribas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris  
et de Société Générale, Tour Société Générale,  
12 cours Valmy, Paris-la Défense 7.

**SG PARIBAS**

plus  
is, il ne  
rit an-  
France  
de cé-  
SO, né-  
ce ou-  
conquis  
l'un pa-  
confi-  
minant

page 13  
60... 18  
hard... 19  
... 22  
je... 25  
... 25  
and... 25  
natio... 25



## La justice américaine étudie les moyens de mettre fin au monopole de Microsoft

La défense du géant du logiciel se montre contre-productive

**Le groupe Bill Gates, qui, depuis janvier, fait défiler ses témoins à la barre, tente de démontrer que sa position dominante sur le marché**

**WASHINGTON**

de notre correspondant Le procès de Bill Clinton est fini, celui de Bill Gates continue. La défense continue de faire défiler ses témoins à charge. Mais tout ne se passe pas aussi bien que prévu pour les avocats de Microsoft. Face à l'agressivité de David Boies, qui représente le département de la Justice et les Etats qui poursuivent le géant du logiciel pour violation de la loi antitrust, des défauts sont apparus dans la curiosité de la défense.

Il y a deux ans, le département réfléchit aux moyens de faire face au monopole de Microsoft sans mettre à mal la concurrence. L'économie mondiale envisageait alors une intégration dans la lignée du démantèlement de Standard Oil en 1911 ou d'AT&T en 1984. Il s'agirait de diviser Microsoft en plusieurs compagnies, comme le géant du téléphone a été divisé en plusieurs Baby Bell. La défense contrariait Bill Gates dans sa politique de pénétration financière dans les sociétés qui refusent de se plier à ses exigences. Pour forcer à la concurrence, les codes de programmation de Microsoft pourraient aussi être vendus à plusieurs compétiteurs.

Les débâcles de la défense ont commencé en janvier avec l'arrivée à la barre d'un professeur du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui a expliqué que la position dominante de Microsoft sur le marché des logiciels n'était pas un monopole, mais une « concurrence dynamique ». Mais l'accusation a déniché un texte de 1982 dans lequel cet universitaire prétendait le contraire. Puis ce fut le tour de plusieurs responsables de la firme de Redmond, mal préparés à leur confrontation avec M. Boies. Ce dernier a utilisé une série de courriers électroniques internes, échangés par milliers à l'intérieur de Microsoft, où il se souvient d'avoir été confronté à un concurrent. Une série d'autres, certes signées du vice-président Paul Maritz, proposaient une stratégie

des systèmes d'exploitation n'est pas un monopole. Mais les dépositions sont confuses et les avocats de Microsoft produisent une vidéo

controversée. La justice étudie les différentes sanctions qui permettraient d'imposer le retour à une véritable concurrence dans les logiciels.

**ERREUR INEXCUSABLE**

M. Boies a été d'une lettre à Hewlett-Packard critiquant les pressions exercées par Microsoft sur ses partenaires. Si cela n'a pas été une erreur, c'est que l'ensemble des procès à redémarrer avec les Américains sont friands, et que une autre bataille va se présenter pour la même chose. Il s'agissait de prouver que, contrairement à ce qu'affirme le public, « navigateurs » et systèmes d'exploitation sont intrinsèquement liés, qu'ils peuvent opérer ensemble et que l'adjonction d'un « navigateur » entraîne - en l'occurrence celui de Netscape - la perte de leur fonctionnalité. Cette expérience a malheureusement été faite de

telle manière qu'elle a perdu toute crédibilité, et Microsoft a dû demander l'autorisation d'en réaliser une autre. « Nous n'avons pas filmé le bon système », a déclaré James Alchin, responsable de Windows.

Ces ratés, tout comme l'imprécision répétée des témoins de la défense face aux questions de M. Boies, ont agacé le juge, qui a déclaré : « Cela n'est guère positif pour l'image d'une entreprise dont, l'an après l'autre, partenaires et clients décrivent la stratégie agressive, prédatrice.

Le symbole du miracle économique américain est la haute technologie. Mais la peine d'amende, à laquelle s'ajoute une profonde réorganisation interne qui vient d'être annoncée, a réduit la réputation, comme celle de Bill Gates, risque de s'en détacher. Ce qui ne peut pas que être perdu, loin de là. Les bénéfices sur la spécificité du navigateur, et sur la nature d'un monopole, sont loin d'être terminés.

Pauline de Beer

## Le procès n'a pas freiné les projets de Bill Gates

**LE PROCÈS** engagé en octobre 1998 par l'Etat américain contre Microsoft a beau déstabiliser les énergies, le groupe continue à avancer ses plots pour gagner encore des parts de marché. Première capitalisation boursière mondiale, annoncée mi-janvier, des résultats triomphaux : 12,5 milliards de bénéfices (1,75 milliard d'euros) pour un chiffre d'affaires de 4,94 milliards de dollars, en croissance de 38 %.

Devant de pratiques anticoncurrentielles, avec ses systèmes d'exploitation Windows qui font tourner 90 % des ordinateurs dans le monde, Microsoft continue de progresser sous toutes les bannières. Développer sa présence sur Internet, l'une de ses principales préoccupations, notamment par la mise en ligne de son site MSN.com. Ce dernier attire plus de 10 millions de visiteurs sur le Web aux Etats-Unis, selon la société de marché Media Metrix.

En rivaux Yahoo!, infusek ou Excite, Microsoft multiplie les points d'entrée sur Internet électronique : après s'être associé, avec succès, à Noble, le groupe 3W s'apprête à annoncer une alliance avec un autre partenaire pour vendre des livres en ligne. Les visiteurs du site de Microsoft peuvent aussi accéder, d'un simple clic, aux services Expedia (agence de voyages), CarPoint (vente de voitures) ou WebTV Network (programmes de télévision). « Un double intérêt poussé à investir dans le site, explique Isabelle Polu, responsable marketing pour MSN France. Nous voulons répondre aux besoins des utilisateurs qui désirent faire leurs achats ou trouver de l'information sur le Web, nous souhaitons développer nos partenariats avec des sites spécialisés dans le commerce électronique sur Internet. »

En janvier, Microsoft a conclu un accord avec le moteur de recherche Altavista auquel deux sociétés feront la promotion mutuelle de leurs sites. « Notre but est de générer le maximum de trafic sur notre site afin d'attirer la publicité », précise Isabelle Polu. La publicité est la principale source de revenu de l'activité multimédia de Microsoft, qui ne devrait pas être rentable avant 2002.

Deuxième axe de développement du groupe de Bill Gates, l'accès à Internet lui-même. Le marché du transfert des données via le réseau de réseaux devrait plus que doubler d'ici 2002, pour représenter un chiffre d'affaires de 19 milliards de dollars (17 milliards d'euros), estime Datamonitor.

Pour développer les infrastructures nécessaires, Microsoft multiplie, et aussi, les partenariats avec des spécialistes. En décembre 1998, il a, par exemple, investi 200 millions de dollars dans l'opérateur de télécommunication Qwest Communications International. Ces investissements ont pour but d'offrir aux entreprises un réseau de fibre optique pour se connecter rapidement à Internet via les logiciels de Microsoft de type WinNT. Afin de développer le type de services pour les particuliers, le fabricant de logiciels a annoncé fin janvier sa prise de participation pour 500 millions de dollars dans l'opérateur britannique NTL, ainsi que l'achat d'actions d'une valeur de 300 millions de livres dans le câble-opérateur britannique Pan-Europe Communications.

**RETARD** Microsoft n'en oublie pas pour autant d'entretenir ses positions sur le marché des systèmes d'exploitation et des logiciels de bureautique (Word, Excel, Access, Office). Le grand chantier du moment est la préparation au lancement de la nouvelle version de Windows. « Nous réalisons plus de tiers de notre chiffre d'affaires dans les systèmes d'exploitation et les applications bureautiques, explique Steve Ezrazy, directeur du marketing de Microsoft France. La commercialisation de ce dernier système d'exploitation, Windows 2000, pour la fin de l'année, ainsi que le complément bureautique Office 2000 constitue donc un élément majeur de notre croissance pour 1999 », ajoute-t-il. Le retard pris dans la commercialisation de Windows 2000 aurait d'ailleurs entraîné la démission du grand patron de la division Windows, Steve Dumke, en décembre 1998.

Le groupe, qui a développé un logiciel spécifique pour les machines fixes à Internet, se prépare également à offrir l'accès à Internet depuis un téléphone mobile. Trois mois après avoir signé avec Qualcomm (téléphone numérique mobile) une filiale commune, Network Knowledge, Microsoft a conclu, en février, un partenariat avec British Telecom (BT). Il lui permettra d'implanter le logiciel BT sur le marché des téléphones mobiles et d'entreprendre ainsi la suprématie aux nouveaux ordinateurs-téléphones fil. Un marché porteur qui devrait atteindre 20 milliards de dollars (17,8 milliards d'euros) à l'horizon 2002, selon le cabinet de consultant Andrew Seybold.

Emmanuel Paquette

## L'union Hoechst-Rhône-Poulenc ne se ferait pas à parité

**POUR LA PREMIÈRE FOIS**, un porte-parole de Rhône-Poulenc reconnaît, dans le *Wall Street Journal* du 17 février, que la fusion avec Hoechst, pour créer Aventis, ne devrait pas se faire à 50/50 comme annoncé, mais devrait différer légèrement en parité. Le groupe allemand devrait détenir la majorité du capital du numéro deux des sciences de la vie.

Ainsi, ce projet n'a pas encore été approuvé par les assemblées générales des deux groupes. Hoechst s'est refusé à tout commentaire sur un article du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16 février, rapportant que le Koweït, qui détient 24,5 % du capital, est hostile à la fusion.

Les deux français et de Rhône-Poulenc doivent « conserver toute leur place au sein » d'Aventis, a déclaré, mardi 16 février, Christian Pierret, directeur général d'Industrie. L'industrie répondait à une question sur le rapport d'un consultant américain, Monitor, qui a recommandé la fermeture ou la cession sur une période de 10 à 15 ans plusieurs sites du nouvel ensemble, notamment celui du centre de recherche de Romainville (Seine-Saint-Denis) appartenant à Hoechst.

La CGT a organisé une manifestation devant les sièges de deux groupes à la Défense, près de Paris, jeudi 18 février.

## Framatome rejette l'idée d'une fusion avec la Cogema

**DOMINIQUE VIGNON**, président du groupe de réacteurs nucléaires Framatome, a déclaré, dans un entretien à *Echos du Siège* du 17 février, qu'une fusion avec la Cogema n'était pas souhaitable. Il souligne l'importance du projet réacteur franco-allemand EPR. M. Vignon considère que c'est l'association de l'activité nucléaire et de la connectique qui donne au groupe son équilibre global. « Les électriques allemands sont assez disposés pour participer au financement. Si l'Etat est engagé en France, il souhaitera prendre une part dans la centrale », a indiqué le président de Framatome.

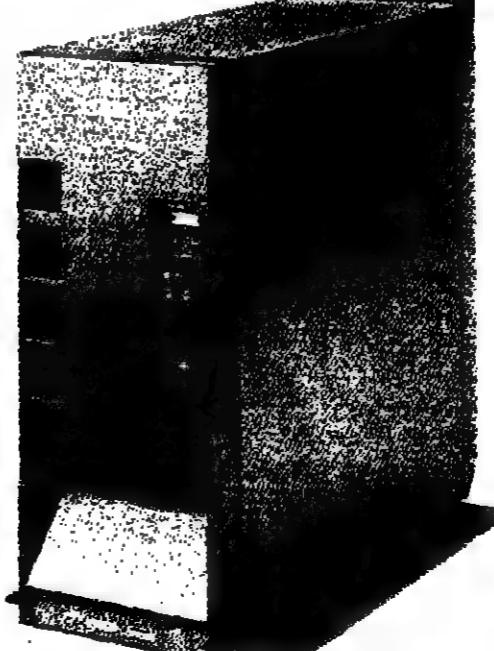
A propos de la position de Siemens sur le dossier, M. Vignon a affirmé que « Siemens s'engagera sur aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Il a clairement qu'il souhaite continuer le projet ».

### Installez votre AS/400 en mars 1999. Ne payez rien avant l'an 2000.

Vous avez du 5 au 26 février pour profiter d'une offre incroyable. Commandez un AS/400 en mars 1999 et payez à la fin de l'année. Le paiement jusqu'en janvier 2000, suivi de 24 mois de location sans frais. Vous avez bien lu, cette offre sans précédent porte sur la nouvelle gamme AS/400e dont le rapport prix/performances est favorable que jamais. Février ne dure que 28 jours, ne perdez pas une minute pour renvoyer votre coupon-réponse. Vous pouvez aussi appeler le 0 801 TEL IBM (0 801 835 428) ou sur internet [www.as400.ibm.com/france](http://www.as400.ibm.com/france).

} e-business tools'

## Equipez-vous maintenant, payez plus tard. Beaucoup plus tard.



IBM

\* 24 mois de LOA au tarif HT de l'AS400e. Cette offre porte sur la nouvelle gamme AS400e annoncée en mars 1999, utilisée sur le modèle 710 (tarif 2269) et certaines évolutions matériel (non calculée). Ces conditions s'appliquent à des commandes passées avant le 12 mars 1999 pour livraison avant le 31 mars 1999, sous réserve d'accordation du dossier par IBM France Financement. Cette offre n'est combinable avec aucune autre. \*Date d'ouverture

**Coupon-réponse à renvoyer avant le 28 février 1999** à IBM Direct BP 51 F-45802 St-Jean-de-Braye Cedex

Oui, je suis intéressé(e) par l'offre "Location An AS/400" d'IBM France Financement. Merci de me contacter.

Nom : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ e-mail : \_\_\_\_\_

Code Siret de l'entreprise : \_\_\_\_\_ Déjà équipée d'un AS/400 :  OUI  NON

Vous en relation avec un Commercial IBM :  OUI  NON Si oui, ses : \_\_\_\_\_

Le formulaire doit être validé pour être traité par votre banque ou votre assureur. En application des dispositions des articles 34 et suivants de la loi "Informatique et Liberté" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations recueillies à votre

plutôt  
es, il ne  
rit an-  
France  
de cé-  
40, ne-  
re ou-  
conquis  
Pun pa-  
confie,  
marrant,

page 13  
18  
19  
22  
25  
26  
28  
29

## COMMUNICATION

LE MONDE JEUDI 18 FÉVRIER 1999

## Les investissements publicitaires devraient faiblir en France en 1999

Après une croissance de 4,9 % en 1998, les dépenses de communication ne devraient augmenter que de 3,6 % cette année, selon l'étude France Pub. La difficulté des experts à évaluer les investissements réalisés dans la télévision montre le changement de comportement des annonceurs

**LA CROISSEMENT** du marché publicitaire en France sera inférieure, en 1999, à la moyenne mondiale. Les experts français d'Havas, qui devaient rendre publique, mercredi 17 février, leur étude annuelle France Pub, tablent sur une progression du marché français de 3,6 % cette année. Cette prévision, qualifiée de « pessimiste » par les auteurs de l'étude, est sensiblement inférieure à celle (4,1 %) annoncée pour le monde, en décembre 1998, par les experts britanniques Zenith Media et américains McCann-Erickson (*Le Monde* du 24 décembre 1998). Elle devrait, toutefois, être légèrement supérieure à la progression du produit intérieur brut (+3,4 %). En 1998, le marché publicitaire a été dopé par la demande intérieure. La presse d'abord. Les quotidiens ont profité d'investissements réalisés par les annonceurs pendant la Coupe du monde de football ; la presse quotidienne régionale retrouve « enfin et pleinement », selon Alberto Pedrola, responsable de l'étude France Pub, un taux de croissance positif ; la presse ma-

gazine professionnelle améliore leur performance de 6,5 % et 5,5 % ; la gratuité, de son côté, stabilise. Les afficheurs également ont tiré partie de l'envolée des dépenses publicitaires pendant le Mondial, notamment pour les panneaux dans les gares, métro et les aéroports. En revanche, les panneaux grand format — victimes de la stabilisation des campagnes locales réalisées par les petits annon-

**LES CONTRADICTIONS DE LA TÉLÉ** C'est la radio qui a profité de la publicité locale : les annonceurs locaux y ont augmenté leurs dépenses de 5,7 %. Tous médias confondus, les campagnes locales sont élevées à 51,2 milliards de francs (7,8 milliards d'euros) en 1998, contre 114,9 milliards de francs (17,5 milliards d'euros) pour les campagnes nationales. « La publicité locale devient de plus en plus une déclinaison géographique de la stratégie des grands

Le marché publicitaire

local souffre du recul du indépendant et du déclin de l'autonomie publicitaire des franchises des réseaux commerciaux », explique M. Pedrola.

Les médias de masse continuent à attirer les annonceurs, la télévision en particulier. La télévision est, en revanche, contestée. Les experts d'Havas affirment que les dépenses des annonceurs ont crû de façon « sensiblement supérieure » (+5,2 %) à celle des médias (+4,9 %). Une statistique, fondée sur des déclarations faites par toute une représentation du marché, contredit les bilans d'autres experts, tels qu'Ipso-Media, l'agence média Carat Expert. Ceux-ci affirment, s'appuyant sur des chiffres fournis par l'institut Secodip, que, pour la première fois, la progression de la télévision a ralenti en 1998 : « Les investissements y ont progressé de 5,1 %, contre +11,2 % pour la presse, +14,7 % pour la radio et +10,9 % pour l'affichage », affirme Luciano Bosio, directeur général adjoint de Carat Expert. Ces contradictions cachent une



tation — ne répartissent plus leurs investissements suivant l'ancienne logique médias/hors-médias, un tiers pour les deux tiers.

Il est donc le bon ton de distinguer désormais les annonceurs « traditionnels » des annonceurs « relationnels » : « Les deux tiers des annonceurs revendiquent un lien direct avec le consommateur individuel comme axe principal de leur stratégie à venir », indique Alberto Pedrola. Les deux constituants leur principal outil de communication (42 % en tout) ont l'intention d'en créer un autre en 1999. Leur stratégie s'articule autour des mailings, mais aussi par l'entreprise, ou le marketing téléphonique. En 1999, les annonceurs relationnels prévoient d'augmenter leur budget publicitaire principalement dans le multimédia (72 %) alors que seulement 21 % des annonceurs traditionnels envisagent d'augmenter leur investissement, majoritairement dans la presse (66 %).

Florence Amal

### Internet dépasse le cinéma

Le marché de la publicité interactive a doublé entre 1995 et 1998. Même si les dépenses des annonceurs sur le Web représentent en France encore moins de 1 % des investissements publicitaires, il s'agit de la seule progression à deux chiffres du secteur, avec le cinéma : Internet a généré un chiffre publicitaire de 1,3 milliard de francs en 1998, une progression de 70 % par rapport à 1997, désormais supérieur à celui de la publicité au cinéma.

67 % des annonceurs estiment que la publicité sur Internet est devenue incontournable, qu'elle permet de toucher des cibles précises et qu'elle est indispensable au maintien de la compétitivité. Toutefois, la majorité des annonceurs estiment que les mesures d'audience ne sont pas fiables, affirme-t-on chez Havas. Et deux tiers craignent qu'une présence sur Internet n'entraîne le risque d'être sollicité par des importants.

### Les annonceurs japonais ont réduit leurs dépenses depuis déjà un an

AU JAPON, les dépenses ont diminué, en 1998, de 3,8 % de moins qu'en 1997 pour leur communication.

Ce chiffre, publié mardi 16 février par le conglomérat de communication Dentsu, était attendu dans l'ensemble par les professionnels occidentaux puisque le Japon connaît depuis décembre 1998, une contraction de ce marché publicitaire à l'échelle de l'Asie (Le Monde du 16 janvier).

Selon le rapport de Dentsu, les investissements publicitaires se sont élevés à 5 759,7 milliards de yens (43 milliards d'euros), en régression pour la première fois depuis cinq ans. Les investissements dans les quatre grands médias au Japon — journaux, magazines, télévision et radio — ont chuté de 4,2 % sur l'année 1998, les dépenses ayant diminué de 6,7 % dans les journaux et de 2,9 % à la télévision. La baisse annuelle a été enregistrée dans le premier trimestre.

d'autre part, 56 % des dépenses publiques de la zone Asie-Pacifique. En mesurant l'impact de la crise financière sur la consommation japonaise, cette statistique reflète la prévision pessimiste des experts britanniques de Zenith Media, qui annoncent une augmentation de 1,5 % entre mai et juin. Ensuite, la Coupe du monde de football et la fin des marchés de l'information, du téléphone et des télécommunications, principaux moteurs de la communication publique en 1998 dans le reste du monde, n'ont pas eu d'effet sur les médias japonais.

**PERSPECTIVES PESSIMISTES** Selon les médias électroniques ont continué à afficher une croissance à deux chiffres pour la quatrième année consécutive. Ce secteur, également en très forte croissance dans les autres pays du monde, représente toutefois 1 % des investissements publicitaires japonais.

La plupart des entreprises nippones ont tranché net dans leurs investissements publicitaires au deuxième semestre. A l'exception des banques et compagnies d'assurances, qui ont augmenté leurs dépenses de 8,1 % par rapport à 1997. De la même façon, les producteurs de boissons, en faisant porter leur charge sur la promotion du café, des boissons sans alcool et whisky, avec les cigarettiers, augmentent leurs dépenses publicitaires de 10 % en 1998.

Pour 1999, les perspectives publicitaires ne sont guère plus optimistes. Les experts médias du groupe Dentu tablent sur une croissance de 0,2 % des investissements dans les journaux, les magazines, la télévision et la radio soit une quasi-stagnation à 3 776,1 milliards de yens, soit 3 770,3 milliards de yens en 1998.

F.A.

### Manière de voir

Le bimestriel édité par

### LE MONDE diplomatique

## L'indispensable atlas des conflits

Une cartographie originale

Une bibliographie commentée

Des sites de référence sur Internet

Un glossaire détaillé  
UN DOSSIER À NE PAS MANQUER



Du Kosovo à la Palestine, du Congo au Timor-Oriental, de Chypre au Soudan, de la Colombie à la Bosnie, du Caucase à l'Irlande, du Golfe à l'Albanie...

## Un éclairage en profondeur sur les crises actuelles qui secouent la planète

La nature et les conséquences de l'hégémonie américaine

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 4,50 F - 8,30 €

### Une plate-forme stratégique pour l'AFP

LA RECHERCHE du nouveau président de l'Agence France-Presse (AFP) s'organise doucement après la fin du mandat de Jean Miot, le 2 février. Les représentants de la presse de l'Etat au conseil d'administration ont adopté une « plate-forme stratégique » pour fixer les objectifs du futur patron de l'agence. Les administrateurs « estiment que l'AFP ne réunira durablement les conditions de l'équilibre économique qu'en redéployant efficacement sur les marchés internationaux et en diversifiant ses services sur les nouveaux supports et services d'information ».

Les administrateurs, qui s'engagent à faire une réflexion sur la modernisation du modèle de l'agence, proposent des aménagements de la politique commerciale et qu'une évaluation du « fonctionnement et de la rentabilité des filiales ». Ils assignent plusieurs priorités au futur président : la gestion

de l'agence « sur la base d'un budget de reconduction qui sera adopté dans les plus brefs délais » par le conseil d'élaboration, « pour septembre, d'un plan stratégique à trois ans assorti d'un échéancier, d'un plan d'affaires et d'un plan de financement dont le budget pour l'an 2000 pour la première année d'exécution ». Les administrateurs préconisent « une amélioration de la productivité (...) par la maîtrise de l'évolution de la situation salariale et de la modernisation de la gestion des hommes ».

Pour l'heure, quatre candidats postulent à l'investiture au poste de PDG : Daniel Jubert, ancien directeur de *La Presse de la Manche* ; Michel Meyer, directeur de RFO-Guadeloupe et ancien directeur de l'information de Radio-France ; Jacques Ravary, ancien PDG de la Régie ; Gilbert Grellet, directeur pour l'Europe et l'Afrique à l'AFP.

Nicole Waller

### Prisma Presse renforce son pôle économique

LE GROUPE PRISMA PRESSE, de Bertelsmann, renforce son pôle économique. Christine Mital, directrice adjointe de la rédaction de *Nouvel Observateur*, est nommée récemment en chef déléguée du *Capital*. Cette nomination intervient après celle de Vincent Beauflis, ancien directeur de la rédaction de *Nouvel Economiste*, au poste de rédacteur en chef de *L'Essentiel du management*. Jean-Joël Gurvitz, éditeur des deux titres et rédacteur en chef du *Capital*, et Kerdallant, ancien directeur de la rédaction de *L'Entreprise* (groupe Expansion), rejoignent également Prisma Presse. En particulier, pour répondre à d'éventuels projets, le groupe d'André Ganz prévoit, pour septembre, le lancement d'une édition française de *National Geographic*.

**DÉPÈCHES**  
**AUDIOVISUEL** : l'animateur vedette Guillaume Durand pourra arrêter à la rentrée de présenter l'émission « Nulle part ailleurs », diffusée sur Canal Plus. Alain de Greef, directeur des programmes de la chaîne, n'a pas souhaité donner cette information dans *Vox*. Nagui a démenti vouloir lui succéder.

■ Une pétition de soutien à Henri Chambois, responsable des Reportages sur TF1, lancée par journalistes, réalisateurs, caméramen et producteurs, qui soulignent l'éthique et la honnêteté. Ils regrident la « curiosité médiatique » qui a suivi la révélation que deux reportages dans *Paris Match* étaient bidonnés. ■ Fantôme, une machine d'animation en 3D, créée et dirigée par Georges Lacroix, a dépassé son bilan. Le tribunal de commerce de Paris a étudié cette affaire, jeudi 18 février.

■ **PRESSE** : l'ensemble syndicat de journalistes (sauf la CFTC) et les représentants de la presse et de l'audiovisuel public et privé (TF1 et M6) ont entrepris, mardi 16 février, une discussion « exploratoire » sur l'application de 35 heures dans les entreprises de presse. Le patronat est favorable à une « approche annuelle du temps de travail » vu la spécificité du métier de journaliste. Le SNJ, la CGT et la CFDT souhaitent une semaine de quatre jours. ■ La firme d'investissements américaine Evercore Partners devrait acquérir, pour 700 millions de dollars (685 millions d'euros), American Media Inc., l'éditeur du *National Enquirer* et du *Star*, les deux principaux magazines américains, en termes de diffusion, après *TV Guide*. ■



**FINANCES ET MARCHES**

## VALEURS EUROPÉENNES

■ L'action Deutsche Bank a gagné 4,43 %, mardi 16 février, en anticipation d'un bénéfice record. Ce dernier, publié mercredi 17 matin, a été multiplié par quatre, à 4,04 milliards d'euros.

■ Le titre de l'éditeur de progiciels informatiques Baan s'est adjugé un gain de 6,21 %, mardi 16 février, après l'annonce d'un important contrat avec Delta Airline.

■ L'action de la Barclays a grimpé de 8,37 %, mardi, grâce à l'annonce d'un bénéfice net en hausse de 12 %, ■ 1,91 milliard de livres (1,33 milliard d'euros). ■ La spéculation sur le titre BFMV a bondi de 10,21 %, à 11,20 euros.

■ Le titre Electrolux a bondi de 8,54 %, mardi ■ février, soutenu par la publication d'un résultat d'exploitation en hausse de 33 %, ■ 6 milliards de couronnes suédoises (environ 750 millions d'euros).

■ La spéculation sur le titre BMW s'est ralentie, mardi 16 février ; l'action s'est adjugé un gain de 0,3 %, à 747,6 euros.

doises, un niveau supérieur aux prévisions des analystes.

■ Le titre du laboratoire pharmaceutique Sanofi a progressé de

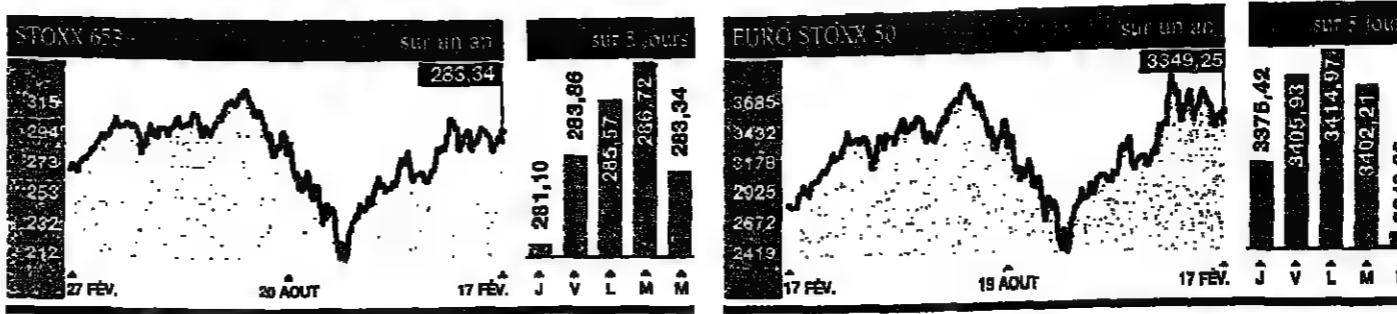
L'action du groupe Royal Dutch abandonné 2,28 %, ■ février, poursuivant ainsi le mouvement baisse enclenché depuis la publication de mauvais résultats, ■ 11 février.

**ESTATE PLANNING SERVICES, INC., PROVIDES A FULL-SERVICE PLANNING PERSPECTIVE, CATERING**

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille	CHIMIE	
MITSUBISHI	JP	25,41	...	ACA -A	SE 11,97
MMAG	BE	30,65	+ 0,10	ACA -B	SE 11,98
BMW	DE	748	- 0,67	AIR LIQUIDE /RM	FR + 133,7
CONTINENTAL	DE	26,1	+ 1,16	...	NL +
DAIMLERCHRYSLER	DE	34,6	- 0,82	...	...
FIAT	IT	2,64	- 1,73	...	...
FIAT PRTV	IT	1,45	- 1,36	...	...
LABORATOIRE	FR	187	...	...	...
LUCAS VARIETY	GB	4,14	+ 1,07	...	...
MAGNETI MARELLI	IT	1,35	+ 0,75	HENKEL KGA	DE 70
MICHELIN-B./RM	FR	40,25	- 0,62	HOECHST AG	DE +
PEUGEOT RAV	FQ	129,5	+ 0,78	KO	DE 7,83
PIRELLI	IT	2,65	- 1,87	KEMIRA	FI +
RENAULT	FR	45,06	+ 0,12	LAFORTE	DE 3,33
SOMMERR ALIBER	FR	22	- 2,54	LENZING AG	AT +
VALSOI/RM	FR	76,4	- 4,50	...	...
VOLKSWAGEN	DE	84,3	- 1,30	...	...
VOLVO -A	SE	25,83	...	...	...
VOLVO -B	SE	24,40	...	...	...
				DIL SOKA CHIMIE	DK 11,17

COUNTRIES				
ABBEY NATIONAL	GB	19,58	+ 3,25	
ANTR HOLDIN	DE *	11,11	- 0,56	
ANTR IRISH BA	IE	16,01	- 4,02	
ALPHA CREDIT	GR	107,79		
AMICO PS	ES *	22,09		
B PINTO MAYOR R	PT *	18,93		
BANCO ESS	PT *	10,88		
BANK AUSTRIA AG	AT *	11,11	- 0,41	
RANK		18,16	- 0,15	
CF FIRABUS	ES *	42,17		
BANKINTER	ES *	34,76		
BARCLAYS PLC	CB	11,11	- 2,30	
BAY HYPO-ÜVER	DE *	54,6	- 1,45	
PIEDEGRAM	IT *	5,31	- 1,11	
BNP PARIBAS	IT *	1,25	+ 0,43	
BNP PARIBAS	IT *	1,25	+ 0,43	
BCO BILBAO	ES *	13,16		
BCO BILBAO	ES *	10,91		
SCO BURGOS ESP	ES *	60,6		
BCO	ES *	17,95		
BCP REG	PT *	27,35		
CCP /SM	FR *	72,3	- 0,07	
CCP /SM	FR *	70,5	- 0,56	
CHRISTIANIA BK		3,04		
COMIT	IT *	5,85		
COMMIBANK OF GR	GR	114,70		
COMMERCIALBANK	DE *	25,5		
DEN DANSEK BK	DK *	112,85		
DEN NORSKE BANK	NO	3,46		
DENMARK BANK A	DE *	48,6	+ 0,82	
DEUT CC	SE *	148,2	+ 0,47	
DEUTA	FR *	135	- 0,07	
DEUTSCHE BK AG	DE *	22,7		
ERGO BANK	GR	78,05		
ESTAT	AT *	46,42	- 91,41	
FOERNINGSSB A	SE	22,76		
FIM	NO	5,82		
HALIFAX		11,20	+ 1,43	
HOLD HOLD		22,17	- 2,28	
IMI	IT *			
IONIAN BK PEGS	GR	22,73		
JYSKE BANK, PEG	DK	77,81		
KAPITAL HOLDING	DK	43,04		
LBC		70,75		
LLOYDS		13,10		
MERITA	FI *	5,6	- 0,90	
NAT BANK		63,59		
NATEXIS	FR *	53	- 0,93	
NATL WESTM BK	GB	16,70	- 1,75	
NETHERLAND HOLD		5,87		
OBERRBANK	AT *	93	+ 1,61	
OBERRBANK	AT *	22,7	- 0,44	
OBERRBANK	GB	17,74	- 1,78	
S-E-BANKEN A		9,83		
SPARENBANKEN	NL *	165		
CATHARINA-A	FI *	136,1	- 0,58	
SV	SE *	35,13		
SV	CH	278,25	- 0,85	
VIRGINIA ITAL	IT *	4,81		
VIRGINIA ITAL	IT *	4,81	- 0,50	

PRODUCTOS DE BASE		COTIZACIONES	
		ES	GB
ACERNOVA REC	ES	—	—
ALUMINUM GREC	GR	82,82	—
ARJO WIGGINS AP	ES	1,74	-0,83
ASSIDOMAEN AB	SE	15,60	—
AVESTA	SE	3,14	—
BEKAERT	SE	—	+0,75
BILTON	GB	—	+1,65
BOEHLER-UDDEHOLM	AT	41,1	-0,99
BRITISH STEEL	—	1,81	-0,80
CALUMET INC	NL	16,16	-4,15
CUNCL FRE	GB	3,43	—
CARTBURGO	IT	8,2	—
DEGUSSA-HUELS	DE	35	+2,94
ELEKTRA OSLO	—	12,55	—
ELVAL	GR	11,94	—
INPARSA	PT	20	—
JANUS MATTHEY	GB	6,42	—
MAYER-MELNHOF	AT	40,86	-0,61
METSÄ-SERIA	FI	6,45	-0,15
MONT B FR	—	22,49	—
NORSKE	NO	27,26	—
OUTOKUMPUI OY-A	FI	7,5	+1,35
PECHINEY-A	FR	31	-0,96
PORTUCEL INDUST	PT	6,35	—
REEDS	FI	5,35	-1,83
RIO TINTO	GB	11,51	—
SIDENOR	—	23,71	—
SIB BARYTE	GR	33,19	—
SIMURFIT JEFFERS	—	1,75	+0,84
SONAE INDUSTRIA	PT	12,1	—
SOPCORTEL	PT	11,01	—
SW ST A FR	SE	8,71	—
STORA ENSO-4+	FI	7,8	-1,27
STORA ENSO-4R	FI	—	-0,98
TAURUS CELULLULO	—	19,32	—
THYSSEN	—	—	-1,45
UNILEVER B	SE	8,75	—
UPM-KYMINE COR	FI	—	-1,63
USINOR	FR	12,01	+0,03
VIHALCO	GR	31,20	—
WEZET-PIINE ST	AT	24,85	-0,91



BEAVER GROUP		SE	MT	+0,57	LIBERTY INTL.HDG	SE	SE	+0,52	METRA -	SE	-1,83	BIENS DE CONSOMMATION
IT+		1,47		-	IT+	■■■■■	■■■■■	-1,49	MORGAN CRUCIBLE	GB	3,02	AHOLD
		8,36		-1,38	IT+	■■■■■	■■■■■	-0,52	GB	2,14	NL	
		0,51		+0,49	MEPC	■■■■■	■■■■■	-0,23	NFC	GB	+0,69	ASDA GROUP PLC
BRYANT GROUP PL		0,51		-0,87		■■■■■	■■■■■	23,76	NKT HOLDING	DK	72,83	ATHENS MEDICAL
CHARGEURS RM	FR+	■■■■■	■■■■■	-3	NATIO-INTER C-	NL	■■■■■	■■■■■	OCEAN GROUP	GB	11,44	AUSTRIA TABAK A
■■■■■ MED./RM	FR+	85,2		-3,07	PARIBAS	FR	■■■■■	■■■■■	PENINSOLIENTS	GB	10,42	BEIERSDORF AG
■■■■■ GRP	GB	0,51		-	FIN	GB	12,74	-1,47	PREMIER FARRELL	DE	2,83	BIC /RM
■■■■■ GRP	GB	10,69		-1,87	RODAMCO NV	KL	■■■■■	■■■■■	PREUSSAG AG	DE	428	INT'L AIRLINES
■■■■■ GRP	GB	2,33		+1,31		■■■■■	■■■■■	16,98	RAILTRACK	GB	21,74	CASINO GP /RM
■■■■■ GRP	DE	■■■■■	■■■■■	-0,78	SEFIMEG N/RM	FR	■■■■■	■■■■■	RANSTAD HOLDIN	NL	48,5	CR UNITS A-
ELECTROLUX -B-	SE	■■■■■	■■■■■	-	SIMCO N/RM	FR	■■■■■	■■■■■	RATIN +A-	DK	175,53	CPT MUDRAZ /R
EMI GROUP	■■■■■	■■■■■	■■■■■	-0,95	SLOUGH ESTATES	GB	4,67	+0,63	RATIN -B	DK	180,91	DELHAZE
EURO DISNEY /RM	FR+	1,11		-1,77	UNIBAIL	FR	■■■■■	■■■■■	RAIJMA OY	FI	10,8	ESSILOR INTEL /R
FINNARIA	FI	■■■■■	■■■■■	+1,21		IT	■■■■■	■■■■■	RENTORL INITIA	GB	6,33	ETS COLRUYT
G. THOMAS PLC	DE	■■■■■	■■■■■	-0,78	VALLEHERMOSO	■■■■■	■■■■■	-1,33	REVAIR	GB	2,77	FYFFES
HERMES INTL.	■■■■■	■■■■■	■■■■■	-0,76		■■■■■	■■■■■	11,28	REXEL /RM	FR	76,8	GIR
HPI	FR	73		-2,54	■■■■■ PLC	GB	5,60	+4,63	RHI AG	AT	24,8	GOODYS
HUNTER	NL	0,38		-1,89		■■■■■	■■■■■	5,60	RIETER HLDG N.	CH	224,57	IMPERIAL TOBACC
KLM	NL	25,2		-0,35		■■■■■	■■■■■	-	SANDVIK A-	SE	18,07	KESKO OY
LADBROKE	■■■■■	■■■■■	■■■■■	-1,18		■■■■■	■■■■■	11,28	SARUR ARBON N	CH	400	L'OREAL /RM
■■■■■ /RM	PR	9,8		-0,20		■■■■■	■■■■■	-	SCANIA AB A-	SE	23,89	LAURENT CIG
■■■■■ /RM	PR	2,47		-		■■■■■	■■■■■	13,93	SCANIA AB B-	SE	24,08	PROMODES /RM
■■■■■ /RM	PR	230,3		+0,04		■■■■■	■■■■■	-0,31	SCHINDLER HOLD	CH	1438,75	RECKITT &
■■■■■ /RM	GB	1,44		-1		■■■■■	■■■■■	42,23	SCHINDLER HOLD	CH	1560,36	SAFEMAW
■■■■■ /RM	GB	3,08		+0,96		■■■■■	■■■■■	-1,72	SCHNEIDER /RM	FR	53,05	SAINSBURY J. PL
■■■■■ /RM	GB	2,58		+0,99		■■■■■	■■■■■	42,8	SEAT-PAGINE GIA	IT	1,18	SEITA /RM
■■■■■ /RM	CH	185,80		-1,17		■■■■■	■■■■■	-2,14	SECURICOR	GB	8,82	SMITH &
■■■■■ /RM	DK	9,51		-0,43		■■■■■	■■■■■	104,24	SECURITAS B-	SE	12,82	STAGECOACH HLDG
■■■■■ /RM	DK	81,6		-		■■■■■	■■■■■	-1,27	SGS GENEVA BR	CH	738,13	TABACALERA REC
THE SWATCH	CH	801,41		-1,50		■■■■■	■■■■■	42,23	SHANKS & MCNEAN	GB	3,30	TAMRO
THE SWATCH GRP	CH	117,68		-1,44		■■■■■	■■■■■	-0,86	SIDEL /RM	■■■■■	TESCO PLC	
WILLIAM BAIRD	GB	1,37		-		■■■■■	■■■■■	10,24	BTR SIEBE	■■■■■	TNT POST GROEP	
WILSON BOWDEN	GB	8,88		+0,61		■■■■■	■■■■■	-1,27	SITA /RM	FR	189,4	■■■■■
WOLFORD AG	AT	42		-2,25		■■■■■	■■■■■	-	SKF A-	SE	12,28	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	GB	0,84		-4,55		■■■■■	■■■■■	41,70	SKF B-	SE	12,28	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	154,4		-0,72		■■■■■	■■■■■	-1,06	SKF C-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	235,5	SKF D-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF E-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF F-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF G-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF H-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF I-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF J-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF K-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF L-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF M-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF N-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF O-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF P-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Q-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF R-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF S-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF T-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF U-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF V-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF W-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF X-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Y-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Z-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF A-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF B-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF C-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF D-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF E-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF F-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF G-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF H-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF I-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF J-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF K-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF L-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF M-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF N-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF O-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF P-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Q-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF R-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF S-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF T-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF U-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF V-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF W-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF X-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Y-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Z-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF A-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF B-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF C-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF D-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF E-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF F-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF G-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF H-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF I-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF J-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF K-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF L-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF M-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF N-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF O-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF P-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF Q-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF R-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF S-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF T-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF U-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF V-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF W-	SE	30,40	■■■■■
■■■■■ UK UNITS	PR	235,5		-		■■■■■	■■■■■	-0,64	SKF X-	SE	30,40	■■■

"DEPUIS QU'ON LUI PARLE  
DE SELF TRADE,  
IL S'ÉNERVE POUR UN RIEN,  
IL PARLE TOUT SEUL..."

**14,95 EUROS HT PAR ORDRE  
DE BOURSE QUEL QUE SOIT  
LE MONTANT DE LA TRANSACTION  
SOIT 98,07 F HT**

APPELEZ LE 0 800 16 9000

SELF-TRADE  
ACTIONS, OBLIGATIONS, REVOLUTION  
[www.selftrade.fr](http://www.selftrade.fr)

## VALEURS FRANÇAISES

• Elf abandonnait 1,51 %, mercredi 17 février, au cours des premiers échanges à la Bourse de Paris, à 91 euros. Le titre ne profitait pas de l'annonce officielle en début de journée d'un accord entre l'Iran, Elf et l'italien Agip pour la mise en valeur du gisement gazier offshore Doroud.

• Le titre Eurotunnel, qui a été la vedette de la Bourse de Paris, mardi, avec plus de 80 millions d'euros échangés et une hausse de 17,7 %, à 1,33 euro (*lire page 21*), reculait de 1,5 %, mercredi, à 1,31 euro.

• Après l'annonce de l'abandon par le Crédit communal belge (groupe Dexia) et Snap de leur projet de regrouper leurs activités d'assurance-vie sur le marché belge, le titre Dexia cédait 0,74 %, à 134,5 euros.

• Techint, dont les résultats pour 1998 ont agréablement surpris, était bien mercredi matin (-0,40 %), après avoir gagné 13,5 %, mardi, dans un marché portant sur 1,30 % du capital.

• L'annonce du transfert à l'Etat des titres de Thomson-CSF détenus par Aérospatiale Etat avait déçu au marché qui craignait que les actions soient à la Bourse. Le titre, ayant affirmé qu'il verrait à titre Thomson restait stable autour de 30,58 euros.

• Le CCF, qui a beaucoup profité de l'intérêt présumé d'ING, perdait un peu de terrain (-0,3 %), à 79,75 euros.

## RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 17 FÉVRIER Cours relevés à 12h30

Liquidation : 19 février

	Prix précédent	Cours	Cours en francs	% Var.	Compte [1]
BNP (T.P.)	148,00	887,70	887,70	-	
CEYLONNAIS (T.P.)	143,00	822,50	822,50	+ 1,81	22/10
RENAULT (T.P.)	440,00	2887,08	2887,08	+ 0,45	24/10
SAINT-GOBAIN (T.P.)	177,20	1174,16	1174,16	+ 1,01	15/07
THOMSON SA (T.P.)	130,00	1098,00	1098,00	-	
ADMAR	81,00	811,78	811,78	-	
REF.	28,50	285,20	285,20	- 1,51	12/05
AIR LIQUIDE	184,00	1056,20	1056,20	+ 2,23	28/05
ALCATEL	88,70	924,90	924,90	+ 2,03	30/05
ALSTOM	94,00	944,10	944,10	+ 1,12	10/07
ATOS TECHN. #	200,70	1581,16	1581,16	+ 0,70	28/05
ATOS CL.	188,00	1569,00	1569,00	-	
ANA	120,50	775,24	775,24	- 1,90	11/05
BAL INVEST	182,00	822,57	822,57	+ 1,19	10/07
BAZAR HOT. VILLE	68,00	589,00	824,41	+ 8,13	17/07
BERTRAND FAURE	58,00	545,00	584,71	+ 7,71	20/04
BCI	54,00	545,00	550,61	+ 1,08	14/01

GROUPES &gt; 1000

VALISES &gt; 1000

Valeurs &gt; 1000

COURS &gt; 1000

## AUJOURD'HUI

LE JEUDI 18 FÉVRIER

**SPORTS** Le navigateur italien Giovanni Soldini a récupéré, mardi 16 février, la Française Isabelle Autissier, qui était en perdition dans le Pacifique sud lors de l'Around Alone, la

course à la voile autour du monde en solitaire avec escales. ■ SON MONOCOQUE, PRB, avait chaviré la veille en raison de la défaillance d'un de ses pilotes automatiques. La navigatrice

avait alors déclenché sa balise de détresse. ■ PARTIS SÉPARÉMENT d'Auckland (Nouvelle-Zélande), les deux marins vont regagner ensemble Punta del Este (Uruguay), terme de la

étape. Isabelle Autissier va participer à aucune manœuvre, afin que Soldini puisse rester en course. ■ CE CHAVIRAGE a déclenché le débat sur la capacité des bateaux de

course à se redresser. Christophe Auguin, vainqueur du Vendée Globe 1997 et président d'une association de marins pour la sécurité en mer, évoque un travail de chaque instant.

## Giovanni Soldini et Isabelle Autissier voguent ensemble vers le cap Horn

Après avoir passé vingt-quatre heures dans la coque de son bateau chaviré dans les eaux du Pacifique sud, la navigatrice française a été sauvée, mardi 16 février, par le marin italien, qui a réussi une manœuvre parfaite

■ VOIX ferme est remplie d'étonnement. Non qu'Isabelle Autissier se soit noyée, mais elle est là, se déclare dans un bateau qui n'est pas une épave qui n'est pas le siège, celui de Giovanni Soldini, un marin et très grand ami, venu la veille après vingt-quatre heures d'une rude descente vers le Sud. Isabelle avait déclenché la balise de détresse lundi 15 février, à 15 h 23. Elle a été sauvée, mardi, à peu près à la même heure, par le marin italien. Deux heures après le sauvetage, les deux marins ont téléphoné au PC de la navigatrice, à Paris, pour raconter l'aventure.

Isabelle prend la parole la première et raconte. Pendant vingt-quatre heures, elle a organisé la survie dans un petit coin du cockpit. Elle n'a pas peur, car elle sait Marc Thiercelin. Et, soudain, le bateau s'est embalé à cause. Isabelle raconte : « Il y avait 20 degrés de vent, le pilote automatique mal réagi, le bateau s'est retrouvé à presque 90 degrés, j'ai fait plusieurs tentatives pour le redresser, mais, en deux minutes, il s'est mis à l'envers doucement. Très rapidement, le mât est brisé et a fait office d'ancre flottante, j'ai juste eu le temps de fermer

les portes du cockpit. » La navigatrice déclenche immédiatement la détresse et s'installe dans l'attente. Dehors, le vent a tombé et la mer aussi. Ses espoirs de retourner au bateau s'évanouissent. Elle poursuit : « Je me suis cramponnée, je bougeais, j'étais dégoulinant d'huile et de gazole (le carburant du groupe électrogène). » Tout le temps, elle tenait le nez dehors, l'arrière du bateau, pour voir si quelqu'un arrivait : « Les vagues étaient très hautes et courantes, mais pas pour empêcher un marin de bien effectuer la course. »

Le BATEAU S'EST EMBALÉ Pour Isabelle, la journée du lundi 15 était tranquille. Elle manœuvrait pendant que le pilote automatique gardait le cap, une chose très courante dans le genre d'étape. Il filait vite et presque doux. Il y avait du travail, un peu de tracasserie, mais pas pour empêcher un marin de bien effectuer la course.

Alerté, Giovanni

a piqué sud et a décollé. En chemin, des normales traditionnelles e-mails phonétiques pourraient être adorables s'ils n'étaient empreints d'angoisse. La mer dure pour Isabelle, le vent la ronge. Il entre en peste, insulte et continue : il sait qu'il peut perdre : « Il faudra se dépasser », écrit-il, « parce que, après le centre de dépression, il arrivera du sud-ouest très fort. » A Puget-sur-Argens (Var), Pierre Lasnier, ancien routier d'Isabelle et de Giovanni, aide le marin dans

tâche et tient Paris au courant des malodores faits et gestes du navigateur.

Mardi, à 15 heures (heure de Paris), Giovanni annonce de retour dans la zone de recherche.

Tout le passe très vite. Tout l'heure, dans la liaison par satellite, il dira avoir eu beaucoup de chance dans une situation peu évidente, il parlera vite et ponctuera toutes ses phrases en exclamations, fou de joie. « Quand je suis arrivé à ma place, je me suis dit : "J'vais jamais la re-trouver, j'avais peu de visibilité ! J'ai eu conscience que je pouvais passer à côté d'elle." Il poursuit : « Et si je n'aurais pas, je fais quoi ? Quand je l'ai trouvée, j'étais content ! » Il se jette sur le pont pour gribouiller : « Je suis en vie, j'embarque Isabelle, tout va bien. »

La mer était à peu près tranquille. Il s'est approché et a lancé un regard sur la coque. La coque est sortie, a goulé son « bfp », un petit canot de sauvetage, elle s'est amarrée une dernière fois à Giovanni. Il a tendu une corde, c'est alors qu'elle a coupé

duquel a déjà fait un tour du monde en solitaire, du Vendée Globe 1997. Il répond : « C'est clair que le naufrage remet en question la génération-là et class 60. ■ PRB ou les monocoques d'Yves Parlier (Aquitaine-Innovations) ■ Christophe Auguin (Géodis). » Mais pas celle de Fulcrum-modèle Flia, qui vient du ciel au milieu de l'océan.

Giovanni Soldini et Isabelle Autissier vont remonter ensemble vers Punta del Este (Uruguay), arrivée de la troisième étape de l'Around alone. Lui parle de croisière ; elle de vacances en Italie, du seul pour remonter le moral. Car Isabelle Giovanni n'est pas seul, afin qu'il puisse continuer la compétition et la victoire finale. Car, mardi, en invitant Isabelle Autissier à son bord, Giovanni Soldini n'a pas fait de mal à personne. Un marin qui s'est déroulé pour tenir, aider ou sauver ne peut être disqualifié. En mer, c'est l'évidence.

B. M.

### « C'est beaucoup plus beau qu'une victoire »

LA MER lui devait quelques vies, celle d'Andrea Romanelli, son ami et coconcepteur de Flia, arraché du cockpit et jeté à la mer lors d'une tempête large de la mer d'Irlande : celle de deux amis de fraîche date qui l'ont survolé, le 6 février, lors de son départ d'Auckland et sont abîmés mer. ■ 16 février, Giovanni Soldini a arraché son ami Isabelle Autissier d'une épave perdue au milieu du Pacifique sud.

A trente-deux ans après jours mer, le marin a laissé comme à chaque période de navigation la barbe envahir son visage. Souvent fataliste, il laisse échapper : « C'est la vie », mais tout devait être écrit. Si ce n'est cette économie du geste et de la parole, peu de choses laissent deviner, derrière le visage d'ange et dégaine à la Nanni Moretti, une personnalité volontaire. Parce qu'il aimait la mer, il a quitté Milan. Il s'est embarqué dans des transferts bateaux et, à dix-sept ans, il

traversé l'Atlantique pour la première fois. En 1995, il est deuxième du Boc Challenge (précédemment Around alone), dans la catégorie 50 pieds. Un an plus tard, il s'impose sur la transatlantique Québec-Saint-Malo.

■ EN TEMPS VOLÉ

Il a fini la course en solitaire — parce qu'en cours solo n'a pas le temps de penser, le temps volé. Il connaît le prix d'un pour en avoir perdu un. Misco, en 1992, après avoir chaviré sur la transatlantique Québec-Saint-Malo, il affectionne les Open, type de bateau qui n'en finissent plus d'évoluer. Avec Flia, entré en chantier en 1997, il a fait faire tailler une embarcation pour lui. Sur les ordinateurs ou dans les ateliers, il aide d'Andrea Romanelli, il a mis à l'eau un bateau futuriste.

Flia est de deux innovations majeures

sur un Open : un mât-aile rotatif et une quille basculante. « Je peux contribuer à faire avancer le bateau plus vite, il n'y a pas de règlement pour m'en empêcher », assure-t-il. La Flia est toujours présente chez lui, comme un instinct survie.

Au départ de l'Around alone, à Charleston, en septembre 1998, il pensait à Flia, le Pacifique sud. Ce qui soucie le plus du navigateur, c'est qu'il n'a pu redresser son bateau. La quille pivote qui aurait pu être utilisée pour cette Flia s'est révélée trop rigide, son angle d'inclinaison trop étroit. Enfin, le pont trop plat, qui a assuré la sécurité de l'équipage, a empêché une manœuvre de remise à l'eau.

UN PROBLÈME DE GÉNÉRATION. Isabelle Autissier, bien placée pour en parler, a ainsi commenté le naufrage, lundi 15 février, dans le Pacifique sud. Ce qui soucie le plus du navigateur, c'est qu'il n'a pu redresser son bateau. La quille pivote qui aurait pu être utilisée pour cette Flia s'est révélée trop rigide, son angle d'inclinaison trop étroit. Enfin, le pont trop plat, qui a assuré la sécurité de l'équipage, a empêché une manœuvre de remise à l'eau.

La recherche d'une meilleure sécurité des bateaux en mer s'est accélérée après le Vendée Globe 1996-1997. Lors de cette course autour du monde en solitaire et sans escale, trois monocoques avaient des victimes d'avaries dans les eaux du Sud et le skipper canadien Gerry Roufs avait disparu en mer. Pour la prochaine édition de l'épreuve (2000-2001), la réglementation de la construction des 60 pieds va être encore étudiée. Ainsi, la redressabilité des bateaux, qui avait été fixée à 110 degrés pour le Vendée Globe 1996-1997, a été fixée à 100 degrés pour le prochain.

■ CONCEPTION DANGEREUSE. Depuis la construction de Flia en 1996, les monocoques de 60 pieds ont considérablement évolué. Giovanni Soldini navigue sur l'un d'eux. Flia a doté d'une quille à l'amplitude plus grande et un pont à l'arrièvement pour que le bateau soit plus maniable en retour. Giovanni avait connu pareille mésaventure en avril 1998, en Irlande. Il avait réussi à redresser le monocoque en minutes, mais, c'est vrai, il pouvait envisager de faire un crochet au sud pour le cap Horn, qui n'est finalement pas le point le plus dangereux de l'étape. Le problème avec le Pacifique, c'est que nous ne disposons pas de données pour savoir vraiment ce qu'il s'est passé, il n'est qu'à 20 centimètres au-dessus du fond. Si on a allégé le bateau, eh bien on l'a allégé au-dessus de son centre de gravité, ce qui est plutôt un risque pour la sécurité marin à bord !

■ Y A UNE PERTINENCE POSSIBLE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ EN MER ? — Vous avez eu de la chance ? — Oui, je n'ai pas eu de malchance.

— Une rumeur veut que les monocoques sont allégés, avec l'accord des sponsors, pour aller plus vite.

— C'est ridicule, et il est facile de prouver le contraire : le caractère de gravité des bateaux est très bas, il n'est qu'à 20 centimètres au-dessus du fond. Si on a allégé le bateau, eh bien on l'a allégé au-dessus de son centre de gravité, ce qui est plutôt un risque pour la sécurité marin à bord !

— Y A UNE PERTINENCE POSSIBLE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ EN MER ? — La perfection, c'est zéro accident sur 100. Nous avons jamais eu un niveau d'accident qui soit acceptable, entre guillemets.

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

### Marins et architectes privilégient la sécurité

en cause la conception des bateaux par le Finot-Cong, qui équipe la majorité des marins de compétition : « Il faut analyser cette situation avec calme, » Jean-Marie Finot, l'un des deux directeurs du groupe. C'est la première fois qu'un bateau fait pleurer de la sorte. Lorsque l'on rate le coup, c'est que n'avons pas fait ce qu'il fallait.

La recherche d'une meilleure sécurité des bateaux en mer s'est accélérée après le Vendée Globe 1996-1997. Lors de cette course autour du monde en solitaire et sans escale, trois monocoques avaient des victimes d'avaries dans les eaux du Sud et le skipper canadien Gerry Roufs avait disparu en mer. Pour la prochaine édition de l'épreuve (2000-2001), la réglementation de la construction des 60 pieds va être encore étudiée. Ainsi, la redressabilité des bateaux, qui avait été fixée à 110 degrés pour le Vendée Globe 1996-1997, a été fixée à 100 degrés pour le prochain.

■ CONCEPTION DANGEREUSE. Depuis la construction de Flia en 1996, les monocoques de 60 pieds ont considérablement évolué. Giovanni Soldini navigue sur l'un d'eux. Flia a doté d'une quille à l'amplitude plus grande et un pont à l'arrièvement pour que le bateau soit plus maniable en retour. Giovanni avait connu pareille mésaventure en avril 1998, en Irlande. Il avait réussi à redresser le monocoque en minutes, mais, c'est vrai, il pouvait envisager de faire un crochet au sud pour le cap Horn, qui n'est finalement pas le point le plus dangereux de l'étape. Le problème avec le Pacifique, c'est que nous ne disposons pas de données pour savoir vraiment ce qu'il s'est passé, il n'est qu'à 20 centimètres au-dessus du fond. Si on a allégé le bateau, eh bien on l'a allégé au-dessus de son centre de gravité, ce qui est plutôt un risque pour la sécurité marin à bord !

■ Y A UNE PERTINENCE POSSIBLE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ EN MER ? — Vous avez eu de la chance ? — Oui, je n'ai pas eu de malchance.

— Une rumeur veut que les monocoques sont allégés, avec l'accord des sponsors, pour aller plus vite.

— C'est ridicule, et il est facile de prouver le contraire : le caractère de gravité des bateaux est très bas, il n'est qu'à 20 centimètres au-dessus du fond. Si on a allégé le bateau, eh bien on l'a allégé au-dessus de son centre de gravité, ce qui est plutôt un risque pour la sécurité marin à bord !

■ LA PERFECTION, C'EST ZÉRO ACCIDENT SUR 100. Nous avons jamais eu un niveau d'accident qui soit acceptable, entre guillemets.

Pendant que la navigatrice attendait son sauveur, en France un collège d'architectes navals s'est élevé contre la « conception futuriste mais dangereuse » des monocoques du type de Flia. Ils mettent

Christophe Auguin, vainqueur du Vendée Globe 1997

« Nous ne sommes pas les nouveaux gladiateurs »

Comment avez-vous vécu les vingt-quatre heures d'incertitude sur l'île d'Isabelle Autissier ?

— Comme une période de grand stress, d'autant plus grande que je connais bien Isabelle et aussi Giovanni Soldini. ■ Nous avons fait des tours du monde ensemble et nous partageons beaucoup de passions. Pendant les escales, parfois, nous loupons des maisons ensemble et avons toujours évoqué le danger dans les mers du Sud : en parlions pour pouvoir trouver des solutions et nous battre pour la sécurité. Nous ne sommes pas de nouveaux gladiateurs.

— Vous êtes président d'une association de marins pour la sécurité dont le vice-président Giovanni Soldini et la secrétaire générale Isabelle Autissier, qu'allez-vous tirer de ce naufrage ?

— Nous avons assemblé généralement à la fin de la course, où allons étudier de nouveaux éléments de réflexion et voter des qui vont apporter plus

sécurité sur les bateaux. Il s'agira, par exemple, de répandre un système qui remet le bateau dans le bon état quand il chavire, comme c'est le cas d'Isabelle cette fois-ci. ■ Témoignage, cela, en avril, de Giovanni Soldini quand il avait chaviré au large de l'Irlande. ■ Indispensable pour rassembler encore des données. C'est un travail à chaque instant. Nous devons continuellement réfléchir si nous voulons avoir de la maîtrise dans les mers du Sud : pouvons progresser, voit bien avec la formule 1. Il a quelques années, il y avait beaucoup plus d'accidents mortels sport. Les règlements sont forcés de sécurité qui permet de limiter ces accidents.

— Mais la vitesse sur les circuits a ralenti par les chicanes. Dans l'Océan Indien, après de nombreux naufrages, le point obligatoire remonte au nord pour les dangers. Pourquoi dans le Pacifique sud ?

— Quand on fait le tour du monde, il est difficile d'éviter le Pa-

Le Monde interactif

<http://www.lemonde.fr>

Toute l'actualité du cinéma : les critiques du « Monde », les horaires, les salles, la réservation et les fiches de plus de 30 000 films.





sur la parité



#### A TOMS BIX

■ 990 F (151 €) : le circuit spécial « vacances en amoureux » en Martinique proposé par « Manance », pour les séjours balnéaires programmés de la mi-mai à la fin juillet, dans une sélection de clubs ou d'hôtels situés près d'Anse-Bordure. Réservé aux enfants de deux ans, il débute à 2000 F (hors taxes d'aéroport et fiscalité de dossier, soit 190 F ou 28 €) et inclut les vols charter directs de Paris et de province, les transferts, la demi-pension, sept nuits dans la chambre de deux adultes et l'assurance assistance et rapatriement. Renseignements au 01-44-77-36-10 et dans les agences de voyages.

■ 3 990 F (603 €) : une semaine à la Martinique à Petites-Anses, dans une villa créole, en bois, sur la côte caribe, au sud de l'Ile. Meilleure plage de sable blanc, piscine privée, chambres climatisées. Le prix, par personne, comprend les vols A/R Paris - Port-de-France, les taxes et l'hébergement sur la base de quatre personnes. Pour les repas, on va faire ses courses au village de pêcheurs de Arche-d'Arlet. Office du tourisme de la Martinique (tel. : 01-44-77-36-00).

■ 6 450 F (983 €) : un week-end en semaine aux Comores, dans l'océan Indien. Un archipel de quatre îles dont celle de Grande Comore. Au pied du volcan Karthala, nature luxuriante et plages de sable blanc. Proposé jusqu'au 31 octobre pour un voyage (tel. : 01-45-15-17-07 et agence), le forfait comprend les vols de Paris ou Nice via Dubaï, cinq nuits en chambre double au Galawa Beach, en demi-pension. Un forfait pour la plongée.

■ 11 890 F (1 612 €) : un circuit en Afrique du Sud (10 jours/9 nuits), en autocar, avec guide francophone, à travers les plus belles régions : Cape Town et la région des vignobles, la route des artifices, le Kwazulu-Natal avec Durban et la réserve d'Iala, le Swaziland et le parc animalier Kruger. Dray River Canyon et la région du Ganteng avec Pretoria. Prix en baisse par rapport à 1998. Départs de Paris et de province gérants à partir de quatre personnes. Renseignements auprès d'Afrika (tel. : 01-45-51-47-25).



#### Week-end art nouveau à Bruxelles

La capitale de la Belgique s'est taillée, ces dernières années, une excellente réputation architecturale en démolissant sans vergogne quelques-uns de ses joyaux autours d'un urbanisme dicté par l'affairisme et la cupidité. Heureusement heureusement, notamment dans les beaux quartiers d'Uccle et d'Ixelles, quelques témoignages de cet art nouveau dont Bruxelles fut, au début du siècle, l'une des capitales.

On commencera par le Musée Horta (23, rue Américaine), consacré à la vie et à l'œuvre de Victor Horta (1861-1947). Il est situé dans la résidence de celui qui fut le chef de file de ce style et marqua de son empreinte nombre d'édifices privés ou publics destinés à la bourgeoisie libérale bruxelloise. Pour une découverte méthodique des maisons art nouveau de la ville, on s'en remettra à l'Atelier de recherche d'action urbaine (ARAU, tel. : 00-32-2-219-33-45) qui, à partir de l'hôtel Métropole, organise régulièrement des visites. La maison Van Buuren (41, avenue Errera, visitée le dimanche de 15 heures à 18 heures et le lundi de 14 heures à 18 heures), autre haut lieu de ce style, est située dans le quartier huppé d'Uccle. Construite en 1928 par un éminent banquier hollandais, elle abrite également l'exceptionnelle collection de peintures de la même époque, dont la fameuse « Chute d'Icare », attribuée à Breughel.

Bruxelles est également un paradis pour les amateurs d'art nouveau et les antiquaires concentrés dans la place Sablon et du Musée Horta. Choisir alors un rêve (112, avenue Léopold), le samedi de 10 h 30 à 18 h 30) ou la Galerie Théâtre-Cinéma et son atelier d'obstetrics d'art (373, chaussée de Waterloo, le samedi de 11 heures à 19 heures). On pourra aussi aller voir un musée au Klaarlaadschouw Palace (boulevard Anspach), cinéma à l'ancienne, récemment restauré, qui se distingue agréablement des multiplexes « Coca-Cola - pop-corn ». Deux pas, l'Amassador, un piano-bar de la rue Adrien-Dansaert, accueille, le samedi soir, les meilleures ensembles de jazz de la ville. Quant aux multiples tavernes populaires comme le Blanwe Lemmel ou le Schievel Architek, elles constituent des haltes obligées près du marché aux puces de la place du Jeu-de-Balle.

de notre correspondant à Bruxelles, Luc Rosenthal

\* Avec le Thalys, Bruxelles est à 1 h 20 de Paris. Forfaits « train plus hôtel » avec Frantour (agences). \* L'hôtel Métropole, fleuron de l'art nouveau (place de Brouckère, tel. : 00-32-2-217-23-00, 1 000 F, 152 €, chambre double avec petits déjeuners). A proximité, la Plaza, récemment rénovée, offre des chambres luxueuses (800 F, 121 €, le week-end, tel. : 227-67-00).

\* Un guide pratique, Bruxelles aller & retour (Gallimard, 25 F, 13 €).

#### DÉPÈCHES

■ MAX ERNST À BERLIN. Une importante rétrospective Max Ernst (quelque 150 œuvres de l'artiste surréaliste) est présentée jusqu'au 30 mai à la Nationalgalerie de Berlin. Les billets d'entrée sont en vente dans les FNAC au prix de 52 F (8 €). De son côté, Jean Pauli (8, rue Félix Faure, Paris, tél. : 01-42-36-97-04) programme à cette occasion des week-ends à Berlin à partir de 2 170 F (330 €) par personne avec l'avion et deux nuits d'hôtel.

■ BANQUETS MÉDIÉVAUX. Fêtes gourmandes au Moyen Âge : reconstitue un banquet en Franche-Comté : vaisselle d'époque, recettes extraites manuscrits français, latins et occitans. Une anthologie de saveurs pratiques de la gastronomie et sens de l'étiquette, goût de la luxuriance et souci dédicace. Au Musée d'archéologie du Jura (tel. : 03-84-47-12-13), à Lons-le-Saunier, jusqu'au 2 mai.

■ LES USA À PETITS PRIX. Deux brochures pour voyager économiquement aux Etats-Unis : Trek America (mobilbus et bus pour « Jeunes de dix-huit à trente-huit ans ») et Greyhound (bus et auberges de jeunesse) avec certains trajets à moins de 35 F (5 €) par jour. Chez Council Travel (tel. : 01-44-41-89-80).

#### Directours.

DERNIÈRES DISPOS FÉVRIER  
ANTILLES  
du 26/01 au 03/03 ou  
05/03/99, ou départ de Paris.

■ MARTINIQUE 9j/7n  
Vol + hôtel Résidence Diamant Beach Club\*\*\*, plage du Diamant : 5 540 F  
Hébergement de 50m<sup>2</sup>. Prix base 4 personnes.  
Base 3 : + 525 F Base 2 : + 615 F  
1 enfant -12 ans : 3 950 F

Vol + hôtel Amvrise\*\*\*,  
Ste Luce, bord de mer : 6 275 F  
Prix base 2 pers. 1 enfant -12 ans : 5 950 F

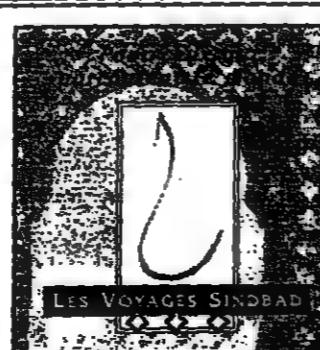
■ GUADELOUPE 9j/7n  
Vol + hôtel Golf Marine\*\*, St François + petit-déjeuner buffet : 5 505 F

Base 4 personnes. Base 3 : + 280 F  
Base 2 : + 430 F. 1 enfant -12 ans : 4 105 F

Taxes aéroport : à partir de 260 F  
1 enfant -12 ans dans la chambre de 2 adultes

Bénéfices gratuits : 01 45 62 62 62  
ou de province au 08 01 63 75 43  
Minitel 3615 Directours (2,21 F/min)  
Internet : [www.directours.fr](http://www.directours.fr)  
dans la limite des disponibilités

90, av. des Champs Elysées ARIS 6e  
Membre SNIAV - Garantie



Les Voyages Sindbad  
50 rue de Servan 75111 Paris  
tel. 01 43 38 19 84 / fax 01 43 38 93 35  
e-mail : [info@voyages-sindbad.com](mailto:info@voyages-sindbad.com)

#### NOUVELLES FRONTIÈRES

#### les premiers

#### GYRUX

ABIDJAN 2490 F

LISBONNE 890 F 135,68 €

ROME 920 F 140,25 €

ISTANBUL 990 F 150,92 €

MALTE 990 F 150,92 €

TUNIS 1120 F 170,74 €

LOS ANGELES 1980 F 375,60 €

\*LES ANTILLES 2490 F 375,60 €

\*\*LA RéUNION 3 480 F 530,52 €

\*\*TAHITI 5 580 F 850,66 €

la folie  
du voyage  
s'empare du Web  
et du Minitel

découvrez  
CONTRE  
-ENCHÈRES  
du Groupe Dégriftour

pès le 18 FÉVRIER  
et pour quelques jours

[www.degriftour.fr](http://www.degriftour.fr) et 3615 DT

(de 19h à 22h à 74 Francs  
téléphone 03 88 33 54 07)

#### ISLANDE ÎLES FÉROÉ

Rendez-vous  
avec la nature

Partez avec votre voiture  
à bord du NORROHA

CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES  
OU LE MÉTIER GÉNÉRAL

G TOURISME  
voyages galia

10, av. Aubé, 75009 Paris

tél. 01 47 42 84 07

Int'l : <http://www.galia-tour.fr>

10, av. des Champs Elysées 75008 Paris

tel. 01 43 38 19 84

fax 01 43 38 93 35

e-mail : [info@voyages-galia.com](mailto:info@voyages-galia.com)

plutôt  
us, il ne  
est amé-  
France  
s de cé-  
FO, né-  
ce ou-  
conquis  
d'un pa-  
i confié,  
unissant

page 23  
tion 18  
lend 22  
é 5  
nd 18  
dition 25





**POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA FRANCE**  
Barbet Schroeder

**TOUTE SOCIÉTÉ A LES FILMS QU'ELLE MERITE**  
Mathieu Kassovitz

**LE PLUS GRAND FILM FRANÇAIS**  
DEPUIS L'ARRIVÉE DU TRAIN EN GARE DE LA CIOTAT  
Jan Kounen

**UN COCKTAIL DÉTONNANT OU L'ON FAIT S'ENTRECHOQUER JIM THOMPSON, JEAN GABIN, MARCEL ATYME ET LE PEN**  
Bertrand Tavernier

**AUSSI FORT QUE DU CELINE**  
Marc Cérou

**CHAQUE VISION, LE FILM DE GASPAR NOË ME DONNE LA PATATE POUR AU MOINS TROIS SEMAINES**  
Jean-Pierre Jeunet

**LA FRANCE PEUT ÊTRE FIÈRE DE GASPAR NOË**  
Nicolas Boukhrief

**ON REGARDÉ CE FILM ET TRES VITE ON A DU SANG DANS LES YEUX**  
Jean-Jacques Liliannan

**C'EST UN FILM POLITIQUEMENT INCORRECT, CINGLANT ET VIOLENTE, IL EST L'EXPRESSION D'UN TALENT MAGISTRAL**  
Jacques Rabinowitch

**ABJECTEMENT SUBLIME**  
Albert Dupontel

**SEUL CONTRE TOUS**  
OUF !!!  
Eric Zemmour

**DES LE PREMIER PLAN DE CONTRE-PLONGÉE D'UN IMMEUBLE, MON VOISIN DE SIÈGE A ARRÊTÉ NET DE GRIGNOTER SES POP-CORN**  
Podalydes

**UN MAUVAIS TRIP QUI REMET LES IDEES EN PLACE**  
Jean-Michel Roux

**BRILLANT DE A A Z, Z EST UNE QUESTION DE MORALE**  
Jean-Luc Richez

**UN VIBRANT PLAIDOYER POUR L'INCESTE QUI NE SAURAIT LAISSER INDIFFERENT**  
Christophe Gans

**UN MESSAGE D'ESPOIR**  
Vincent Ravalec

**UN GRAND FILM ROMANTIQUE**  
François Ozon

**T'ES MORT DE RIRE**  
Guillaume Nicloux

**EN FAIT, LE BOUCHER, C'EST UN PEU MOI... EN PLUS SYMPA**  
Audrey Audra

**UN FILM DE GASPAR NOË**

Un autre film magique monolog cinéaste fait爆發 de la fin de cette fin de j'aime le cinéma ! agnès b.

**inrockuptibles**  
Inrockuptibles.com

**AUJOURD'HUI**

**INTERDI AU 14 ANS DE 16 AN**

## La mort comme un aléa de la vie

Feuille sur un oreiller. Une fiction sur les enfants des rues à Djakarta

Film indonésien de Garin Nugroho. Avec Christine Hakim, Kancil Sugeng, Heru. (1 h 23)

chés à survivre par la mendicité, le vol et toutes sortes de petits boulot.

Le réalisateur, oubliant les leçons du documentaire, a délibérément opté pour une approche stylisée qui amodérit la face de son témoignage. Le film au sein duquel évoluent les enfants dans un espace artistique dont il est impossible de savoir si il relève de la réalité brute ou s'il est une condition d'une œuvre théâtre. De la même façon, la composition des plans, les ébauches, l'utilisation des couleurs primaires donnent au film un aspect légèrement distancié, quasi publicitaire, qui contrevenait au véritable recherché. La position du cinéaste apparaît soudain bâtarde, hâtive.

Mais ce que Garin Nugroho perd en raison de la trop grande concer-

tation de ses plans, il le gagne par la narration. Les gammes de son film meurent soit pour d'obscures raisons, soit pour qu'il n'ait pas d'état civil, soit parce qu'ils étaient au mauvais endroit lors d'un règlement de comptes entre gangsters. Dans ce cas-là, la mort arrive sèchement, aléatoirement. Les plans surprennent un spectateur qui suit les déambulations des gamins et investit inconsciemment sur leur devenir. En rendant la violence son caractère aveugle, obtus, en la dédramatisant, le film atteint une vérité indiscutable. L'horreur de la situation vécue par les personnes réside aussi dans le fait que la mort fait ici partie des aléas de la vie.

Jean-François Rauger

## LES FILMS DE LA SEMAINE

**YOM YOM**

■ Amos Gitai, qui a longtemps vécu en France, s'est installé dans son pays natal, Israël, en 1993. Tout en poursuivant un travail documentaire qui n'a jamais manqué d'intérêt, il s'y est attelé essentiellement à une sorte de fiction qui n'en sera pas moins fournie d'être des lieux du pays, sous la forme d'une trilogie intitulée. Après le point de vue désespérément tel-avivien de *Devorim*, et en attendant Jérusalem, voici le *Yom Yom* (< un jour l'autre >) où Hafza, qui semble être une bonne nouvelle, incomparablement plus pétillante d'émotion, de vie, d'humour, de cinéma. Tout cela pour que son personnage principal, Hafza, se bouleverse, certes hypocondriaque mais non sans humour. On mettra fort heureusement un certain temps à les comprendre, ces raisons, en regardant le prisme d'une narration narrative kâïdoscopique qui mélange le jour l'autre, comme le titre, le destin et la relation des nombreux personnages. La composition de la ville elle-même et le travail du discours sont le signe du double et de l'anthropisation. Juste le temps de subordonner que le problème de Moshe, sa peur panique de la mort, son amour lâche de la vie, ses tergiversations entre sa femme et sa maîtresse, sa maîtresse et sa mère, sa mère et son père, est à peu près le même que le nôtre : celui d'un juif palestinien, ou vice versa.

J. M. Film israélien d'Amos Gitai. Avec Nigla Hanna Maron, Julianne (1 h 39).

**VERY BAD THINGS**

■ Cinq amis d'enfance partent à Las Vegas pour la vie de garçon d'un de leurs compères. La nuit mal, et l'un des hommes, emporté par son état, accidentellement une prostituée qu'ils avaient fait monter dans leur chambre. Malheureusement que de rendre à la police, ils préfèrent échapper au corps. Very Bad Things exploite la voie d'humour noir qui, depuis *Heathers* et *Mary*, a permis de dépasser la comé-

die hollywoodienne. Mais il le fait avec un cynisme et un goût de l'emphase qui lui entraînent tout intérêt. Peter Berg, dans son roman, transforme, un raccourci bien sommaire, ses gentils bourgeois en psychopathes dévoués à l'amour de la pourriture et à la chair moyenne américaine en évidemment un trompe-l'œil pour ce film médiocre qui compense son absence d'âme par une accumulation d'effets gore.

A. Bd Film américain de Peter Berg. Avec Christian Slater, Cameron Diaz, Daniel Stern, Jon Favreau. (1 h 40.)

**VIGO**

■ Vigo occupait une place très importante dans l'histoire du cinéma en général et du cinéma français en particulier, marquée par quelques courts-métrages et surtout *L'Atalante*, chef-d'œuvre de ce cinéaste mort très jeune. Pour qui voudrait la connaître, il convient de voir ce film (les autres ayant rarement été programmés), éventuellement de feuilleter l'ouvrage du cinéma, mais sûrement pas d'aller voir la biographie filmée que lui consacre Julian Temple. Celui-ci, et c'est d'ailleurs son droit, s'est surtout intéressé à la conjugale de Vigo, qui finit assez mal en raison de la maladie d'un homme condamné par la tuberculose qui vit une histoire d'amour tourmentée avec sa femme et qui, incidentement, tourne des films. Ce type-là pourra dire n'importe quoi, y compris la vérité aux yeux de l'artiste. J. M. Film espagnol d'Amos Gitai. Avec Nigla Hanna Maron, Julianne (1 h 39).

**LA BIOGRAPHIE D'UN JEUNE ACCORDÉONISTE**

■ Présenté au cours d'un hommage à la nouvelle vague kazakhe du festival Festival d'automne de Paris, il sortira en salles de ce film russe en 1994 permet de faire la connaissance d'un cinéaste inconnu en France, Satyrbady Narymbatov. Ce film est un récit de formation, qui tient à la manière d'un conte, avec l'image d'un enfant solitaire contre un arbre solitaire, et dont la voix off devenue adulte accompagne la

disparition des parents dans le brouillard. C'est assez beau, mais un peu compassé. Cela s'arrange par la suite, lorsque la caméra nous entraîne à éprouver le temps que cet enfant vivra, avant de quitter l'enfance. C'est celui de l'Union soviétique à l'issue de la seconde guerre mondiale. Une bande de gamins curieux de l'Europe aux prises avec le monde, qui ressemble à peu près à cela : des prisonniers japonais qui traînaient, une puce admirables, quelques vêtements uniformes, une radio officielle diffusant romances, et le drame, sournois. Là-dedans, de vraies fulgurations – un cavalier qui perd son cellule, un garçon déjà grandi qui tente sa mère – et une grande justesse qui touche, comme dans *La Vie est belle*, où le même se couche à côté de sa mère, au moment où son père, débile, s'apprête à la posséder. Le mouvement d'humour du père, l'égoïsme tranquille du petit, la sensuelle plénitude de la femme qui redouble mère entre son mari et son fils font de ce tableau nocturne un des sommets du genre. L'œuvre est malheureusement déclinée dans de multiples situations où l'enfant épile, mais privilégiée du spectateur au film et pas à expliquer l'attachement qu'on ressent pour lui. J. M. Film kazakh de Satyrbady Narymbatov. Avec Daylet Tamiev, Haytovich, Bakhtchan Halpeisov. (1 h 42.)

**VIRUS**

■ L'équipage d'un navire composé d'aventuriers s'installe à bord d'un immense vaisseau scientifique apparemment vide pour un équipage. Après avoir pris possession du lieu, les protagonistes découvrent qu'une entité étrangère a pris possession des réseaux informatiques et dirige l'ensemble des machines et du lieu. Les humains sont capturés et transformés par le virus d'une chirurgie-minute, improbable et folklorique, en mécaniques créatures mi-organiques, mi-mécaniques. On n'en finirait pas de citer les emprunts à l'œuvre dont s'inspire le film banal, *Alien*, *Terminator* et *The Thing* qui plus est.

J.-F.R. Film américain de John Bruno. Avec Jamie Lee Curtis, Donald Sutherland, Dennis Baldwin. (1 h 40.)

## Les entrées du 10 au 14 février

**ASTÉRIX** contre César, attiré, lors de la semaine du 10 au 14 février, 1 400 000 nouveaux spectateurs, ne perdant que 26 % de ses entrées par rapport à la semaine précédente, surtout une impressionnante moyenne de 1 970 spectateurs par copie. Après sa première semaine record (2,7 millions de spectateurs France), Astérix totalise déjà 4 345 000 entrées. *Il pâtit*, la dernière production Disney, gagne directement la deuxième place du box-office avec 471 000 entrées et une moyenne de 779 spectateurs par copie. Il devient ainsi mieux que *Fourmis*, la production DreamWorks en images de synthèse, sortie en novembre. A noter enfin le remarquable *La Beauté*, qui attire 152 000 spectateurs en deuxième semaine (+ 5 % par rapport à la semaine passée).

**PLEASANTVILLE**

**FEUILLE SUR UN OREILLER**

**LIRE CI-DESSUS.**

**SEUL CONTRE TOUS**

**JACK FROST**

**MADELINE**

**LES COLLEGUES**

*Les critiques de ces quatre films paraîtront dans nos prochaines éditions.*

**LES PUBLICATIONS DU Monde**

**Un ancien numéro vous manque ?**

*(Commande et envoi à domicile)*

**3615 LEMONDE**

## Télé-rétro-viseur

**Pleasantville.** Ordre moral et couleurs du bonheur réincarnés dans l'imagerie des années 50

Film américain de Gary Ross. Avec Reese Witherspoon, Joan Allen, William Macy, Tobey Maguire, Jeff Daniels. (1 h 59).

Après *The Truman Show* et *Celebrity*, *Pleasantville* exprime la volonté du cinéma hollywoodien de se plier aux règles de l'*entertainment* tout en les critiquant. Le premier film de Gary Ross - qui rédigea les discours de Michael Dukakis et de Bill Clinton lorsqu'ils étaient candidats à la Maison Blanche - avance sur cette corde raide. Son esthétique est empruntée à *La vie est belle* de Frank Capra et à plusieurs épisodes de *La Quatrième Dimension*, mais son propos est celui d'un réalisateur qui adapte la rhétorique politique aux exigences du grand écran.

Construit selon un gigantesque trompe-l'œil, le film montre deux adolescents, David (l'excellent Tobey Maguire) et Jennifer (la très sexy Reese Witherspoon), transportés, non pas dans les années 50, mais dans leur représentation, *Pleasantville*, sitcom en noir et blanc de ces années-là.

Le film évite le piège de la reconstitution et impose sa version des années 50 comme le négatif de notre monde moderne. Pour appuyer sa démonstration, Gary Ross commence par un montage en parallèle des images idylliques de *Pleasantville* et des lumières déprimant du lycée où vont David et Jennifer, bombardées de cours sur la propagation du sida, l'augmentation du chômage, et l'état déplorable de la planète. A l'opposé de cet enfer version années 90, le sitcom fait peur aux images de Norman Rockwell, avec ce couple idyllique formidablement inter-

préf par William Macy et Joan Allen, devenant d'un coup de baguette magique les parents de David et Jennifer.

Puisque nous sommes « à l'intérieur » de la télévision, il ne pleut jamais à *Pleasantville*. La température ambiante plafonne à 25 °C. Les toilettes et les lits doubles n'existent pas. Les femmes restent derrière les fourneaux, les hommes vont au travail, les enfants honorent famille et patrie.

Un dieu veille évidemment sur *Pleasantville*. Son envoyé prend la forme d'un vieux réparateur de télévision présentant aux destinées des habitants de la petite cité. *Pleasantville* regorge de métaphores empruntées à l'Ancien Testament ; Gary Ross tient précisément à rendre son histoire édifiante. Après avoir mordu dans la pomme, Jennifer fait entrer la vie sexuelle dans cet Eden catholique, le rendant, par cette découverte du désir, infiniment plus amusant. Cette apparition de la libido se traduit par un passage progressif de certains personnages - les plus perméables au désir - à la couleur, un miracle apporté par des images aussi bibliquement parlantes qu'un buisson ardent ou un arc-en-ciel.

### D'UN CONSERVATISME L'AUTRE

Ce schisme entre, d'une part, les jeunes garçons et jeunes filles, découvrant dans une extase en technicolor *L'Attrape-Cœurs et Huckleberry Finn*, d'autre part les conservateurs, maintenus dans le cercle du noir et blanc, tous favorables à l'instauration d'un ordre fasciste garant d'un ordre moral, rappelle le combat entre Rome et les premiers chrétiens.

Fort de son expérience électrale, Gary Ross devait avoir en



Tobey Maguire (David) et Reese Witherspoon (Jennifer) dans « Pleasantville ».

tête les paroles incendiaires du candidat républicain Bob Dole contre la décadence morale incarnée par Hollywood. Le jeune réalisateur s'est senti obligé de mettre le ver dans le fruit de l'Amérique des années 50 qui, dans l'inconscient de la droite américaine, demeurent un âge d'or moral. *Pleasantville* est donc une réaction d'autodéfense de la part d'Hollywood. A cela rien de répréhensible. Sauf qu'à ce conservatisme, Gary Ross répond par un autre conservatisme. Il prétend habiller les années 50 avec les oripeaux de la révolution sexuelle, mais son film est au mieux une version colorisée d'un imitateur de Frank

Capra. Une fois la couleur installée à *Pleasantville*, une fois ses habitants révélés à leur sexualité, se laisse découvrir la même ville, blanche, protestante, et hétérosexuelle.

Au téléviseur défectueux du début, cause de tous les malheurs de David et de Jennifer, succède un autre poste de télé, encore plus rustique, signe que le perfectionnement technologique reste synonyme de perfectionnement tout court. Cette conclusion en dit long sur la manière dont Hollywood envisage son avenir : en termes strictement techniques.

Samuel Blumenfeld

## Le boucher revient, et il n'est pas content

**Seul contre tous.** Une potion amère mais stimulante à base de mal de vivre

Film français de Gaspar Noé. Avec Philippe Nahon, Blandine Lenoir, Francky Pain, Martine Audrain. (1 h 33).

Lui, le type, là, qui occupe tout l'écran et plus encore la bande-son, on le connaît ! C'est-à-dire que les (rares) spectateurs du premier moyen métrage de Gaspar Noé ont déjà fait la connaissance de son « héros », on appris comment, parti de rien, il est arrivé en taule après avoir cru connaître l'aisance avec sa boucherie chevaline, la sécurité affective avec sa femme, l'amour avec sa fille, la vengeance en blessant à coups de couteau celui dont il croyait qu'il avait tenté à sa progéniture. C'était en 1991, le film s'intitulait *Carne*, il était sombre, violent, glauchu, dépressif, et pourtant palpait à force d'absence de concessions et de vitalité réduite à l'essentiel. *Seul contre tous* est pire, c'est-à-dire mieux.

Comme en informe un prologue en forme de « si vous avez manqué le début » (ce qui n'a aucune importance), on retrouve le boucher coincé à Lille entre sa peu avantageuse matresserie, la mère de celle-ci, un appartement minable et un boulot de gardien de nuit dans un hospice de vieux. L'homme n'étant pas du genre délicat, ça

touche brutal et peu ragotiant avant qu'il dégénère. Direction Paris, son chômage, sa solitude. Mais aussi la possibilité de revoir sa fille. Sauf que l'important n'est pas tant ce qu'il fait, boucher mal embouché, qui carbure au Pernod et à la parano et s'enivre de haine. Ce qu'il fait, très vite, on ne saura plus bien si c'est « néf » ou révélé. De toute façon, ça veut dire quoi, « réel », dans un film ?

### LE VERBE S'EST FAIT CHAIR

L'important n'est même pas que la France puisse être, à la fin du XXe siècle, aussi sordide, laide et méchante que ça. Elle peut. Comme le cinéma oublie le plus souvent de s'en souvenir, il est bienvenu qu'un film au moins s'en avise. Ce boucher est un salaud, un raciste, une ordure. Au fond du malheur et du mépris de soi, il a pétré les boulons du code moral !

Partie le film ! Parce que, oui, ce film-là est une épave, une question posée droit en face, et avec mauvaise haleine en plus.

Au bout de ce cauchemar naturaliste, assené pian à pian par le filmage véritable, la pesanteur et la tension du corps du personnage principal, la faiblesse des banalités, il n'y a pas seulement le problématique carre de ciel bleu qui, paraît-il,

brille au bout des plus sombres impasses sociales - on n'est pas du tout dans les régions du réalisme poétique à la Carné-Prévost et de la prétendue poésie des caniveaux.

Le « je t'aime, un point c'est tout » final signe moins une improbable rédemption que l'ultime affirmation de ce qui s'est accompli devant nous, et dans une large mesure malgré nous, si non contre nous, tant le film est en tous points « incorrect ». Il s'est accompli, ce vieux miracle : le verbe - aussi sale soit-il - s'est fait chair. Quelque chose de vivant, donc de troublant, a pris forme sur l'écran.

Partie que, précisément, sous l'apparence de documentaire misérabiliste, il s'agit d'une mise en forme extrêmement stylisée. Ces images « brutes » sont en réalité très travaillées, ces personnes sont des acteurs parmi lesquels Philippe Nahon impose sa présence, bouleversante au-delà des règles et au-delà de leur transgression. Il devient davantage que le héros du film : son être même, le matérial humain ultime et irréfutable dont l'existence justifie ce film d'autant plus humaniste qu'il se fera passer au hasard plutôt que de l'admettre.

J.-M. F.

## Gaspar Noé, réalisateur

### « Les tournages éloignent les films de la réalité »

Il a le visage très pâle et le crâne rasé. Il parle très vite. Comme s'il fallait toujours être prêt à en découvrir, mais surtout échanger, interroger. Il a fait un peu déstabilisé par le bon accueil, croissant depuis sa présentation à Cannes, obtenu par un film qu'on Antonioni promis à la censure. Il l'a terminé grâce, entre autres, à Lucile Hadzilalovic, la réalisatrice de *La Bouche de Jean-Pierre*, qui s'est occupée de la production.

« Comment avez-vous décidé de donner une suite à *Carne* ?

On m'a conseillé de transformer ce film de 40 minutes en long-métrage. J'ai donc écrit ce qui aurait dû être un complément, et j'ai cherché de l'argent dans le seul endroit où il y en ait pour le cinéma : dans les chaînes de télévision. Refus systématique. Tout un pan du cinéma, qui se confronte aux horreurs intimes, ne peut pas exister en France du fait des télévisions. Il ne faut pas se plaindre ensuite si les films d'auteur se ressemblent, et s'il n'y a personne ici pour rivaliser avec Brian De Palma, Dario Argento ou David Cronenberg.

Comment avez-vous réussi à monter votre film ?

Les seuls qui s'y sont intéressés sont les responsables de « Programmes courts », à Canal Plus. Nous avons donc monté le film comme un deuxième court-métrage, distinct de *Carne*. Mais, en cours de tournage, il a pris de l'ampleur... et, faute d'argent, s'est arrêté avant la fin. A ce moment est arrivé un miracle : Agnès b. m'a donné l'argent nécessaire pour terminer le tournage. Le montage, le mixage et le laboratoire ont été financés en faisant des dettes.

Ces difficultés de production sont la rançon du ton provocant que le film. Considérez-vous que toute transgression est bénéfique ?

Non, je ne suis pas si puéril. Mais lorsque des films sont bloqués par les commissions qui représentent l'Etat, c'est bien qu'il y a une remise en cause qui gêne la société. *Carne* est né à une époque où je voyais chaque jour les conséquences de Maastricht et de Schengen : les contrôles policiers, l'ex-

trême droite omniprésente à la télévision... *Seul contre tous* est la poursuite de la même réaction d'hostilité violente à cette France-là. Durant le montage, on me disait : « Tu vas être interdit. » Ça ne me faisait pas peur ! Mais la censure est plus habile aujourd'hui : on me bloque plus les films en commission de contrôle mais au stade du financement, ou dans les salles. Le mien a échappé à ce dernier écueil grâce au distributeur Jean-Michel Key.

Le scénario de *Seul contre tous* était d'emblée aussi violent que le film ?

Non. Le tournage l'a rendu encore plus sombre et plus tendu. Presque toute la voix off a été ajoutée ensuite. Quant à la violence verbale, elle correspond à une réalité que le cinéma français refuse en général de montrer. Par exemple, dans les querelles ou les bagarres, la très grande majorité des insultes sont homophobes - davantage, mes amis semblent-ils, en France qu'ailleurs. Mais les films le cachent.

Comment rester aussi proche des réalités peu av-

nantes que vous décrivez ?

En me méfiant sans cesse des effets induits par le tournage. La machine cinématographique, l'organisation, la volonté de chacun de « faire faire son boulot » s'interposent entre le cinéaste et la réalité. Je suis combien, comme réalisateur, il faut être constamment paranoïaque face à la reproduction des rituels sur un plateau : j'essaie de les perturber constamment, par exemple en demandant à chacun d'exécuter d'autres tâches que celle pour laquelle il a été engagé.

Vos deux premiers films imposent un ton et un style d'images très particuliers. Est-ce la signature que vous envisagez d'apporter sur tout votre travail ?

À contrario, je ne veux surtout pas me laisser enfermer dans un style défini. Mon prochain projet, concocté dans l'esprit de *Vidéodrome* ou de la séquence finale de *2001, l'odyssée de l'espace*, doit être entièrement différent dans son traitement de l'image et sa réalisation.»

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

## SORTIR

### PARIS

Richard Galliano Trio  
L'accordéoniste Richard Galliano s'installe pour une dizaine de soirs en club, avec Jean-Marie Ecat à la guitare et Rémi Vignolo à la contrebasse. Il propose une musique où la mélodie à la partie belle, comme dans les standards du jazz. Au répertoire, des extraits du son nouvel album, *French Touch* (Dreyfus Jazz), des airs tendres et swingants. *Sunset*, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Du 17 au 20 et du 23 au 27, 20 heures et 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 12 à 12 F.

Manghaniyars du Rajasthan  
Habitants des musiques savantes indiennes, le Théâtre de la Ville revient à ses amours, mais par les formes populaires du Rajasthan. Bardes, poètes, les Manghaniyars parcourent le désert du Thar en organisant des

joutes chantées accompagnées à la vielle.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-32-77. 55 F.

Lin Yuan Shang, Emmanuelle Vo Dinh  
Lin Yuan Shang est né à Taipei. Avec *Où m'emmenez-vous en voyage cette nuit ?* et *Oïx*, il veut revitaliser le langage scénique chinois au contact de l'Occident, principalement de la France, où il travaille. Emmanuelle Vo Dinh, longtemps interprète de François Raquin, a créé en 1996 sa propre compagnie, Sui Generis. D'origine vietnamienne, née en France, elle cherche, dans son solo *Tezaur*, à montrer, non sans violence, une délicatesse qui n'appartient qu'à elle.

*Solitaires*, place du Centre Beaubourg, Paris 3<sup>e</sup>. Du 17 au 20, à 19 h 30. Tél. : 01-44-78-13-15. 50 F.

### GUIDE

#### VERNISSAGES

Dubuffet : l'enfance de l'art retrouvé  
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marcus. Tél. : 01-53-67-40-80. Du 10 février au 20 mars. Tél. : 01-42-01-36. 80 F.

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Les Chats du Malibrox (1)  
L'autre à L'Oréal, avec Ophélie Taillaud et Marc Zammit.

L'Œuvre érotique (2)

de Georges Bataille, avec Marc Zammit.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Les Chats du Malibrox (1)

du Lautreamont, avec Ophélie Taillaud et Marc Zammit.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au vendredi à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Kiosque Théâtre :



## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.25 Billets et cartes bleues, attentions aux faux ! Invités : Alain Armand, Alain Defer, Jean-Michel Dinand, Claude Lecocq, Jean de Périgny, Daniel Planète

23.30 Bacon, un monstre de peinture. Invité : Michel Archimbaud, Philippe Dagen, Charles Matton, Jean-François Maurige, Michel Peplat. Forum Planète

## MAGAZINES

18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI  
18.30 Le Petit Allégorie. Invité : IAM, Patrick Molino, Stéphane Peyron. Canal +  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI  
20.00 20h Paris Première. Christian Réal. Paris Première  
20.45 Les Mercredis de l'histoire. Invité : Jean-Pierre Lepetit. Arte  
20.45 Les Dossiers de l'histoire. Invité : Frédéric Jourde. Histoire  
20.50 Combien ça coûte ? Les Jeux. Avec : Jean-Pierre Papin, José Garcia. TF 1  
20.50 Des racines et des ailes. Invité : Sophie Thibault. Femmes de nos chers chiens de guerre. France 3  
21.05 Strip-tease. Faux mage ou désert ? Invité : Daniel le Chaton de Février. TV 5  
22.40 Ça se discute. Samé : Peut-on dire toute la vérité ? France 2

fr. Monde  
TELEVISION

## FRANCE 3

20.40 Des racines et des ailes La Sierra Leone vit les affres d'une guerre de pauvres. Les deux camps se disputent « les plus beaux diamants du monde », mais combattants et civils s'entrent dans le dénouement. Même des mercenaires se plaignent du leur. Un grand reportage d'autant plus méritoire que réalisé « à chaud », jusqu'aux derniers rebondissements du conflit, par Morad Aït-Abbouche et Marc Savineau.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.20 Les Pierres préciées. Invités : Claude Boulliard, Pierre-Christian Guillard, Jean-Claude Michel, Daniel Plat, Jean-Paul Polot. Forum Planète

23.20 La Légende des pierres. Invité : Jean-Baptiste Gallion, Michel Bouvard, Thierry Giorrand, Marie-Odile Chaine, François Moutou. Forum Planète

## MAGAZINES

10.40 Arrêt sur images. Sans commentaire qui disaient les médias en 1985 ? Invités : Anne-Marie Castoré, Olivier Dassault, Hélène Cardin. La Cinquième  
13.05 Strip-tease. Faux mage ou désert ? La course de l'érotisme. Des choses étranges. On peut ou n'aime pas. TV 5  
13.30 Envoyé spécial, les années 90. Invité : Georges Pichot, Philippe Chabaneau. Histoire  
16.05 Le Vrai Journal. La National Security Agency. Anniversaire de la mort de l'agent tchèque Enrico Fermi. Invité : Charles Pasqua. Des choses étranges dans le sud. Le procès Emaudi - Papin. Invité : François Holland. Canal +  
17.10 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. LCI  
18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI  
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Robert Pirts, P. B., André Bégin, Dorothy Allison. Canal +  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI  
20.55 Envoyé spécial. Spéciale Afrique. Maroc : Saint-Dié, Djedjel, le marché de Tiznit. France 2  
23.00 Le Magazine de l'histoire. Invité : Michel Pastoureau. Histoire  
23.20 Le Club. Invité : Pierre Vaneck. Cine Classics  
25.45 Tapage. Faut-il avoir peur pour nos enfants ? 1.00 La 25e Heure. Les enfants cachés. France 2  
17.30 Conférences de presse. du 21 février 1998 [22]. Histoire  
17.30 L'Eden russe. Odyssée  
17.35 Zoo, état des lieux. [1/6]. Derrière les barreaux. Planète  
17.55 Découverte du Kenya. Pendja, ancien comptoir aux épices. La Cinquième

## DOCUMENTAIRES

17.30 Conférences de presse. du 21 février 1998 [22]. Histoire  
17.30 L'Eden russe. Odyssée  
17.35 Zoo, état des lieux. [1/6]. Derrière les barreaux. Planète  
17.55 Découverte du Kenya. Pendja, ancien comptoir aux épices. La Cinquième

## FRANCE-CULTURE

16.30 Figures libres. Vouée au sacré depuis la nuit des temps, la musique a, par la même, parlé avec les démons. L'intervalle *fa-si* (dans la gamme de do), appelé *Diabolus in musica*, était déconsidéré par les théoriciens du Moyen Age. Berlioz et Liszt associèrent cet intervalle à Méphistophélès. C'est une vision romantique. Car, à l'époque classique, le diable peut, au contraire, être un musicien consommé.

## 23.10 Le Droit de savoir. Vols de voitures : les filières sans retour. TF 1

23.20 Un siècle d'écrivains. Jean Paulhan, le don d'ubiquité. France 3

0.10 Guy Béart : ma vérité. France 3

0.55 Le Canal du savoir. La psychanalyse en France aujourd'hui. Paris Première

DOCUMENTAIRES

20.30 La Guerre des billets. Forum Planète

20.35 Les Possédés du jeu. Planète

20.55 Les Mamy miss. Téva

20.55 Angano, Angano... Nouvelles de Madagascar. Odyssée

21.25 Les Tribus indiennes. [2/20]. Les Crocs. Planète

21.45 Naples chante la lime rouge. Arte

22.00 Tsar Boris. [1/2]. Arte

22.00 Cités et merveilles. Phnom Penh. Téva

22.00 Le Japonisme. Odyssée

22.30 Napoléon. Odyssée

22.30 Francis Bacon. Au-delà du réel : la vérité. Forum Planète

22.40 Gérard Souza. Arte

22.55 Divorce, quand le rabbin s'en mêle. Planète

23.15 Filmforum. Otto Preminger. Arte

0.15 La Lucarne. Dial H-I-S-T-O-R-Y. Arte

## ART

20.45 Les Mercredis de l'histoire

Dans un documentaire en deux volets au clair souci didactique, William Karel se propose de déchiffrer les origines intellectuelles et émotives du Front national, établissant les strictes filiations et les invariantes tenaces d'un discours qui doit peu à la conjoncture mais tout aux postulats proprement réactionnaires de ses penseurs. Une leçon résolument nécessaire. Second volet le 24 février.

23.20 Un siècle d'écrivains

Si vous ne l'avez déjà savouré, courrez vite à Jean Paulhan (1884-1968). Paulhan et son regard d'oiseau, son côté « farces et astuces », lecteur, découvreur et critique comme il y en eut peu dans le siècle, épistolarie prolifique, tout entier dans la permanence d'une interrogation sur le langage et dans le parti pris de l'art. Une belle orchestration entre témoignages et archives inédites.

23.20 Les Gens du tas de briques. Odyssée

20.15 Reportage. Recension sur les

20.20 Napoléon. Odyssée

20.30 Ratapouille ou le mirage des pierres. Forum Planète

20.35 Cinq colonnes à la une. Planète

20.45 Thème. L'esprit de Weimar. Arte

20.45 Mistral Rostropovitch. Mezzo

21.05 Des trains pas comme les autres. Série [2/2]. Téva

21.20 Le Musée d'Orsay. Vers le XX<sup>e</sup> siècle. Odyssée

21.40 Les Grands Compositeurs. [4/7]. Richard Wagner. Planète

22.10 Les Mentaillons. Odyssée

22.30 Des loups, des cerfs et des hommes. Forum Planète

22.40 Les Possédés du jeu. Planète

22.45 Balloons. De l'autre côté du miroir. TMC

23.05 Concert de gala. Tel Aviv 1990. Avec Yehanne Hagner, violon ; Sharon Kam, clarinette. Paris Première

23.55 Pacific 231. d'Arthur Honegger. Par l'orchestre suisse italienne, dir. Marc Andreatta. Mezzo

0.00 Boris Godounov. Opéra de l'Opéra Garnier. Mihail Schonher, Herbert Wernicke. Par l'orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Muzik

23.00 Concert de gala. Tel Aviv 1990. Avec Veronique Forgue, Victoria Abril [F. - Esp.] 1993. Cinéstar 1

0.15 L'Amour à visage sans nom. [1/2]. François Truffaut. France, 1962. N. v.o., 120 min. O. Cinétoile

0.30 Trente secondes. Court métrage. Lyonel Kouro O.

0.45 Balloons volés. François Truffaut. France, 1962. N. v.o., 90 min. O. Cinétoile

0.00 Kika. Pedro Almodóvar. Avec Veronique Forgue, Victoria Abril [F. - Esp.] 1993. Cinéstar 1

0.15 L'Amour à visage sans nom. [2/2]. François Truffaut. France, 1962. N. v.o., 120 min. O. Cinétoile

0.30 Trente secondes. Court métrage. Lyonel Kouro O.

0.45 Balloons volés. François Truffaut. France, 1962. N. v.o., 90 min. O. Cinétoile

0.00 Coco. Ron Howard. Etats-Unis, 1988. N. v.o., 115 min. O. Cinétoile

0.30 Je vous aime. [1/2]. François Truffaut. France, 1960. N. v.o., 100 min. O. Cinétoile

0.45 Viva Italia! Roberto Rossellini. Italie, 1960. 120 min. O. Cinétoile

14.30 L'Empire. André Malraux (France, 1959. N. v.o., 75 min. O. Cinétoile)

14.40 La Reine des bandits. Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 1994. N. v.o., 120 min. O. Cinétoile)

15.15 L'Ecole froide. [1/2]. Olivier Assayas (France, 1994. N. v.o., 95 min. O. Cinéstar 1)

15.15 L'Ecole froide. [2/2]. Olivier Assayas (France, 1994. N. v.o., 95 min. O. Cinéstar 1)

18.35 Coco. Ron Howard. Etats-Unis, 1988. N. v.o., 115 min. O. Cinétoile

20.30 Je vous aime. [2/2]. François Truffaut. France, 1960. N. v.o., 100 min. O. Cinétoile

20.45 L'Ecole froide. [1/2]. Roberto Rossellini. Italie, 1960. 120 min. O. Cinétoile

21.00 La Mort en ce jardin. Luis Buñuel (France - Mexique, 1956. N. v.o., 105 min. O. Paris Première)

21.00 Boris Godounov. Andrei Zulawski (France, 1989. N. v.o., 115 min. O. Muzik)

21.20 Made in America. Barry Sonnenfeld. Panique sur le grand huit. Télfilm. San Pillbury. O.

22.55 Les Visiteurs du futur. Barry Sonnenfeld. Barry Sonnenfeld. M. v.o., 95 min. O. Cinétoile

17.25 Seconde B. [1/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [2/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [3/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [4/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [5/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [6/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [7/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [8/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [9/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [10/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [11/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [12/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [13/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [14/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [15/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [16/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [17/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [18/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [19/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [20/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [21/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [22/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [23/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [24/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [25/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

17.30 Hartley, cœur à vif. [26/2]. Sylvie Ristouelle. TMC

# Les messagers *par Pierre Georges*

**DRAME INSTANTANÉ**, sauvetage instantané, titre instantané, messages instantanés. Tout au plaisir réel de savoir qu'Isabelle Autissier a été « sauvée des eaux », on ne put cependant s'empêcher de sourire à certains passages du communiqué publié, mardi soir, par la vigie de permanence sur la dunette de l'Elysée. Et à la réplique presque immédiate improvisée par la vigie de garde sur le pont du Matignon

Rien de ce qui se passe par le vaste monde, les vastes ciels et les vastes mers et qui concerne la vaste France ne saurait échapper au président de tous les Français. Navigateur solitaire lui-même, ayant eu à affronter des coups de tabac féroces et des cohabitutions de forces diverses, Jacques Chirac a fort normalement adressé un message personnel à son capitaine : « Je vous garde sur le pont du Matignon

tissier ainsi que « l'esprit d'équipe et de solidarité » de son sauveteur. Avant d'ajouter : « Vous avez fait montre, dans ces moments particulièrement éprouvants, de votre force morale et de votre détermination que j'avais d'ailleurs remarquées lors de notre rencontre à la Rochelle à l'occasion du départ de la Whitbread en mai dernier » Déjà, sous Autissier, perçait la sauvée des eaux !

sonnel de connaisseur à la sauve des eaux.

Le message personnel a ceci de particulier en politique qu'il ne saurait le tester par trop. Ce serait gâcher ! Donc à 19 h 38, heure de l'AFP faisant foi, l'Elysée virait en tête à la bouée postale. Extraits essentiels : « Comme tous les Français, j'étais inquiet de vous savoir en situation périlleuse dans cette mer démontée de l'océan Pacifique ». Effectivement, nous étions inquiets, tous inquiets et sans les mots pour le dire aussi poétiquement. « Cette mer démontée de l'océan Pacifique ». Admirable, hugolien même ! « Heureusement, vous êtes saine et sauve et

Bref, que ce soit clair pour un esprit populiste, en France, on est « messagés ». Et, pendant ce temps-là, que faisaient, dans les hostiles mers du Sud, Isabelle Autissier et son providentiel et admirable hôte. Discutaient-ils de la parité en matière de circumnavigation ? De l'importance des quilles en architecture navale ? Transmettaient-ils des messages pour dire leur soulagement, leur épaulement et leur joie ? Sans doute oui. Et quel bonheur de lire, avec accent dans le texte, cette déclaration du sauveuteur Giovanni Soldini : « C'est mieux qu'une victoire, mais maintenant je suis bien « couité ».

reusement, vous êtes saine et sauve et je ne doute pas un instant que votre volonté et votre courage vous remettront rapidement en quête de nouveaux défis ». Le tout enrichi d'une mention manuscrite, précise l'agence. « Avec toute mon estime et mes amitiés ». Commandant Jacques.

Cumul des mandats : 7 députés PS proposent une « exception sénatoriale »

**SEPT DÉPUTÉS** socialistes - Christophe Caresche (Paris), Gaëtan Gorce (Nièvre), Arnaud Montebourg (Saône-et-Loire), Christian Paul (Nièvre), Vincent Peillon (Somme), Marisol Touraine (Indre-et-Loire), André Vallini (Isère) - constatent que le Sénat fait usage de son « droit de veto » sur le projet de loi portant sur le cumul d'un mandat parlementaire national et d'un mandat exécutif local. « Puisque le Sénat semble attaché à son splendide isolement et au maintien de ses priviléges, affirment-ils, nous proposons qu'on lui reconnaisse ce statut. Inscrivons ce privilège dans la loi, proposons l'exception sénatoriale, et disons que la limitation du cumul des mandats ne s'appliquera qu'aux députés, les sénateurs pouvant continuer à être à la fois parlementaire et chef d'un exécutif local ».

**DÉPÉCHES**  
■ POLICE : la gardienne de la paix qui avait déclaré s'être fait dérober son arme, le 21 décembre 1997 à Dammarie-Les-Lys (Seine-et-Marne), aurait reconnu avoir auparavant blessé un jeune homme avec cette arme, selon *Libération* du 17 février. Quatre jours auparavant, un jeune de Dammarie, Khader Bouziane, avait été tué par la police après avoir forcé un barrage près de Fontainebleau.

police après avoir forcé un barrage près de Fontainebleau.

■ **FOOTBALL** : cinq clubs de division 1, l'Olympique lyonnais, l'AS Monaco, l'Olympique de Marseille, le RC Lens et le Paris-Saint-Germain, se sont associés avec Canal Plus et le groupe Jean-Claude Darmon pour développer des opérations liées au multimédia et au commerce électronique. Ce « Club Europe » veut créer « un partenariat complémentaire dans des domaines jusqu'alors inexplorés mais riches de développement » comme les chaînes thématiques (à l'instar de celle de l'OM), la publicité virtuelle, la retransmission des matches amicaux, le télé-achat, la reproduction des droits sur les supports vidéo, CD-Rom, DVD, etc. La porte n'est pas fermée à d'autres clubs.

*L'Espresso du Monde* daté mercredi 17 février 1999 : 196 381 exemplaires - 1 -

Un forum de stabilité financière, seule proposition du rapport Tietmeyer pour réguler les marchés mondiaux

L'APPORT du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, à la stabilité du système financier mondial se bornera-t-il à proposer la création d'une commission ? C'est la crainte que l'on peut nourrir après la lecture du rapport qu'il devrait remettre, samedi 20 février à Bonn, aux ministres des finances du G7 et dont *Le Monde* révèle la teneur. Étudier les moyens de mieux réguler la planète financière : la mission avait été officiellement confiée au patron de la Bundesbank, fin octobre 1998.

Pour répondre à « la fragmentation des structures de surveillance et à l'intégration croissante des mar-

financière à mieux coordonner leurs activités pour éviter les risques en chaîne dans le système financier international : « Les dispositifs actuels ont permis d'améliorer les standards de bonne santé et de prévention des risques. » En revanche, « le rythme des évolutions des marchés et des intermédiaires impliqués par la globalisation financière a montré les limites d'une telle approche ». Pour répondre à « la fragmenta-

tion des structures de surveillance et à l'intégration croissante des mar-

ché », le patron de la Buba préconise trois pistes : ne plus différencier les aspects macro et microéconomiques en matière de règles prudentielles ; amener les institutions multilatérales et les autorités nationales à mieux travailler ensemble ; associer les pays émergents à ce nouveau dispositif. Cette coopération renforcée, estime M. Tietmeyer, permettra « l'utilisation maximale des bénéfices considérables qu'apporte à l'ensemble des participants du système financier glo-

#### **« La nouvelle architecture financière » de M. Chirac**

A la veille de son voyage aux Etats-Unis, du 18 au 20 février, Jacques Chirac publie dans le *Wall Street Journal Europe* du 17 février un point de vue dans lequel il définit les grandes orientations de « la nouvelle architecture du système financier mondial » qu'il compte proposer au président Clinton. Après les crises mexicaine, russe et brésilienne, le président français souhaite que « les Etats et les institutions financières internationales soient plus transparentes » et que soit « améliorée la régulation des marchés [financiers mondiaux] par l'adoption d'un véritable code de la route pour la circulation des capitaux ». Demandant que « la dimension sociale des crises soit davantage prise en compte », il propose d'accroître l'engagement des responsables politiques dans le fonctionnement du FMI. M. Chirac propose de réunir « si possible à l'automne », « et pourquoi pas à Paris ? », les pays membres du Comité intérimaire du FMI pour adop-

Le diagnostic de M. Tietmeyer re-

Le diagnostic de M. Neimayer le joint le consensus international sur la nécessité d'une plus grande transparence, d'une meilleure coordination avec le secteur privé et de la régulation des opérateurs agissant en dehors des règles existantes (notamment fonds spéculatifs). Pour mettre en œuvre ces objectifs, il propose à ses collègues du G 7 la création d'un forum de stabilité financière, qui se réunirait « régulièrement pour faire le point des vulnérabilités affectant le système financier et pour identifier les moyens de les sur-

*Sabette Stern*

Après une nuit d'émeutes, le leader des mineurs roumains a été arrêté

mardi soir, le commandant de la gendarmerie roumaine, Anghel Andreescu. C'est semble-t-il chose faite.

## L'excédent commercial français a résisté aux turbulences de 1998

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR** français se porte bien. Malgré les crises internationales, en Asie puis en Russie, il s'est, l'an dernier, quasiment maintenu au niveau historique de 1997 : il a enregistré, selon les statistiques publiées mercredi 17 février par la direction générale des douanes, un solde positif de 160 milliards de francs (24,4 milliards d'euros), soit 6 milliards de plus qu'en 1997.

asiatique et russe. Auparavant ex-cédentaire, le solde commercial avec les pays en développement d'Asie est devenu négatif (-18 milliards de francs, 2,7 milliards d'euros). Les échanges avec le Japon ne se sont dégradés, eux, que dans de faibles proportions.

A l'inverse, la forte croissance aux Etats-Unis a soutenu les exportations françaises : si le solde

commercial avec ce pays reste négatif (- 18 milliards de francs, 2,7 milliards d'euros), il ne s'en est pas moins considérablement amélioré (+ 8 milliards de francs, 1,2 milliard d'euros). Surtout, la très forte progression des grands contrats (ventes d'Airbus, de TGV...), qui représentent désormais 13 % des exportations françaises, est arrivée à point nommé : « Leur montant atteint, au regard des signatures intervenues en 1998, le niveau record de 243 milliards de francs. En progression de 30 % par rapport à l'excellente année 1997, ce chiffre a doublé depuis 1995 », précise M. Dondoux.

La France accumulait les déficits commerciaux jusqu'en 1982, quand elle a pris le chemin de la rigueur - désinflation compétitive et désindexation des salaires sur les prix - et celui des excédents. En 1992, la balance commerciale est redevenue positive, et, depuis, elle n'a cessé de progresser. La compétitivité française s'est fortement améliorée. Les exportations, encore largement subventionnées par l'Etat vers des pays en voie de développement très endettés au début des années 80, ont été réorientées vers les pays de l'OCDE.

Les milieux patronaux n'en tirent pas moins la sonnette d'alarme, prétendant que la France perd du terrain dans la compétition mondiale. En valeur, à part de la France dans le marché mondial s'est légèrement renforcée en 1998 : elle est passée à 5,3 % contre 5,2 % l'année précédente. Mais, pour l'institut Rexecode, cette progression cache une légère dégradation en volume. A Bercy, on rétorque que cette baisse n'est pas due à une perte de compétitivité mais au dynamisme des échanges réalisés par les pays émergents.

*« En 1999, l'excédent commercial de la France pourrait ne diminuer que modérément et rester proche de 10 milliards d'euros », estime M. Dondouc. Toutefois les risques de dégradation existent : explosion de la bulle financière américaine; extension de la crise sud-américaine, agressivité de pays asiatiques comme la Corée, qui profitent de taux de change très compétitifs, ralentissement de la croissance européenne et surtout l'amerde*

Virginia Mallinger

